FRANÇOIS MAURIAC : *« CE SACHA GUITRY... »*

L'EXPRESS

Institut Français du Royaume-Uni
Bibliothèque
0828

2 AOUT 1957. — N° 319

100 FR. ALGERIE, TUNISIE, MAROC : 100 FR.

Félix GAILLARD : son avenir, et le vôtre...

(U.P.)

M. Félix Gaillard, ministre des Finances
« Il existe des occasions où l'ambition politique n'est pas opposée à l'intérêt général. Il convient de les saisir ».
(Curzio Malaparte.)

FAITES LE TEST :

Avez-vous du goût ?

★★★★★

La lettre de « L'Express »

« Si tu es sage, tu iras au ciel, mais si tu manges trop de chocolat, tu iras en enfer... ».

C'est à peu près à ce niveau que se situe l'information économique que l'on dispense aux Français. Et l'on s'étonne que le chocolat conserve à leurs yeux tous ses agréments.

Si la situation du pays n'était aussi digne d'alarme, elle serait savoureuse, cette découverte soudaine que des messieurs prétendument sérieux, théoriquement renseignés et chargés d'éclairer l'opinion, font des réalités.

Soutenir la politique d'un gouvernement et déclarer, six mois après, qu'elle fut financièrement détestable — mais financièrement seulement — est à peu près aussi conséquent que d'affirmer : « Cette voiture aurait fait du 150 si elle avait *été rouge*. »

Que la masse des Français ignore la relation qui existe entre l'économie et la politique est assez naturel. Où la leur enseigne-t-on ?

Un ministre britannique des Finances, auquel on demandait s'il ne préférerait pas exercer ses fonctions en France, répondit :

« Non. La situation française est meilleure, mais les Anglais, eux, savent. »

Nous savons peu. Dans le dialogue mené avec un économiste, publié ici cette semaine, qui ne reconnaîtra au moins quelques-uns des préjugés dont il est nourri ?

En guise de connaissances, nous disposons d'un catéchisme : l'inflation est... Qu'est-elle ? Galopante, de toute éternité. Le cycle des salaires et des prix ? Vous l'avez au bout de la langue. Il est infernal. Que fait-on à l'expansion ? On la brise. A la monnaie ? On la défend.

Avec « le gouffre du budget », « le spectre du chômage », « la fuite des capitaux » et « la course à l'abîme », chacun dispose de l'arsenal avec lequel il est censé comprendre qu'il doit pratiquer « l'austérité ».

Encore un mot dont personne ne sait exactement ce qu'il signifie, sinon des désagréments.

Telle la vertu, l'austérité se prêche plus aisément qu'elle ne s'observe.

Elle peut avoir sa grandeur, son sens, elle peut même exalter une nation qui en verrait clairement l'objectif, et qui donnerait son adhésion à cet objectif.

Réduire sa consommation, que M. Gaillard nous pardonne, n'est pas l'une de ces formules avec lesquelles on fait vibrer l'enthousiasme d'une foule. Sans doute ne demande-t-il pas d'enthousiasme. La résignation suffira.

Encore faudra-t-il, pour l'obtenir, que personne ne puisse traduire le sermon de rigueur en ces termes :

« Si je suis sage, il ira au ciel, mais s'il mange trop de chocolat, j'irai en enfer. »

Françoise Giroud.

L'A.D.N. à Strasbourg

A la suite des nombreux articles de presse inspirés par les résultats sensationnels obtenus par mon collègue et ami Jacques Benoît, et tout particulièrement après les détails que vous donnez dans le numéro de *L'Express* du 26 juillet, je crois qu'il est de mon rôle de compléter et de préciser vos informations.

Il m'apparaîtrait correct en effet qu'il fût dit, ne serait-ce qu'une fois et de façon très discrète, que l'A.D.N. qui a été utilisé par Jacques Benoît a été préparé par Roger Vendrely dans les laboratoires du Centre de Recherches sur les macromolécules à Strasbourg.

Cette institution toute nouvelle (elle a été inaugurée en 1954) a été créée, sur ma demande, par le Centre National de la Recherche scientifique.

Elle compte quatre sections : physique, rayons X, chimie et biologie. En tout, une soixantaine de chercheurs et une quarantaine de techniciens.

La section de biologie a été spécialisée, sous mon impulsion, dans l'étude de certaines macromolécules d'origine biologique et tout particulièrement dans celle des acides désoxyribonucléiques, dont — déjà depuis plusieurs années — j'étudie la structure en relation avec certaines propriétés biologiques en liaison directe avec les problèmes d'hérédité, de mutations dirigées et même de pathologie.

C'est sur ma proposition, et avec l'accord de Jacques Benoît, que Roger et Colette Vendrely sont venus se joindre à l'équipe de spécialistes qui forment la section de biologie, et j'ai confié à Roger Vendrely la responsabilité de la direction de l'équipe la plus importante, et cela depuis 1954.

En une époque où la collaboration entre spécialistes de natures différentes est la condition même pour faire progresser nos connaissances — et surtout en biologie — il serait dommage, et peut-être maladroit, de passer complètement sous silence un exemple de ce genre, dont la recherche scientifique française n'est pas particulièrement riche.

Charles Sadron,
Professeur à la Faculté des Sciences, directeur du Centre de Recherches sur les macromolécules,
Strasbourg.

Justice pour M. Max Lejeune

Je n'ai pas l'habitude de demander à un journal l'insertion de réponses aux attaques dont je suis l'objet. Ma qualité présente m'impose d'ailleurs le mutisme même quand d'anciens subordonnés travestissent mes propos ou se méprennent sur leur sens, comme le fait M. Barberot dans son livre dont vous publiez certaines pages.

Mais aujourd'hui je vous demande d'insérer dans votre prochain numéro et à la même page la présente mise au point en réponse aux lignes signées « Vivekananda » parues la semaine dernière. Sous ce pseudonyme, avec une tournure vipérine qui ne se dément pas, un « ami » prétend rapporter des propos de 1932 et de 1938. Avec un tel recul, l'affabulation est possible et l'inexactitude est même inévitable. Il serait vain pour moi de discuter avec qui trahit l'amitié jusqu'à la fantaisie mensongère. La guerre est passée.

Je me souviens d'un jour du printemps de 1941 où, dans le camp de représailles de Colditz (Oflag IV C), une table composée du capitaine Robert-Blum, du lieutenant Schwartz, du capitaine Soulier de Morand, du lieutenant Goudouneix, du lieutenant Lebonnois et du sous-lieutenant Lejeune fut disloquée parce que les deux officiers israélites devaient rejoindre ce que les Allemands appelaient le Ghetto.

Je suis allé protester auprès du colonel de cavalerie, doyen français du camp, contre cette distinction entre officiers non juifs et officiers juifs. Je rompis l'entretien par un salut réglementaire quand il tenta de m'en expliquer le bien-fondé.

Je n'oublie pas non plus un soir de Lübeck (Oflag X C) où l'ambassadeur Scapini dut entendre ma protestation contre la politique de Vichy devant trois généraux allemands interloqués et des camarades inquiets pour mon propre sort.

C'est un passé que je n'ai pas souvent raconté, qui a eu ses témoins : tous ceux dont je ne me suis pas désolidarisé de 1939 à 1945.

Parlementaire sous les drapeaux, je suis resté à mon rang de soldat et n'ai connu comme faveur que celle des camps de représailles.

Mais j'ai la fierté d'avoir gardé l'amitié ou l'estime de ceux qui m'ont connu, y compris celle de nombreux israélistes dont certains occupent des postes éminents dans la vie française.

Je ne pouvais, par mon silence, laisser s'accréditer l'affirmation de « Vivekananda » : mes actes ont répondu dans des circonstances difficiles.

Max Lejeune.

Et l'agriculture ?

D'ici deux ans, la viande de bœuf sera à la carte si des mesures sérieuses ne sont pas prises tout de suite.

La France va importer du sucre. Le vin va augmenter de 15 francs par litre d'ici six mois. Le gouvernement a taxé les tomates au début de juillet à 130 francs le kilo à la production.

La situation pourrait être sérieuse si le gouvernement continue à faire une politique agricole incohérente.

Il faudrait que l'opinion fût avertie par quelques journaux sérieux de cette situation et de ses causes qui sont nombreuses.

D'abord le circuit de distribution qui est archaïque, trop compliqué, il favorise de honteuses spéculations (...)

Je sais que les économistes de « L'Express » pourront me dire avec précision — en prenant par exemple 100 milliards de vente de produits pétroliers — le pourcentage qui revient à la compagnie de raffinage, à l'Etat, au pompiste.

Mais pourront-ils et auront-ils le courage de me dire avec la même précision — en prenant par exemple 100 millions de ventes de fruits et légumes au mois de juillet — le pourcentage qui revient aux producteurs, à l'Etat et aux commerçants ?

Sait-on qu'il y a en France 17.000 villages qui n'ont pas l'électricité et 27.000 qui n'ont pas l'eau courante sur 36.000 ? (...)

Cela représente le tiers de la France en superficie, c'est-à-dire des milliers d'hectares dont la productivité pourrait être améliorée par l'irrigation, le reboisement et l'élevage à la manière hollandaise ou danoise. (...)

La productivité est si basse dans certaines régions ou branches de l'agriculture qu'il n'est pas exagéré de dire que le salaire horaire de la moitié des paysans français est inférieur à 60 francs. (...)

Il n'y a pas un Français sur cinq pour croire ou comprendre cela et pourtant, honnêtement, c'est la vérité, mais on ne l'imprimera jamais en première page des grands quotidiens.

On dira plutôt qu'il faudra mettre en valeur le Sahara, qu'il faudra investir 400 milliards par an en Algérie pour relever le niveau de vie des populations musulmanes.

Pour exporter 100 milliards de produits fabriqués, combien faut-il importer d'énergie en dollars ?

Pour exporter 10.000 tonnes de viande de bœuf produites par des matières premières que nous n'exploitons plus et qui ne coûteraient rien en devises, il suffirait d'aider un peu les producteurs.

Ma médiocre instruction (C.E.P., j'ai fermé définitivement les livres de classe à l'âge de 13 ans) ne me permet pas de développer longuement tout ce que je comprends de cette crise, je vous en laisse le soin, c'est votre métier (...)

Il n'y a pas que des intellectuels qui suivent et approuvent votre lutte, mais aussi des paysans qui commencent à envier les 15.000 francs par mois des kolkhoziens russes (J. Moch : « U.R.S.S. »). Mais qui cependant ne désespèrent pas de créer quelque chose de mieux en France...

Un paysan.

On peut enseigner en Tunisie

Dans « Le Monde » du 13 juillet, un correspondant écrit à propos de l'interview de M. Masmoudi sur la pénurie d'enseignants dans son pays que les enseignants français estiment qu' « ils ne sont plus en sécurité » dans la Régence et que « ce sentiment ne fait que croître à l'annonce que les effectifs de l'armée française stationnés en Tunisie vont être réduits ». Après avoir vécu un an dans ce pays, mon opinion est très différente (...)

Depuis un an, les seuls incidents qui aient eu lieu ont eu trait justement aux relations entre l'armée française et la garde nationale ou la population civile tunisienne, et pas du tout entre ces dernières et les civils français — au point qu'un parlementaire a pu demander « qui protégerait l'armée française ». On peut évaluer à une cinquantaine le nombre de soldats français tués cette année en Tunisie et à un nombre égal celui des Tunisiens, tandis qu'un seul civil français, un fermier, a été assassiné, et cela pour des raisons vraisemblablement sans aucun rapport avec le nationalisme arabe. (...)

Il me semble, par conséquent, que les enseignants français devraient partir en Tunisie avec l'idée qu'il s'agit d'un pays où jusqu'à présent l'ordre règne. (...)

L'attachement des Tunisiens à la culture française est évident. Le prestige dont jouissent instituteurs et professeurs est très grand. En vérité, ils n'ont besoin d'aucune protection militaire.

Michel Ligny,
professeur au lycée de Sfax.

Nous sommes révoltées...

Le 24 mai, 190 infirmières de tous les hôpitaux de l'Assistance publique passent le concours d'entrée de l'école de laborantines ; le 6 juin, une liste officielle de 96 candidates reçues est affichée au centre de cette administration, avenue Victoria, non par ordre de mérite, mais par ordre alphabétique. Cette liste est restée officielle pendant un mois et demi.

Mes camarades, dont quelques-unes sont parties en vacances, ont toutes bâti des projets, annoncé cet heureux événement : elles étaient reçues.

Or, le 20 juillet, 50 reçues trouvaient à leur carte de pointage un bon à lire et à approuver leur signifiant qu'elles « étaient admissibles au concours, mais le contingent ayant été réduit, elles n'avaient pas le droit de suivre les cours ». Reçues et reçues évincées (que nous voulons bien croire être les cinquante dernières, aucune ne sachant son classement aux premiers résultats), nous sommes toutes révoltées.

M. le Directeur général de l'Assistance publique a-t-il le droit de jouer avec son personnel jeune (nous sommes encore pleines d'idéal, de conscience professionnelle et d'espoir, nous ne craignons pas de faire souvent des heures supplémentaires) ?

Le personnel de l'Assistance publique,
Paris.

[*Nous rappelons à nos lecteurs — et en particulier à M. G. E. de Nantes, à M. R. D. de Paris, à M. Figuière (?) de Casablanca, à M. X... du quartier Latin, à M. Pierre Georges — que nous ne pouvons accueillir dans cette rubrique les lettres qui ne comportent pas une signature et une adresse complète clairement libellées — et* a fortiori *y répondre. Ceux de nos correspondants qui signent, ici, de leurs initiales ou d'un pseudonyme sont ceux qui, tout en donnant leur identité complète, nous demandent de préserver leur anonymat.*]

« L'EXPRESS »

91, *Champs-Elysées, Paris* (8e)
Téléphone : ELYsées 88-61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER

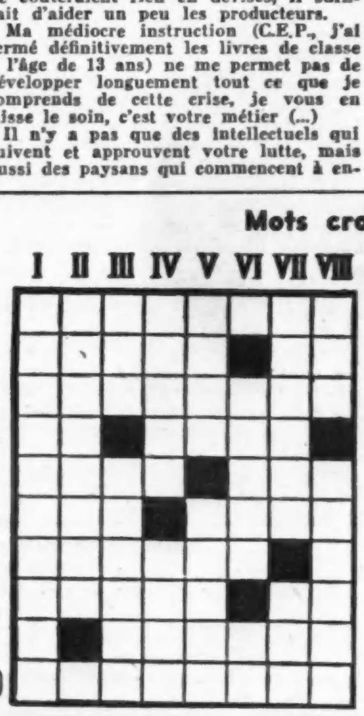
REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre VIANSSON-PONTE, Jean DANIEL
ACTUALITES : Sylvain ZEGEL
PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET
LETTRES : François ERVAL
PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE
SECR. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :
Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Maurice LEROUX, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :
Robert BARRAT, J.-L. BORY, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, Robert KANTERS, René LEBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Maurice SAILLET, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

Mots croisés n° 94



Horizontalement. — 1. Egalement funeste à celui qu'elle aima et à celui qui l'aima. — 2. Protecteur de la couronne. Communes à Attila et à Yves Montand. — 3. Langue en langue verte. — 4. En épelant, station méditerranéenne. Base d'une gigantesque escalade. — 5. Peut être à lui ou à elle. Parfois, entre deux bras. — 6. Leurs pneus ne vont pas sur les routes. Un cadeau pour des faveurs. — 7. Rivalise avec la mégère. — 8. Utilisé par le miroitier et le chaudronnier. Voit un puissant effort de traction. — 9. Ami de Marie-Chantal ou ami du lampiste. — 10. Peut s'occuper de jardinières ou de bergères.

Verticalement. — I. Ne suffit pas au billard ou à la pétanque. — II. Retraite honorable. — III. Scande une chanson enfantine. Moins efficace que la faux. — IV. Couvre la main et l'avant-bras. Peut devenir fou. — V. De part et d'autre d'un bassin. Annonce la conclusion. — VI. Transforme une pièce. Entre le grade et la discipline. — VII. Qui n'est pas orale. N'était donc pas analphabète. — VIII. Appauvrit certains glaciers et en enrichit d'autres. Eloigné de la matière.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	C	A	R	D	I	N	A	L
2	O	D	E	O	N	■	Q	O
3	M	O	N	S	I	E	U	R
4	P	R	E	■	T	S	A	R
5	L	E	N	D	I	T	■	A
6	I	■	T	U	E	R	A	I
7	C	A	■	G	R	O	I	N
8	I	D	I	O	■	P	M	■
9	T	A	I	N	■	I	O	N
10	E	M	I	G	R	A	N	T

Solution du numéro 93

Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

LES AFFAIRES FRANÇAISES

Vous trouverez dans ce numéro :

Les affaires françaises

- La semaine .... p. 3
- Gouvernement : M. Gaillard, son avenir et le vôtre. p. 3
- « SI MON MARI EST ENCORE VIVANT... » p. 4
- DROIT : Une enquête objective *par René CAPITANT.* p. 6
- Enseignement .... p. 5
- En deux mots ...... p. 6
- Vacances : Billancourt et le rêve .... p. 7
- L'Etat c'est vous .. pp. 8, 9

Les affaires étrangères

- La semaine .... p. 10
- Etats-Unis : Un ambassadeur est né .... p. 10
- Amérique Latine : Un dictateur s'en va .... p. 10
- U.R.S.S. : Qui sera contaminé ? .... p. 11

Actualités

- La semaine p.12
- Médecine .... p. 12
- Avez-vous du goût ? p. 16
- Jeunesse .... p. 16
- Mode, Vacances .... p. 17
- Sports, Je, Tu, Il .... p. 18
- Lancelot en vacances. p. 18

La marche des idées

- L'or du diable en Algérie, *par Germaine TILLION.* pp. 13, 14, 15

Paris en parle

- L'espace d'une soirée. pp. 20, 21
- Théâtre, Cinéma .... p. 22
- Musique, Expositions, Disques .... p. 23

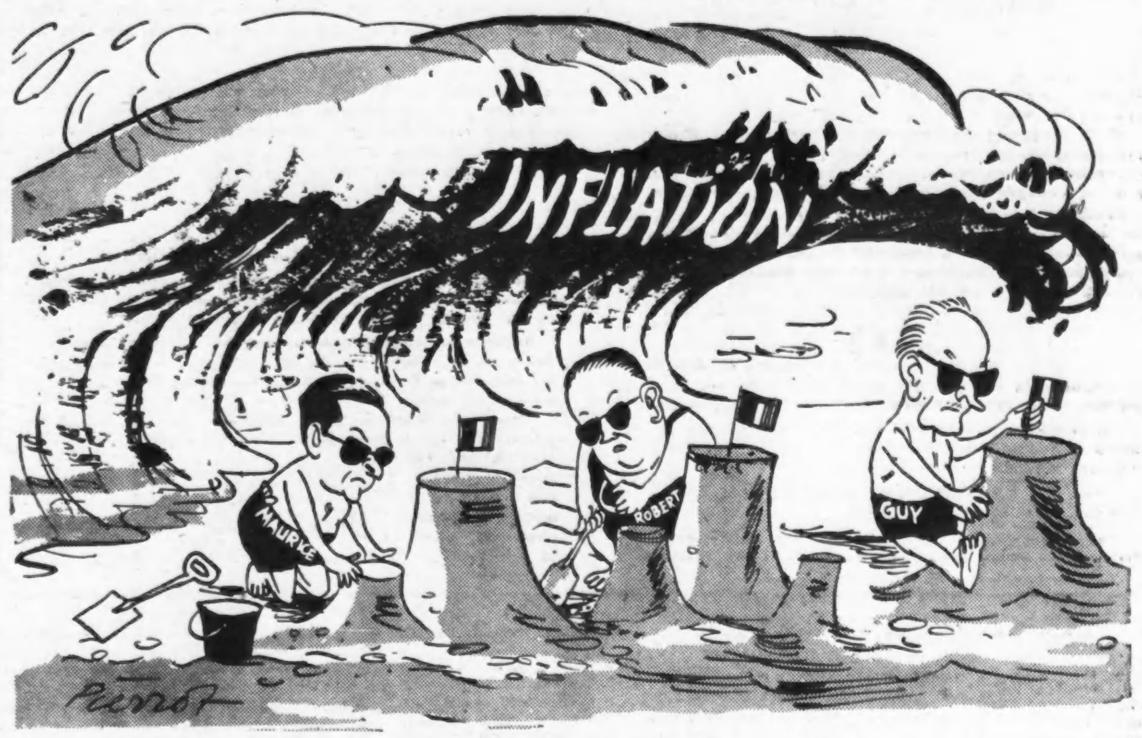
Lettres

- La dernière représentation de Malaparte .... p. 19
- On vous en parlera, Edition. p. 24
- Magie de la Magie .. p. 25
- Correspondance .... p. 25
- Nouvelles .... p. 25

Les pages au féminin

- Une « self-made » robe. p. 26
- Couture, Livres, Recette. p. 27
- LE BLOC-NOTES de *François MAURIAC* p. 28

LES AVENTURES DES PIEDS-NICKELES *(suite)*



La mer monte

LA SEMAINE

L'HOMME de la semaine est le ministre de l'Economie et des Finances (*voir ci-dessous*). Lundi et mardi, il a reçu un par un ses collègues du gouvernement pour faire connaître à chacun le montant des réductions qu'il était « indispensable » de pratiquer dans les crédits de son département ministériel pour 1958. Mercredi matin, tous rapportaient, en Conseil des ministres, leur réponse.

M. André Morice, d'abord, remit à « plus tard » son acceptation des économies militaires ; M. Billères protesta contre une réduction des crédits de l'Education nationale et M. Gazier surtout refusa toute amputation des dépenses sociales. M. Félix Gaillard offrit alors sa démission.

Les délibérations furent suspendues. Lorsqu'elles reprirent en fin d'après-midi, aucun progrès n'avait été accompli. M. Coty ajournait son départ en vacances.

Nouvelle tentative d'arbitrage et troisième réunion du Conseil des ministres dans la soirée sans plus de résultats. Tous les socialistes soutenaient M. Gazier.

Le débat se poursuivait à l'Elysée le lendemain jeudi, sous le patronage, en coulisse, de M. Guy Mollet. (*Sur la « bataille du budget », voir pp* 8 *et* 9.)

● Le président du Conseil est monté à la tribune vendredi dernier, il a lu un texte de cinq lignes : le décret de clôture. Aussitôt, les députés se sont levés et sont partis pour deux mois. (Le feuillet dactylographié remis au président du Conseil portait la mention : « Attention. Après avoir donné lecture du décret, quitter aussitôt la tribune. »)

Pour les députés, ce sont les vacances. Ils se retrouveront à l'automne.

Rapprochements

● Des reclassements sont ébauchés dans l'hémicycle du Palais-Bourbon.

M. Antier, président du parti paysan, a conclu une alliance avec MM. Poujade et Dorgères. Huit des quatorze députés du groupe paysan l'ont désavoué et ont rejoint les indépendants. Six autres l'ont suivi. Six autres députés, poujadistes, étant venus, avec M. Dorgères et un autre non-inscrit, se joindre à eux, ils ont pu reformer un nouveau « groupe paysan » apparenté aux poujadistes, qui n'ont plus que trente députés (contre cinquante-deux en janvier 1956).

A la demande de M. Edgar Faure, et avec l'accord de M. François Mitterrand, les groupes R.G.R. et U.D.S.R. ont décidé finalement de s'apparenter.

Le R.D.A. (déjà allié à l'U.D.S.R.) a donné son approbation de principe, son comité directeur étant convoqué au début de septembre pour statuer. Le R.G.R. compte treize députés, l'U.R. S.R-R.D.A. vingt-deux (dont la moitié à chaque parti).

M. Mairey

● M. Jean Mairey, compagnon de la Libération et ancien commissaire de la République, a quitté, par décision du gouvernement, le poste de directeur général de la Sûreté nationale qu'il occupait depuis trois ans.

Ses fonctions l'appelaient à se rendre fréquemment en Algérie. De nombreux conflits s'élevèrent entre le directeur de la Sûreté et les ministres d'Algérie, de l'Intérieur, de la Défense nationale, en particulier au sujet des mutations de fonctionnaires de police que M. Mairey jugeait devoir retirer d'Afrique du Nord en raison de leur attitude. Lorsque fut constituée la « commission de sauvegarde des libertés individuelles », M. Mairey lui ouvrit ses dossiers et invita ceux de ses agents dont le témoignage pouvait être invoqué à venir déposer devant elle. La plupart se virent interdire par M. Lacoste de venir à Paris répondre aux convocations de la commission. Et le remplacement de M. Mairey fut décidé.

Il devient secrétaire général du ministère de l'Intérieur, fonctions hautement honorifiques, qui ne lui donnent plus aucun droit de regard sur l'Algérie.

Banques explosives

● Le personnel des banques, en grève depuis le 10 juillet, a obtenu la discussion immédiate de l'ensemble de ses demandes d'augmentation.

Dans les milieux patronaux, on évoque à ce propos, à mi-voix, le « lâchage » de la direction des Chantiers de construction navale de Saint-Nazaire qui, accordant le 7 août 1955 17 % d'augmentation des salaires à leurs ouvriers en grève, donnèrent le signal des grands mouvements revendicatifs de l'automne suivant, d'où devait sortir notamment le « contrat Renault ». L'affaire des banques sera-t-elle le Saint-Nazaire de 1957 ? L'effervescence persiste.

GOUVERNEMENT

M. Gaillard, son avenir et le vôtre

● ***Un jeune ministre des Finances joue actuellement son avenir — et, pour une part, celui de ses concitoyens. Quels sont ses atouts, ses risques, ses espoirs — et les nôtres ?***

- OUF ! s'est écrié M. André Dulin à la sortie du Conseil des ministres, *les Anciens Combattants sont indemnes.*

Il exprimait, par cette étrange formule, que les économies prévues par M. Félix Gaillard, ministre des Finances, sur le budget de l'Etat, n'atteindraient pas les crédits affectés aux Anciens Combattants. Les futurs, en revanche, et les actuels...

M. Félix Gaillard exige la démobilisation de deux cent mille hommes dans un triple but : économies sur le budget militaire, augmentation de main-d'œuvre et, par l'afflux de cette main-d'œuvre, détente sur le marché du travail où règne en ce moment le suremploi.

La partie que dispute, à trente-sept ans, M. Félix Gaillard, est de celles où se joue la carrière d'un homme.

En apprenant mardi qu'ils paieraient le gaz 25,4 % de plus à Paris et 10 % de plus en province, et les chemins de fer 10 % de plus, que vingt-quatre séries d'objets leur coûteraient désormais 5 à 6 % de plus, des postes de radio aux sacs à main de cuir, du rouge à lèvres aux armes à feu, des moquettes aux briquets, et qu'il s'agissait ainsi de « réduire la consommation », les Français ont éprouvé ce que cette formule a d'insupportable lorsque, cessant d'emprunter le mode impersonnel, elle signifie : réduire MA consommation.

D'abord l'Etat !

Réflexe immédiat : que l'Etat commence. Des dépenses de l'Etat, chacun se fait une idée, généralement fausse (*voir pp.* 8 *et* 9), oubliant en particulier qu'en échange de ces dé- →

«SI MON MARI EST ENCORE VIVANT...»

M. Henri Alleg, Français, 36 ans, directeur de journal, communiste, a disparu à Alger le 12 juin. Il n'est inculpé ni devant la Justice Civile, ni devant la Justice Militaire.

Interné au camp de Lodi, Henri Alleg a pu faire parvenir une plainte au procureur de la République. « L'Humanité » a publié le texte de cette plainte le mardi 31 juillet. Le journal a été saisi.

Mme Henri Alleg, actuellement à Paris, nous a fait parvenir mercredi, comme à tous les journaux, les lettres qu'elle a envoyées dans les dernières semaines à toutes les autorités compétentes, et nous a demandé de publier le récit de ce qui leur est arrivé à elle-même et à son mari, et son cri d'alarme.

Ou ces accusations atroces, dont malgré la saisie la presse internationale s'est déjà faite l'écho, sont fausses et elles doivent alors faire l'objet d'un démenti officiel, précis et irréfutable ; ou elles sont fondées. Les autorités militaires et civiles en Algérie, le gouvernement français, la Commission de sauvegarde se rendraient alors solidaires d'un crime par leur refus d'agir ou leur impuissance. Aucun journal libre, en tout cas, n'a le droit d'accepter la complicité du silence. Voici le récit de Mme Alleg.

Si mon mari est encore vivant, il est aujourd'hui en danger de mort !

Après toutes les démarches que j'ai faites pour faire connaître la vérité, il faut à tout prix que l'opinion soit alertée.

Le 13 juin au matin, le lieutenant Charbonnier, de la X^e D.P., s'est présenté chez moi et m'a dit que je devais me considérer comme arrêtée, que j'étais consignée dans l'appartement que j'occupais. Jour et nuit j'ai été gardée par des parachutistes en civil, armés, qui ont bloqué le téléphone, la porte et la boîte aux lettres. Plusieurs fois par jour j'ai été interrogée par des officiers, ainsi que par un sous-officier (5 ans d'Indochine) qui m'a tenue tout un après-midi par une étrange conversation érotico-politique faite de questions et de menaces, et dont je n'ai pas compris tout de suite que c'était un interrogatoire. « Vous devriez penser à vos enfants, c'est dur vous savez, de perdre sa mère quand on est tout jeune ; je le sais par expérience... »

En même temps il jouait avec un revolver, vidait toutes les balles sur la table, les replaçait dans le chargeur, et me faisait constater qu'une balle était toujours engagée dans le canon. Puis il m'a suggéré de me sauver. Il m'a parlé d'un « travail » très fatigant qui l'avait tenu debout presque toute la nuit précédente, travail qu'il « aurait peut-être à recommencer le soir-même ». Les autres gardiens se relayaient et faisaient cliqueter leurs armes dans le couloir et dans la chambre.

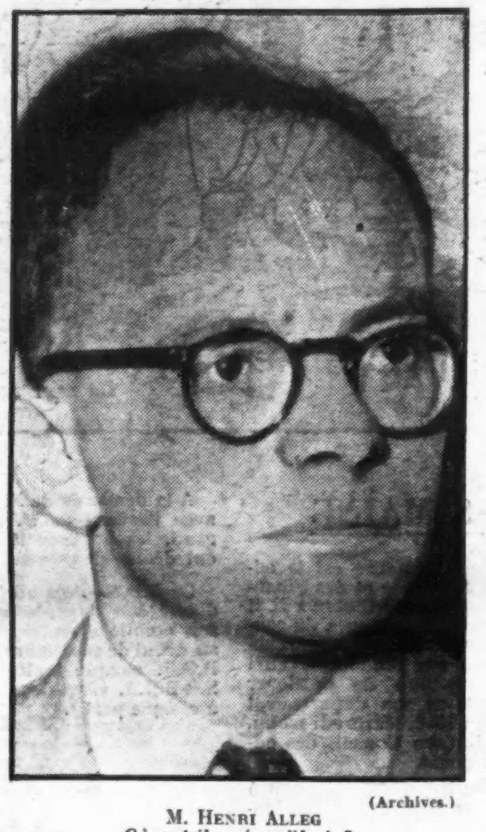
Au bout de cinq jours j'ai été libérée à la nuit, sans carte d'identité, ce qui me rendait difficile tout déplacement dans Alger. Le lendemain matin, je suis allée aussitôt chez un avocat. C'est là que j'ai appris que mon mari avait été arrêté le 12 juin au soir. Avec une semaine de retard j'ai alors entrepris des démarches auprès de toutes les autorités et de plusieurs personnalités locales. Nul ne pouvait plus ignorer à Alger la disparition de mon mari. Je faisais aussi alerter par mon avocat le président de la République, le président du Conseil, le garde des Sceaux, les chefs des groupes parlementaires, et enfin la Commission de Sauvegarde.

Apprenant la présence à Alger du Professeur Richet, membre de cette Commission de Sauvegarde, je lui demandai une entrevue, qu'il m'accorda le jour même.

Il me laissa parler. Puis cet homme âgé, apparemment très fatigué, m'écrivit sur une feuille de papier (il ne peut pas parler) : « Avez-vous été torturée ? » Je lui répondis : « Pas encore », et je lui expliquai que, mon mari ayant disparu depuis sept jours, cette idée de torture me hantait. Il répondit, dans un immense effort, en s'y reprenant à plusieurs fois : « Je suis médecin, je suis là pour savoir si les gens ont été maltraités », et il écrivit encore : « Apportez-moi un dossier avec des faits précis ». Notre conversation était suivie, depuis le début, par un monsieur en civil qui s'était installé à la table voisine...

J'appris le 23 juin que mon mari était « assigné à résidence au camp de triage d'El Biar, dans le sous-secteur de la Bouzaréa ». Or, il n'existe pas de camp de triage officiel à El Biar. C'est la caserne des parachutistes. Une fois de plus je fis appel à la Commission de Sauvegarde à Paris. Où était mon mari ? Je demandai un permis de communiquer. Toutes les autorités civiles se déclarèrent incompétentes et me renvoyèrent chez le Commandant du secteur militaire d'Alger-Sahel. On me refusa le permis de communiquer : mon mari était « sous enquête ». L'officier qui me reçut déplora qu'il y eût « tellement de bruit autour de cette affaire ». Le 2 juillet, j'étais expulsée sans avoir revu mon mari.

Ses avocats se rendirent chez le Colonel Gardon, Conseiller juridique auprès du général Salan. Le Colonel leur déclara que les parachutistes étaient autorisés depuis quelque temps par M. Robert Lacoste « à garder un mois leurs suspects » et il précisa que seuls des « interrogatoires renforcés pouvaient faire avancer la pacification ». Il ajouta que mon mari serait présenté le 12 juillet. Or, à cette date, il fut envoyé au camp de Lodi sans que personne n'ait pu le voir ni qu'un médecin ait pu examiner son état de santé. (Aujourd'hui 31 juillet, personne, ni avocat ni médecin, n'a pu encore le voir.)



(Archives.)

M. Henri Alleg
Où est-il aujourd'hui ?

Il y a deux semaines, le 15 juillet, enfin, j'ai eu une lettre de mon mari me confirmant sa présence à Lodi. Aux questions que je lui posai par la suite il me répondit « qu'avec le repos et à la longue, il espérait retrouver la santé ». J'apprenais à peu près en même temps, par un avocat, que le Dr. Hadjaj, incarcéré à la prison civile d'Alger, avait déclaré qu'il avait vu mon mari et M. Audin très affaiblis par des tortures qu'ils venaient de subir.

Ce qui était arrivé exactement à mon mari je devais l'apprendre ensuite par la plainte déposée entre les mains du Procureur Général d'Alger. Il écrit :

[Ici le texte de la plainte d'Henri Alleg. Nous ne reproduirons pas ce texte, pour ne pas prendre le risque d'être à notre tour saisis. Les lieux, les dates, les noms, les grades de ceux qui l'auraient torturé dans un immeuble d'Alger, les méthodes employées, tout y est consigné avec précision.

Au bout de 48 heures la dernière séance d'électricité, précise-t-il, fut, en même temps, un simulacre de préparation d'exécution. Henri Alleg poursuit :

« Le vendredi matin, je reçus la visite d'un officier qui, sur le ton courtois, me dit : « Ecoutez, je suis l'aide de camp du général Massu, répondez aux questions que l'on vous pose, et je vous fais transporter tout de suite à l'infirmerie. Dans huit jours, vous avez ma parole d'honneur, vous serez en France avec votre femme. Sinon vous allez disparaître. Vous avez 36 ans, c'est jeune pour mourir. » Je me souviens que la seule réponse que je lui donnai fut : « Tant pis... »

Le lundi, on commença à s'occuper de mes plaies. J'avais trois grosses brûlures infectées à l'aine, dont je porte encore les cicatrices, des brûlures aux mamelons des seins, aux doigts (auriculaires et index) des deux mains, encore visibles aujourd'hui ; des écorchures sur la poitrine, le ventre, les parties sexuelles, et aussi sur le palais et la langue, provoquées par les fils électriques dénudés...

Le mercredi 26 juin, un officier en civil vint me trouver et me fit remarquer que je pouvais aisément me suicider. Il y avait, en effet, dans la cellule près de deux mètres de fil électrique. Le jeudi 11 juillet, je subis, enfin, un dernier interrogatoire de la part du Capitaine..., qui me jeta par terre d'une gifle, « pour m'apprendre à ne pas répondre avec insolence ». Le vendredi 12 juillet, j'étais interné au camp de Lodi...]

Tous ceux qui ont lu ce texte peuvent essayer d'imaginer ce que ressent la femme de celui qui a subi ce supplice.

Et j'ai compris, en plus, que c'était le même lieutenant, celui qui assistait au supplice de mon mari, qui donnait ses directives en buvant de la bière et s'énervait de ne pas obtenir les dénonciations désirées, c'est lui qui venait chez moi entre deux « séances de travail » pour me questionner sur mon mari.

Ce sont ces procédés et ces hommes qui font qu'aujourd'hui je redoute le pire : « la tentative d'évasion » et ce qu'elle signifie...

Quand les parachutistes ont arrêté, à Alger, M. Audin, Assistant à la Faculté de Sciences d'Alger, sa femme connut les mêmes inquiétudes. Comme moi, on l'assura de la « parfaite santé » de son mari et on lui promit sa libération. Peu de temps après, elle était convoquée pour recevoir un permis de communiquer chez le Commandant d'Alger-Sahel : on lui montra à la place un « procès-verbal d'évasion », datant déjà d'une semaine...

Je redoute d'apprendre maintenant cette nouvelle, moi aussi, puisque le bruit court depuis dimanche, à Alger, que mon mari n'est plus au camp de Lodi.

31 Juillet 1957.

Signé : Gilberte SALEM-ALLEG.

→

penses, l'Etat lui livre des services : l'enseignement, la poste, les hôpitaux, la justice, l'armée, etc. Peut-on réduire les dépenses de l'Etat ? C'est exactement ce à quoi s'emploie M. Félix Gaillard. Le budget qu'il a proposé à l'agrément des ministres implique des coupes sombres dans chaque secteur des dépenses publiques. Tiendra-t-il fermement ses positions ? Il s'agit moins d'évaluer la force de caractère de M. Félix Gaillard, soumis à la pression de chaque ministre, soumis lui-même aux pressions de chaque groupe d'intérêts atteint par les restrictions de budget, que de savoir comment M. Félix Gaillard envisage l'avenir. Le sien. Car celui du pays, sur le plan économique, ne souffre plus de discussion.

Une génération

Le nouveau ministre des Finances appartient à cette génération montante d'hommes politiques issus de la Résistance (Bourgès-Maunoury, Chaban-Delmas, Maurice Faure) qui ont entre trente-cinq et quarante-cinq ans et qui abordent la gestion des affaires publiques comme on entre dans la banque ou dans les textiles : froidement, et pour y réussir. On lui prête ce mot : *« Si Pflimlin avait été radical-socialiste, il serait aujourd'hui président du Conseil — et pour la deuxième fois ».*

Radical-socialiste lui-même, M. Félix Gaillard était sous-secrétaire d'Etat aux Affaires économiques à vingt-huit ans. M. René Mayer, qui fut après Jean Monnet son père spirituel dans la vie politique, était ministre des Finances.

Brillant, bon orateur, nonchalant, cultivant cette désinvolture particulière à ceux qui sont nés avec une cuillère d'argent dans la bouche et qui, poulains bien nourris et bien entraînés, ont sauté docilement les obstacles de rigueur — pour lui : Sciences Po, le doctorat en droit et l'Inspection des Finances en 1943 — M. Félix Gaillard a été un représentant typique de ces jeunes hommes que les moins jeunes aiment à pousser dans la carrière. Et qui s'y laissent pousser avec le mélange de déférence et d'impertinence nécessaires.

Jean Monnet — l'homme du plan et de l'Europe — fut le premier à le prendre sous son aile. Ils sont l'un et l'autre originaires de la Charente.

Le grand-père de Félix Gaillard était, au début de la II^e République, conseiller général de la Charente. Après la crise de phylloxéra, il réalisa ses chais de cognac pour se consacrer à des opérations immobilières. Son père, Maurice, ingénieur des mines, entra dans les affaires et s'installa à Paris où Félix Gaillard fut élevé. Mais la famille conserva de grosses propriétés dans la région de Barbezieux, et y passa toutes ses vacances. A quelques kilomètres, du côté de Jarnac, un autre adolescent ambitieux mais pauvre, François Mitterrand, poursuivait avec acharnement ses études.

Le plus jeune

A quelques kilomètres, du côté de Cognac, un homme plus âgé, issu d'une famille de producteurs de cognac, Jean Monnet, surveillait ces jeunes pousses.

Adjoint d'Alexandre Parodi — qui représentait en France le gouvernement d'Alger — dans la clandestinité, Félix Gaillard devint tout de suite après la guerre le directeur de cabinet de Jean Monnet (haut-commissaire de France aux Etats-Unis, puis commissaire général au Plan).

En novembre 1946, à vingt-sept ans, il répondait aux espoirs que l'on avait placés en lui : la Charente le faisait député.

Il devenait au Parlement le plus jeune représentant du groupe de l'équipe européenne des hommes d'affaires et des technocrates.

Un an après, il entrait au gouvernement dans le cabinet Schuman. Puis, en 1951, dans le cabinet Pleven qui le nomma secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil où il fut en charge des questions atomiques.

Le « rapport de Bruxelles » qui fut, en 1956, le point de départ des traités d'Euratom et de Marché commun, est en grande partie son œuvre.

Bien qu'il ait marché vite, M. Félix Gaillard n'a jamais compromis sa carrière ni sa réputation par des impatiences ou des éclats prématurés. Il a su rester juste assez brillant pour satisfaire, pas assez pour incommoder. Il a su également arpenter les couloirs du Parlement d'un pas négligent, sans solliciter mais sans fuir l'attention, et courber un peu plus sa longue personne pour glisser dans l'oreille des journalistes parlementaires quelques mots auxquels il doit une juste légende d'homme d'esprit :

— *Hippolyte Ducos,* dit-il (parlementaire dont l'élocution est difficile) *c'est Démosthène avant les cailloux.*

— *Maurice Lemaire ?* (qui est chauve), *rien dessus, rien dessous.*

En sortir

Un mariage, en 1956, avec la jeune et jolie veuve du richissime Raymond Patenôtre, de bons scores au golf, au tennis et au bridge, tout cela lui a composé, avant qu'il ne succède à M. Ramadier, un personnage de « jeune homme promis à un brillant avenir ».

Et puis voilà soudain qu'il s'agit du présent.

Il est entré rue de Rivoli, fort de son prestige d'inspecteur des Finances qui lui permet d'interrompre l'exposé d'un technicien en disant :

— *Je ne comprends pas...*

Puis de comprendre.

Comment en sortira-t-il ? Comment en sortirons-nous ?

1) La France a totalement épuisé ses réserves en devises ;

2) Le prélèvement sur l'encaisse-or de la Banque de France aura été employé au plus tard fin septembre, après deux mois où, loin de réduire nos achats à l'étranger, nous les avons augmentés ;

3) Nous ne pouvons compter sur aucune aide extérieure, alors que celle-ci a atteint près de 7 milliards de dollars depuis 1948.

Des raisons « accidentelles » (gel, expédition de Suez et conséquences, guerre d'Algérie) ont accéléré la course vers une catastrophe qui était inscrite dans les faits.

1) Aussi satisfaisante que soit la progression de la production du pays depuis 1952, elle est inférieure à l'augmentation de la consommation que rien n'a freiné, en dépit des avertissements répétés des spécialistes ;

2) Pour maintenir cette production, il devient nécessaire qu'une partie des produits, au lieu d'être consommés à l'intérieur, soient exportés et qu'ils nous permettent ainsi d'acheter à l'étranger ce qui est nécessaire à la poursuite de l'expansion (matières premières, machines) ;

3) Pour stabiliser la consommation, il faut réduire le pouvoir d'achat et en tout cas l'empêcher de s'accroître ;

4) Pour l'empêcher de s'accroître, il faut que les salariés acceptent de ne pas exiger des augmentations. D'où la nécessité de « détendre » le marché du travail.

Une lacune

Au plan de M. Gaillard, il manque un paragraphe. Il est vrai qu'il ne dépend pas de lui seul. Lorsqu'on demande à un peuple de prendre la voie de l'austérité, il faut lui inspirer la certitude que cette austérité mène à un redressement et qu'elle ne consistera pas à faire payer par les uns l'impuissance des autres.

Pour la première fois depuis cent ans, la France va se trouver dans l'obligation de couvrir ses importations par ses exportations. C'est le résultat d'une industrialisation soudaine et rapide, dont il faut se féliciter puisqu'elle porte l'avenir, mais qui s'est réalisée dans l'incohérence. Nous avons mangé le blé en herbe.

A cette situation, M. Félix Gaillard a proposé des remèdes qui, pour sévères qu'ils soient, ne le sont sans doute pas encore assez. Aura-t-il le courage de les administrer ?

Au cours du Conseil de mercredi matin, M. Gaillard a donné sa démission. C'était un argument de discussion. Il sortait du Conseil ayant obtenu plus de 500 milliards d'économies. A 5 heures, les ministres se réunissaient de nouveau.

Les conflits portaient sur les quatre-vingts derniers milliards exigés par le ministre des Finances.

La discussion avec M. André Morice, ministre de la Défense nationale, n'a pas été très tendue. La vraie bataille a été remise à quinzaine. Or, elle porte sur un minimum de 180 milliards. C'est dire qu'elle est essentielle.

Discussion un peu plus âpre avec M. René Billères, qui se battait au nom de l'Education nationale.

Dans le conflit avec M. Albert Gazier, ministre des Affaires sociales, qui défendait non seulement le budget de la Sécurité sociale, mais qui parlait au nom de la représentation socialiste dans le gouvernement, le ton dépassa les limites de la controverse.

Finances ? Non. Politique. On peut penser que si les crédits militaires avaient été amputés, mercredi, des 180 milliards exigés par M. Gaillard, M. Gazier aurait mis moins d'obstination à défendre ses propres dépenses.

Parfaitement informé et conscient de l'importance des responsabilités qu'il assume, M. Gaillard avait le choix : imposer ses conceptions, démissionner... ou céder.

Dans la première hypothèse, il méritait bien de la France et de l'Europe et de la catégorie « brillant jeune homme » il passait dans la catégorie « homme d'action » capable de concevoir les affaires de l'État autrement que comme un job plus fertile que les autres en satisfactions personnelles.

L'avenir

Dans la seconde, il réservait son avenir, et peut-être le nôtre.

Dans la troisième... Dans la troisième, il montrait qu'il spéculait sur la longue vie d'un régime où ministres et parlementaires n'ont même pas l'excuse d'ignorer qu'ils conduisent leur pays à la catastrophe.

Cela n'empêche point d'ailleurs qu'on leur tresse des couronnes, car leurs faiblesses ne sont pas spectaculaires. Peut-être même pas connues, sauf par les spécialistes.

La bataille du budget est seulement engagée. Elle va se poursuivre jour après jour.

Céder, qu'est-ce que cela signifie ? ...Qu'un jour le ministre des Finances consentira la construction du paquebot « France », qu'un autre jour il échangera la démobilisation de deux cent mille hommes contre « des réformes de structure », qu'un troisième jour il rétablira les « subventions à... ».

Qui le saura, hors les intéressés ?... Trois lignes dans les quotidiens. Un commentaire désabusé dans la page économique que personne ne lit.

Et la France glissera de nouveau sur le chemin de la catastrophe.

Le pire est sans doute que, sur le plan financier du moins, une telle catastrophe ne se verra pas, pas tout de suite, qu'il n'y a jamais de Dien-Bien-Phu économique, qu'au lieu de réduire les dépenses on réduira les investissements, qu'une apparente prospérité continuera de régner, celle des familles qui vivent sur leur capital et dont la ruine n'apparaît qu'après la vente du dernier tableau, du dernier bijou.

Aux enfants de se débrouiller avec les dettes.

Ces enfants, ce sont les nôtres.

F.G.

(Archives.)

OCTOBRE 1945 : JEAN MONNET RENTRE DES ETATS-UNIS AVEC SON ÉQUIPE (1)
Douze ans plus tard, sans impatience et sans éclats

ENSEIGNEMENT

Des Africains à Paris

● ***Des instituteurs d'outre-mer découvrent la métropole et parlent de leurs écoles au cœur de la forêt vierge.***

— POURQUOI, dit un instituteur noir, *qualifie-t-on de communistes, outre-mer, les instituteurs français qui nouent de bonnes relations avec leurs collègues africains, et s'empresse-t-on de les rapatrier ?*

Les soixante-dix instituteurs d'Afrique noire, de Madagascar et d'Océanie éclatèrent en rires approbatifs. Réunis dans une grande salle claire de la Cité universitaire d'Antony, avec trente instituteurs de la métropole (qui vont partir outre-mer), ils achèvent un stage de trois semaines.

Consacrés à l'origine aux instituteurs de la métropole affectés outre-mer, ces stages accueillent également depuis trois ans des instituteurs africains de couleur. Pour eux, il est précédé par un séjour de trois semaines par petits groupes dans des écoles normales et par un voyage de même durée à travers la France.

L'une des dernières matinées fut consacrée à répondre aux questions posées par les uns et les autres. Tandis que les questions des métropolitains portèrent uniquement sur les garanties de salaires et la garde-robe à emporter (« Surtout pas de short pour les femmes », leur dit-on), celles des Africains et des Malgaches eurent presque exclusivement trait à la loi-cadre et aux rapports entre Européens et indigènes.

— *Tous les instituteurs de la métropole,* dit l'un, *sont très bien au début. Ils sympathisent avec nous. S'ils continuent, les blancs leur tournent le dos, se lèvent quand ils viennent prendre l'apéritif. Alors ils se replient ou on les rapatrie.*

Sous-directeur de l'enseignement à la France d'outre-mer, M. Chambron répond avec bonhomie et sans discours à ces difficiles questions.

— Autrefois, les gouverneurs et les hauts-commissaires, dit-il, avaient le droit de remettre à la disposition du ministère de l'Education nationale les enseignants qui ne leur convenaient pas. Avec la loi-cadre, cela ne sera plus possible puisque les nominations dépendront des ministres de l'Education des différents territoires.

Une baguette d'enchanteur

Mais quel va être maintenant le sort des instituteurs dans les territoires autonomes ? Cette question les inquiète beaucoup, surtout ceux des régions les plus arriérées comme l'Afrique Equatoriale Française. Faute d'élites, les ministres ne vont-ils pas être bien incompétents, notamment dans le domaine de l'éducation ?

● La loi-cadre n'est pas une baguette d'enchanteur, dit l'un. Comme tous les territoires sont déficitaires, elle ne nous apporte aucun avantage matériel.

● Cette loi sera ce que nous en ferons, répond un second.

● Mais, ajoute un Malgache, l'administration ne va-t-elle pas essayer de faire voter les vauriens comme il lui plaît ?

Pendant le repas de midi, ces instituteurs venus pour la première fois en France décrivent avec passion mais sans emphase leur bataille quotidienne pour l'éducation dans leur brousse lointaine et isolée.

— *Chez moi,* dit le directeur d'une école primaire du Gabon, *il y a vingt élèves sur 200 qui habitent à cinquante kilomètres. Ils repartent à pied le vendredi soir à travers la forêt vierge, pour se remettre en route avec les provisions de la semaine le dimanche matin. Comme il n'y a pas d'argent pour créer un internat, ils couchent un peu partout, certains dans mon salon.*

— Car maintenant, ajoute un autre, les parents ont compris la nécessité de l'éducation. La veille du jour du recrutement dans les écoles de brousse, il y a des parents qui couchent sur place. Ils crient, ils pleurent pour qu'on prenne leurs enfants. Mais, comme il n'y a pas de places pour tous, il faut en rejeter. C'est dur..

(1) *De gauche à droite :* MM. Félix Gaillard, Thierry de Clermont-Tonnerre, Robert Marjolin et Jean Monnet. Aujourd'hui, les trois premiers sont respectivement ministre des Finances, conseiller technique de M. Bourgès-Maunoury et conseiller technique de M. Christian Pineau.

A VICHY
LA GRANDE VILLE THERMALE
La cure, la joie, le plaisir, guérissent le mal
Deux palaces THERMAL CARLTON
Deux restaurants gastronomiques ou de cure VILLA STRAUSS CHANTECLER
Deux endroits où l'on rit, l'on danse et l'on s'amuse
Le CLUB SUR LE TOIT
Le « SCOTCH 1/4 »

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS

LE jeune ambassadeur de Tunisie à Paris, M. Masmoudi, vient d'avoir une heureuse surprise.

A la suite de l'appel qu'il avait lancé il y a quelques semaines dans le journal « Le Monde » pour demander à des instituteurs français de venir, en octobre prochain, enseigner dans les écoles tunisiennes, il a reçu plusieurs centaines de réponses. La plupart d'entre elles émanent de jeunes qui estiment que si la France veut maintenir ses positions en Tunisie, il est indispensable que l'enseignement dans les écoles se fasse en français.

★

A l'occasion de son congrès, la Ligue des Droits de l'Homme vient de s'adresser « à tous les citoyens qui entendent défendre contre le néo-fascisme, la République et la patrie menacées ».

En réponse, de nombreux messages lui ont été adressés par des personnalités très diverses dont MM. Depreux, Verdier, Denis Forestier, Pierre Le Brun, Pierre Mendès France et Vincent Auriol.

Voici par exemple comment s'exprime M. Denis Forestier, président du syndicat des instituteurs :

« Aujourd'hui, à cause du drame algérien, bien des valeurs que nous étions tous en droit de croire incontestées sont remises en cause. »

« ...La Ligue des Droits de l'Homme constitue non seulement un recours mais aussi un lieu de rencontre d'hommes qui, par-dessus les positions partisanes ou tactiques, entendent rester libres. »

★

LE gouvernement attendait les vacances parlementaires pour procéder à certains « mouvements » administratifs. Après les hauts fonctionnaires, l'armée. Le remplacement du général Salan, commandant en chef en Algérie, par le général Cogny qui occupe actuellement le même poste au Maroc, est envisagé.

★

DANS son rapport, publié cette semaine, la Commission Internationale de Déportés qui vient d'enquêter en Algérie déclare notamment : « La délégation a eu l'occasion de s'entretenir avec un des Igames (super-préfets). Elle a recueilli de cet entretien l'impression que ce haut fonctionnaire mesure pleinement l'importance des pouvoirs exorbitants qui lui sont conférés et qui sont d'une particulière gravité pour la liberté individuelle.

« Elle ne pense pas que le contrôle des actes de l'Igame par le ministre, le gouvernement et le Parlement constitue une protection suffisante pour la sauvegarde de la liberté de l'homme ».

Cet Igame, dont la commission ne donne pas le nom, est M. Pierre Lambert, 56 ans, préfet d'Oran. M. Lambert s'est fait remarquer depuis longtemps par l'interprétation extensive qu'il donne aux « pouvoirs spéciaux ».

★

PLUSIEURS groupes d'enfants algériens sont attendus en France été. Ils viennent dans des colonies de vacances tout à fait ordinaires et régulières, autorisées et financées par le ministère de l'Education Nationale et administrées par les services locaux de la Jeunesse et des Sports.

En sa qualité de maire d'Azerat (Dordogne), M. Robert Lacoste a accueilli cette semaine dans sa localité 22 de ces enfants que la presse locale, sans y voir malice, appelle « les petits colons d'Algérie ». Quelques centaines d'entre eux seront, en effet, hébergés pour un mois en Dordogne.

Chaque fois qu'un contingent arrive dans le département, le cérémonial est le même : ils sont reçus par le préfet ou le sous-préfet, chantent « La Marseillaise », et remettent une gerbe de fleurs à Mme Lacoste, qui est toujours invitée.

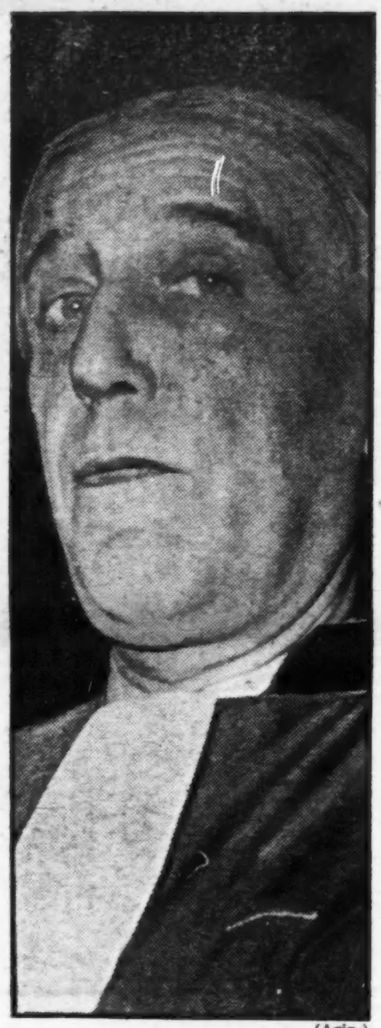
B. G.

DROIT

Une enquête objective

● *Une commission internationale vient d'enquêter en Algérie. A quelles conclusions mène son rapport ? M. René Capitant, professeur à la Faculté de Droit de Paris, le dit ici.*

NOUS attendons toujours le rapport de la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels. Mais voici que vient d'être rendu public celui de la Commission



(Agip.) (Agip.)

MM. PIERRE BETEILLE ET MAURICE GARÇON, PRÉSIDENT ET SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA COMMISSION DE SAUVEGARDE

« On attend toujours... »

internationale contre le régime concentrationnaire, dont une délégation de trois membres s'est rendue en Algérie. Bien que la presse ne semble pas lui avoir accordé jusqu'à présent l'importance qu'il mérite, ce document, remarquable par sa modération et son objectivité, est certainement appelé à avoir un grand retentissement. Pour la première fois, nous sommes en présence, non pas seulement d'accusations ou de témoignages, mais d'une enquête effectuée en toute liberté et indépendance, par des hommes à qui leur double qualité d'étrangers et d'anciens déportés donne une autorité morale incontestable. Leurs conclusions doivent donc être examinées avec le plus grand soin.

Trois régimes

Les rédacteurs du rapport ont eu le grand mérite d'analyser avec précision et clarté les conditions juridiques de la répression en Algérie. Ils ont distingué trois régimes concurremment en vigueur : 1° le régime de la répression judiciaire ; 2° le régime de l'internement administratif ; 3° le régime de l'arrestation arbitraire. Ils ont constaté que c'est dans ce troisième régime — où l'arbitraire règne en maître absolu, à l'abri de toute garantie judiciaire ou administrative — que se produisent les abus les plus graves :

1. - Dans le cadre de la répression judiciaire, la commission n'a pas relevé d'atteintes aux libertés individuelles et aux droits de la défense : ni à l'instruction, ni à l'audience des tribunaux civils et militaires, ni dans les prisons, où le comportement des gardiens est jugé satisfaisant. Elle observe toutefois que « les arrestations d'avocats (incriminés de collusion avec le F.L.N., mais qui n'ont fait l'objet d'aucune inculpation), rendent parfois difficile la défense des justiciables ». Mais elle rend hommage aux autorités judiciaires chez qui elle a constaté « un souci très réel du respect des libertés individuelles et des droits de la personne humaine ».

Critiques modérées

2. - Le régime de l'internement administratif provoque, en revanche, certaines critiques de la commission; mais ces critiques sont encore modérées.

En vertu des pouvoirs spéciaux découlant de la loi du 16 mars 1956, l'administration peut, par arrêté administratif, en dehors de toute intervention ou contrôle juridictionnel, prononcer « l'assignation à résidence » de tout individu qu'il estime suspect. Mais ce que les textes appellent assignation à résidence est en réalité un internement dans des « centres d'hébergement » qui sont de véritables camps, « entourés de fils de fer barbelés et, dans la plupart des cas, de miradors ».

La commission estime que les conditions de détention dans ces camps « ne sont pas inhumaines » et ne correspondent pas « au régime concentrationnaire au sens propre du terme ».

Mais l'internement n'en est pas moins arbitraire. Il est prononcé pour une durée illimitée et sans être spécialement motivé. L'interné ne dispose « d'aucune voie de recours juridictionnel, d'aucun moyen de défense ».

Pour que soit assuré un minimum de protection individuelle, la commission demande que « le contrôle de l'internement, dans son principe et sa durée, soit confié à une commission judiciaire ou parajudiciaire, et non à une commission administrative qui ne juge que sur dossier ».

L'arbitraire intégral

3. - Il existe un troisième régime de répression : c'est celui des arrestations opérées sans mandat de dépôt, ni arrêté d'internement. On est alors en présence de la pure voie de fait, intervenant en dehors de toute légalité, et même en dehors des pouvoirs spéciaux de la loi du 16 mars 1956. Ces arrestations émanent soit des unités militaires, soit de la gendarmerie, soit de la D.S.T., soit de la police judiciaire, soit de la police locale. Elles se prolongent parfois pendant des semaines ou mêmes des mois, avant que l'individu fasse l'objet d'un mandat du juge d'instruction ou d'un arrêté administratif d'internement.

C'est dans le cadre de ce régime où l'intéressé est privé non seulement de garanties judiciaires, mais aussi de garanties administratives, que la commission a relevé les abus les plus graves. Elle a classé ceux-ci en deux catégories : les tortures et les disparitions.

A. - En ce qui concerne les tortures, la commission déclare : « La délégation a la conviction que, dans plusieurs cas, et surtout pendant deux périodes, des unités militaires (on a toujours cité des unités de parachutistes, dans la plupart des cas des paras à béret vert, puis des bérets bleus et en quelques cas des bérets rouges), des organismes de gendarmerie, de D.S.T. ou de police, ont infligé aux personnes arrêtées de mauvais traitements et souvent de véritables tortures (par l'électricité, par le tuyau d'eau, par la baignoire, par la pendaison), en vue d'extorquer des aveux ou des déclarations... Cette conviction n'est pas fondée seulement sur le nombre, la précision, la concordance et la source des témoignages reçus, mais aussi sur le fait que l'un des inspecteurs généraux de l'administration a reconnu explicitement devant la délégation que la torture était appliquée et qu'elle l'était parce que seule capable d'obtenir les informations sur les attentats projetés, informations qui permettraient, selon la même autorité et d'autres personnes, de préserver un grand nombre de vies humaines ».

B. - Quant aux disparitions, il s'agit de personnes qui, après avoir été arrêtées, n'ont jamais été ni déférées à la justice, ni internées dans un camp, ni rendues à leur famille. Elles sont portées « soit comme évadées, soit comme abattues lors d'une tentative de fuite, soit comme disparues ».

La commission déclare sobrement « qu'elle estime nécessaire que des mesures soient prises par les autorités compétentes pour prévenir et, le cas échéant, réprimer de tels faits ».

Mais elle mentionne « qu'elle a reçu communication de l'autorité française de sanctions qui auraient été prises... » et « qu'elle a recueilli l'assurance que tout était mis en œuvre pour mettre un terme à des errements tels que les tortures et les disparitions, dont la délégation est convaincue qu'ils ne sont pas généralisés ».

La morale et l'efficacité

Tel est le rapport. Il semblera sans doute trop modéré à certains avocats qui affirment d'avoir été mis dans l'impossibilité d'accomplir pleinement leur tâche de défenseurs. Mais, tel qu'il est, dans sa modération même, il contient des constatations et des recommandations auxquelles il convient de donner leur pleine valeur.

La grande leçon qui s'en dégage, c'est qu'en enlevant la responsabilité de la répression aux juges et en privant l'individu des garanties qui résultent des institutions judiciaires, on ne rend pas la répression plus efficace, mais on la rend aveugle et injuste. Non seulement on se condamne à méconnaître la dignité de la personne humaine, qui doit être respectée même chez le coupable et jusque dans le châtiment ; mais encore on s'expose à poursuivre et à punir des innocents. Si tout suspect est livré à la torture et si, par la torture, on le contraint à avouer, il est facile de gonfler les statistiques de la répression. Mais il y a encore moins d'efficacité que de justice dans une répression de cette sorte.

C'est ce qu'a compris, pour son honneur et pour l'honneur de ce qu'il représente, un général de Bollardière qui, dans ses directives, dénonçait « les erreurs qui constituent le meilleur atout de l'adversaire » et formulait l'interdiction suivante : « La tentation, à laquelle n'ont pas résisté les pays totalitaires, de considérer certains procédés comme une méthode normale pour obtenir le renseignement doit être rejetée sans équivoque et ces procédés condamnés formellement » (1).

(1) Cf. Roger Barberot, Malaventure en Algérie, p. 197.

Mais le général de Bollardière a dû quitter l'Algérie précisément pour avoir écrit cela. Le gouvernement qui l'a frappé n'a-t-il pas, ce faisant, prescrit l'application de la torture ?

Le minimum exigible

C'est pourquoi il est difficile de partager la confiance de la commission internationale et d'espérer avec elle que les réformes qu'elle recommande seront effectivement réalisées par le gouvernement.

Ces réformes sont pourtant précises : elles consistent, d'une part à organiser un contrôle judiciaire des internements administratifs, et, d'autre part, à interdire la pratique illégale des arrestations arbitraires. Tout individu arrêté en Algérie devrait avoir, soit la garantie d'un juge, s'il fait l'objet d'une instruction, soit, pour le moins, celle du camp d'internement. Ce n'est pas être trop exigeant, semble-t-il.

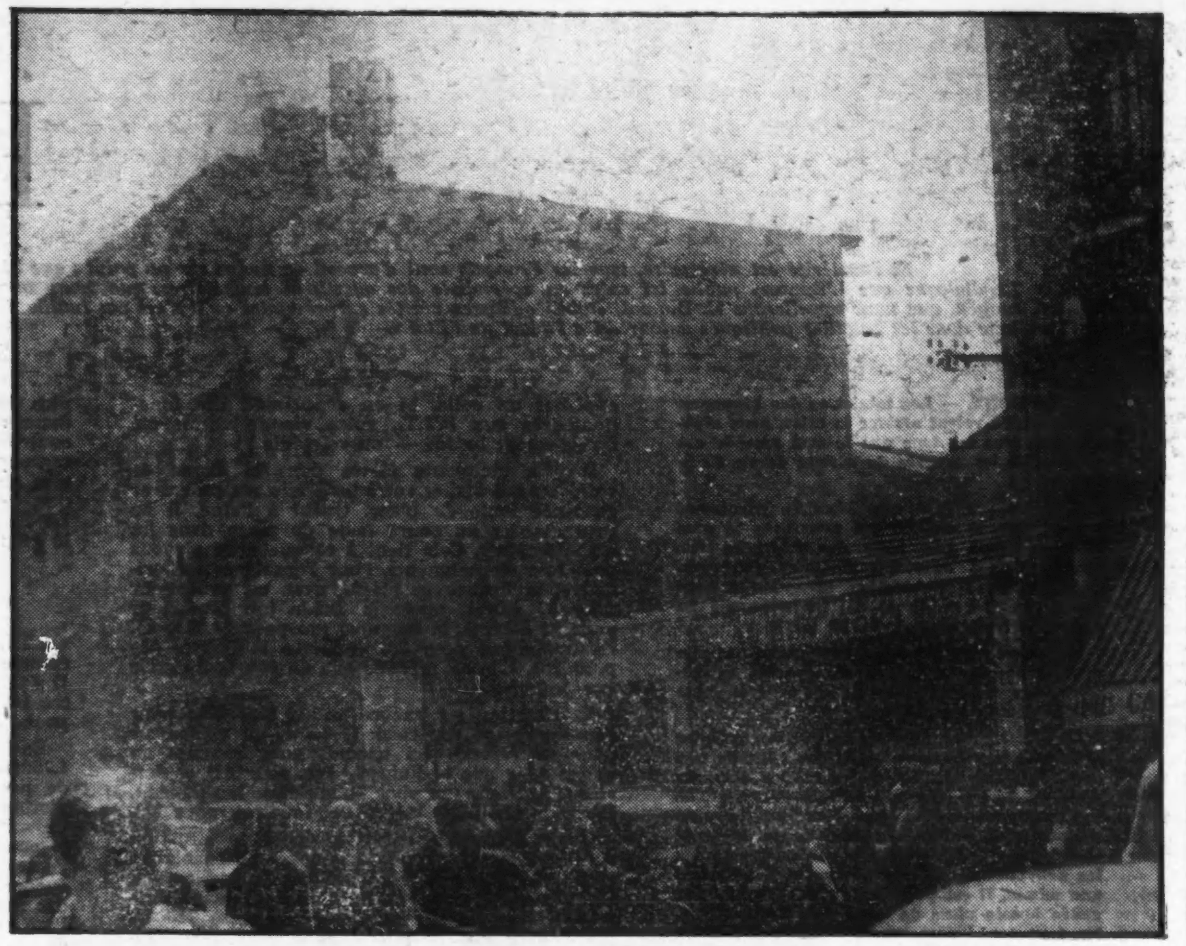
Mais n'est-ce pas trop encore pour un gouvernement dont l'action paraît tendre à liquider la République en même temps que la souveraineté nationale ?

René CAPITANT.

VACANCES

Billancourt et le rêve

Les vacances, pour les ouvriers de Renault, c'est le rêve, le but de toute l'année. D. Mothé, fraiseur à Billancourt, raconte...



La sortie des usines Renault
Et maintenant trois semaines de rêve

(Philippe Dreux - *L'Express.*)

CETTE année, les ouvriers de la Régie Renault ne travailleront pas du 31 juillet au 26 août. Mercredi soir, les machines se sont arrêtées, les chaines se sont immobilisées pour vingt-cinq jours. Seuls quelques travailleurs restent pour réparer les machines, repeindre les ateliers.

Comme tous les ans, la disparition de plus de 30.000 ouvriers va modifier profondément Billancourt. Finis les métros bondés d'hommes endormis, finies les longues files qui, à certaines heures, remplissent les rues avoisinant l'usine. Billancourt va se reposer.

Si la direction de la Régie a réglé la vie de cette banlieue, elle a aussi strictement réglementé les limites des vacances. Pendant les années qui suivirent la Libération, certains ouvriers s'octroyaient volontiers quelques journées supplémentaires : beaucoup avaient ainsi appliqué la loi des trois semaines avant qu'elle n'existe. Maintenant, les trois semaines de congé sont payées, mais il sera à peu près impossible de prolonger les vacances au-delà de cette limite. Chaque jour pris en supplément entraînera une perte de salaire assez importante à cause du système des primes. Rentrer huit jours plus tard que la date prévue, sans justification médicale, peut entrainer le renvoi immédiat.

A part

Les trois semaines de congé sont devenues, pour l'ouvrier, trois semaines tellement différentes des autres qu'il les a nettement mises à part dans sa vie. Pour tous, du manœuvre au contremaitre, les calendriers soulignent cette période. Beaucoup cochent et comptabilisent les jours qui les séparent des vacances : « Aujourd'hui, 199 jours avant les vacances. » On se croirait au temps de la résistance. D'ailleurs, les termes employés sont les mêmes : « Il faut tenir jusque là. » « Il faut encore résister pendant x jours. » D'autres poussent plus loin la fantaisie et barbouillent de couleurs sombres ou de tristes symboles les jours de travail ; seules les premières semaines d'août, encadrées, rayonnent de couleur vive au milieu de ce calendrier maudit.

C'est grâce aux vacances que l'on compte les années. Elles sont le point de repère le plus sûr. « Ce n'est pas 1951 ou 1952, c'est l'année où j'ai été à tel endroit en vacances. »

Les vacances ne marquent pas seulement la cessation du travail social et le repos ; elles sont bien plus pour un ouvrier : elles représentent la fin de son aliénation.

Comme les autres

En vacances, l'ouvrier va pouvoir vivre comme un homme, ne pas être considéré comme une machine ou comme un automate. S'il va à l'hôtel, on aura des égards pour lui. Il rencontrera d'autres hommes qui ne se définiront pas obligatoirement par leur catégorie hiérarchique ; ce ne seront ni des « chefs », ni des « chronos », ni des « manœuvres », mais simplement des hommes. Les rapports sociaux s'estomperont pour faire place à des rapports humains.

Même s'il retrouve ces rapports sociaux, il essaiera le plus souvent de les fuir. Il s'efforcera d'éviter les « endroits rupins » où il sent le poids du mépris des hommes qui n'ont pas réussi à se débarrasser de leur enveloppe sociale et qui restent, même en vacances, des « chefs » ou des « bourgeois ». Il préférera avoir enfin une vie familiale, voir vivre ses enfants dans un climat détendu : plus besoin de se gendarmer pour éviter le chahut ou de les obliger à faire leurs devoirs.

Certains profiteront ainsi de leurs vacances pour réaliser le rêve familial ; d'autres, en revanche, essaieront de réaliser le rêve d'être un bourgeois. Quelques-uns d'entre eux, même, éprouveront une certaine joie à braver et à choquer les gens qu'ils considèrent dans la vie courante comme des ennemis.

Pendant quelques jours, l'ouvrier goûtera ainsi à cette vie des autres ; il passera la barricade et naviguera dans ce monde, peut-être avec précaution et timidité, comme un enfant qui reçoit un jouet tout neuf, peut-être aussi avec arrogance.

Le contraste

La foule des travailleurs envahira les casinos, les plages, les hôtels. Partout le bourgeois sera menacé de pollution ; partout le travailleur ira le déloger de sa quiétude sociale. La bourgeoisie aura beau se torturer l'imagination pour inventer des modes qui permettent aux siens de se reconnaitre, créer des signes de ralliement et de distinction ; partout l'homme aux mains calleuses viendra imiter ses plaisirs, ou simplement les goûter par curiosité. De la mer à la montagne, dans le ski nautique, la voile ou l'alpinisme, partout, le prolétaire, comme un magicien, dépouillera tous les loisirs de leur caractère social.

Pendant trois semaines, la société, en le dispensant de son rôle productif, fera de lui un homme heureux qui s'intégrera dans une vie artificielle. Il se créera des occupations ; que ce soit la pêche, le sport ou le camping, toutes ces activités gratuites et asociales lui rendront son équilibre, sa santé et la joie de vivre.

Mais ce monde des vacances dans lequel il va se plonger lui rendra encore plus amer le contraste avec la vie qu'il mène toute l'année. Il sait que la société ne peut lui donner cette parcelle de joie qu'en l'enlevant de sa condition de prolétaire et qu'en le libérant épisodiquement des chaînes dans lesquelles elle le tient. Plus l'emprise de l'usine domine l'ouvrier, plus ce dernier a besoin de s'en détacher. Les vacances sont devenues cette soupape de sûreté qui semble lui permettre de respirer. Il se battra maintenant s'il le faut, pour respirer.

Ceux qui restent

Mais le tableau n'est pas aussi idyllique pour tous. Certains ne partiront pas. Un ouvrier spécialisé ne touche que 35.000 francs pour trois semaines, tandis qu'un ouvrier qualifié, 2e échelon, en reçoit 47.000. Parmi cette armée d'O.S., certains se réfugieront dans leur famille, d'autres iront à la campagne faire les moissons ou s'embaucher chez de petits artisans ; d'autres encore finiront de construire leur maison.

Les plus défavorisés sont les ouvriers nord-africains. Pour eux, tout retour en Algérie est impossible. Bien que la plupart n'aient pas vu leur famille depuis plus de trois ans, ils devront, cette année encore, rester en France. Très rares sont ceux qui quitteront leur domicile : les Nord-Africains sont non seulement les plus mal payés, mais ils doivent régulièrement prélever sur leur paye des sommes importantes pour entretenir leur famille. Ceux mêmes qui pourraient partir sont retenus par le fait qu'ils sont Algériens et que les préjugés de toute une partie de la population risquent de gâcher leur séjour, où qu'ils aillent. La bourgeoisie doit admettre, de force, la ruée des prolétaires vers les plages, les chalets et les hôtels, mais les Français n'ont pas encore accepté que les ouvriers nord-africains se trouvent avec eux sur un pied d'égalité. En énorme majorité, les Nord-Africains continueront donc d'errer dans leur quartier et de méditer sur leur chance d'appartenir à une nation civilisée.

Le retour

Pour l'ouvrier qui a fait des heures supplémentaires ou qui s'est échiné pendant des mois à faire des économies, la seule chose qui compte pendant la période qui précède août, c'est le départ. C'est de cette façon que les vacances se répercutent sur les conflits sociaux. Dans les administrations ou dans les usines où les congés s'échelonnent sur toute l'année, les grèves peuvent se produire à n'importe quel moment : elles ne mettent pas directement en cause les vacanees de tous les ouvriers. Par contre, chez Renault, une grève en juillet ou même en juin, au cas où elle échouerait, compromettrait les vacances des 35.000 salariés qui ne pourraient récupérer que difficilement une telle perte de salaire.

Ainsi les vacances sont venues réglementer les conflits sociaux sous deux aspects. D'abord parce que les ouvriers économisent tous avant cette époque ; ensuite parce que les vacances, à partir du mois de juin, mobilisent toutes les préoccupations.

Que se passera-t-il au retour ? L'important aujourd'hui est de partir. Après, on verra. On verra quoi ?

Un nouveau « contrat »

Déjà, un mécontentement apparent est venu agiter l'usine ces dernières semaines. Les ateliers d'entretien se sont mis plusieurs fois en grève : contrairement aux autres ateliers, ils ne sont pas handicapés par les congés puisqu'ils restent au mois d'août pour effectuer des réparations dans l'usine. Ils ont revendiqué des augmentations inversement hiérarchisées pour réduire l'éventail des salaires. Les syndicats ont dû s'incliner et défendre leurs revendications, tout en faisant leur possible pour ne pas les ébruiter.

Au retour, l'accord signé en septembre 1954 par la direction et les syndicats — «le contrat Renault » — ne sera plus valable. Un autre arrangement devra être recherché. Aussi faut-il s'attendre à voir les syndicats mener dès la rentrée une agitation pour se donner plus de poids dans les négociations.

Mais quelle agitation ? Une action limitée à Renault n'a pas beaucoup de chance d'être suivie. L'usine-pilote ne veut plus être « l'usine des héros » où l'on sacrifie les ouvriers dans de petites grèves sans perspectives pour gonfler la propagande syndicale. Osera-t-on lancer un mot d'ordre général pour toute la métallurgie ?

Il semble qu'une telle action d'ensemble soit actuellement exclue de la perspective des syndicats. A moins, bien entendu, qu'il ne se produise un grand raz-de-marée, spontané et imprévisible. Bien que le mécontentement soit grand en ce moment dans la classe ouvrière, il est difficile de dire si elle aura la force de se lancer toute seule dans de grands mouvements.

Depuis des années, les ouvriers n'ont pas remporté de victoire, mais ont, au contraire, essuyé de sévères défaites comme la mobilisation des rappelés, avec la poursuite de la guerre d'Algérie, et la nouvelle hausse du coût de la vie qui s'amorce aujourd'hui.

Beaucoup espèrent que « quelque chose » se passera après les vacances. Mais quoi ? Personne n'en sait rien.

La bataille

L'ÉTAT

Si l'austérité est nécessaire, tous les Français sont d'accord au moins sur un point : que l'Etat donne l'exemple ! Mais qui est l'Etat ? Le dialogue que L'Express *publie ici entre un spécialiste des questions budgétaires, que nous avons appelé* l'économiste, *et un Français moyen, que nous appellerons* M. Dupont, *établit quelques vérités surprenantes qu'il n'est pas inutile de connaître au moment où notre avenir se joue dans les batailles politiques autour du « budget de l'Etat ».*

M. DUPONT. — Les ministres des Finances, depuis qu'ils voient arriver la crise, nous répètent sur tous les tons que le seul remède est de ralentir les progrès du niveau de vie de la nation.

C'est très gentil à eux. Mais ils paraissent oublier que la charge qui progresse le plus vite, ce n'est pas celle des dépenses des citoyens, c'est celle des finances publiques. Depuis 1955, la production française a augmenté en valeur de 15 %, les dépenses de l'Etat se sont accrues de 23 %.

La France qui travaille, qui produit, si elle n'avait pas à porter sur ses épaules le fardeau des « budgétivores », se tirerait bien d'affaire sans austérité.

Le seul remède, et il serait aisé à appliquer si nous étions gouvernés par des gens de bon sens, serait de pratiquer des coupes sombres dans toutes les dépenses inutiles de l'Etat, de supprimer la moitié des fonctionnaires, de remettre en ordre les abus de la Sécurité sociale, des nationalisations, de couper toutes les subventions. L'économie ne s'en porterait que mieux. Il est probable qu'on n'aurait plus guère besoin alors de nous parler d'austérité. En tout cas, l'Etat aurait donné l'exemple.

L'ECONOMISTE. — Votre esprit de réforme est bien sympathique... Je me demande seulement s'il vous est arrivé de passer une heure à décortiquer le budget de l'État, de votre Etat. Vous seriez alors amené à constater deux choses : d'abord que, s'il y a beaucoup à faire pour le diminuer et le réformer, ce n'est pas si facile que vous paraissez le penser. Deuxièmement (et c'est pour cela que ce n'est pas facile), si l'on parvenait à diminuer les dépenses publiques, mettons d'un quart, il y a de fortes chances pour que, d'une façon ou d'une autre, *votre* revenu à vous serait d'une façon ou d'une autre amputé.

« Trop de fonctionnaires »

M. DUPONT. — Merci beaucoup ; mais je ne suis pas fonctionnaire. Si on réduisait les dépenses de l'Etat, je n'en vivrais que mieux.

L'ECONOMISTE. — Savez-vous combien représente, en 1956, dernière année pour laquelle on a des chiffres complets, le montant du budget, et la part consacrée aux traitements des fonctionnaires, à leurs retraites et aux dépenses de matériel de l'administration ?

M. DUPONT. — Non !

L'ECONOMISTE. — Eh bien, sur des dépenses budgétaires totales de 3.959 milliards, le coût des services civils a été de 725 milliards, soit 18 % du total.

M. DUPONT. — Admettons ! Cela n'empêcherait pas de faire des économies, même sur le cinquième du Budget. Tout le monde peut constater qu'il y a trop de fonctionnaires, et que leur nombre s'accroît sans cesse.

L'ECONOMISTE. — Il y avait, au 31 décembre 1956, 1.073.000 fonctionnaires d'Etat (872.000 titulaires, 71.000 auxiliaires et contractuels et 130.000 ouvriers, dont 118.000 dans les départements militaires).

Cela fait en tout 33.000 de plus qu'il y a dix ans. Comme pendant la même période les effectifs de l'Education nationale, des P.T.T. et des personnels civils des départements militaires ont augmenté de 137.000 unités (dont 95.000 pour la seule Education nationale), en fait tous les autres services civils ont 104.000 fonctionnaires de moins qu'il y a dix ans.

M. DUPONT. — Cela prouve que l'on n'est pas allé assez loin dans les réductions...

L'ECONOMISTE. — Dans certaines réductions peut-être. Mais il faut voir aussi que nous manquons, que vous manquez d'autres catégories de fonctionnaires.

L'autre jour, lorsque vous êtes arrivé en retard à déjeuner, vous m'avez dit que vous aviez attendu un quart d'heure à la poste pour expédier un colis. Si on supprimait des fonctionnaires aux P.T.T., votre viande aurait été franchement brûlée — ou refroidie !

Il y a cinquante élèves dans la classe de votre second fils, et votre benjamin n'a pu entrer au lycée faute de place. Quant à l'aîné, il ne peut assister au cours faute de place dans les amphithéâtres. Cela tient à ce que nous n'avons pas assez d'enseignants. Pour l'enseignement primaire, la France se classe, avec un professeur pour 31 élèves, après la Suède (un professeur pour 21 élèves), la Belgique (un pour 21 élèves), l'Autriche (un pour 23) et même la Bolivie (un pour 26). Elle ne précède que de peu la Bulgarie (un pour 32).

Sa situation est encore moins favorable pour l'enseignement supérieur (France, un professeur pour 43 élèves). Ici encore, nous sommes au même rang que la Bulgarie (un pour 43) et derrière l'Autriche (un pour 7), la Suisse (un pour 8), la Suède (un pour 11), la Belgique (un pour 21).

Quant à l'enseignement agricole, la situation confine à la catastrophe. Les cours post-scolaires atteignent à peine 50 à 60.000 jeunes ruraux (2 millions d'entre eux ne recevant aucune formation spécialisée). La France dépense 780 fr. par exploitation de plus d'un hectare pour l'enseignement agricole (la Hollande 1.250 fr., la Suède 3.480 fr., le Danemark 4.960 fr.).

Or, avec toutes ses insuffisances, *l'Education nationale*, avec ses 327.000 agents (fin 1956) et ses 350 milliards de dépenses de fonctionnement, *représente près de la moitié des dépenses des services civils et 35 % de leurs effectifs.*

La vérité est donc que, s'il y a des fonctionnaires en trop (multiplicité des petites circonscriptions héritées du temps des diligences — certains doubles emplois — services qui, du fait des circonstances, ont vu diminuer leurs attributions mais pas leurs effectifs), il y en a encore plus qui font cruellement défaut (enseignement et vulgarisation, personnel pour l'outre-mer, chercheurs, techniciens, statisticiens, etc.).

Certes, une réforme administrative s'impose. Il est peu probable qu'elle apporterait des économies. Sans doute même coûterait-elle plus cher. Mais au moins l'administration serait plus efficace.

Du reste, supposons un abattement forfaitaire (qui désorganiserait la vie des services et compliquerait la vôtre) de 10 % sur ce type de dépenses : cela ne constituerait qu'une économie de 1,8 % sur le budget. Peut-être faudra-t-il en arriver là, mais vous sentez bien que ce n'est pas le cœur du problème.

M. DUPONT. — Mais alors : où va l'argent ?

L'ECONOMISTE. — Sur 3.959 milliards de dépenses du budget 1956, vous avez vu que 18 % (725) allaient aux services civils. La Défense nationale coûte 1.303 milliards (soit 32 %), les interventions économiques et sociales, avec 874 milliards, représentent 21 %, la dette publique, avec 432 milliards, fait 11 %, et les dépenses d'investissements s'élèvent à 625 milliards, soit 16 %.

M. DUPONT. — Qu'est-ce que c'est que cette dette publique ?

L'ECONOMISTE. — L'emprunt est peut-être plus facile à faire accepter que l'impôt ; mais quand l'Etat a emprunté pour couvrir son déficit, il faut qu'il paie des intérêts et qu'il rembourse, à moins de faire faillite. Ce type de dépense est donc incompressible et il ne fait qu'augmenter.

« Supprimer les abus »

M. DUPONT. — Ces interventions économiques et sociales qui font, me dites-vous, plus de 20 % du budget, ne sont pas, elles, des dettes.

Si on les supprimait, la nation n'en vivrait que mieux. Tout le monde connaît les abus de la Sécurité sociale, et quel besoin a-t-on de subventionner l'économie ?

L'ECONOMISTE. — Parlons d'abord, si vous voulez, des dépenses sociales. Elles sont encore plus lourdes que les chiffres que je vous ai donnés ne le laissent supposer. Le budget y contribue pour 383 milliards. Mais si vous regroupez la Sécurité sociale, l'aide aux victimes de guerre, la protection de la Santé publique, cela vous fait un total de 2.811 milliards. La Sécurité sociale en constitue naturellement le gros morceau.

M. DUPONT. — C'est exorbitant ; la nation ne peut supporter une charge pareille.

L'ECONOMISTE. — Mais vous raisonnez comme si la nation payait et ne touchait rien. Il s'agit là d'un « transfert » d'une poche à l'autre (et même parfois de la poche gauche à la poche droite du même individu).

En fait, il y a en France 5.000.000 de vieillards, 1.750.000 malades, 4.500.000 familles bénéficiant de prestations familiales, plus de 2.000.000 de victimes d'accidents du travail. C'est ça la charge. Ce sont les lits d'hôpitaux, la nourriture et le logement de vieillards qui ne produisent plus, l'entretien d'enfants qui ne produisent pas encore, l'entretien des éclopés, des malades et des infirmes sortis du circuit de la production. Bien sûr, on pourrait concevoir qu'il est inutile que cette charge transite par les finances publiques. Mais cela peut vouloir dire deux choses :

— ou bien qu'il faut en faire moins pour chacune de ces catégories, et dans ce cas vous sentez bien que la fameuse austérité de l'Etat se traduirait par une plus grande austérité de la nation, et dans ses catégories les plus intéressantes ou les plus défavorisées ;

— ou bien que tout en faisant au moins autant, c'est à chaque famille de se débrouiller pour ses enfants, ses vieillards ou ses malades. Dans ce cas, ce que vous critiquez, ce n'est pas l'énormité de la charge, qui resterait la même, c'est sa répartition par les cotisations ouvrières, patronales et par l'impôt.

« Serrer les gros »

M. DUPONT. — Certainement, cela surcharge nos prix de revient.

L'ECONOMISTE. — Si vous comparez la part des salaires seuls dans le revenu national avant la guerre, et la part de ces salaires plus les diverses prestations dans le revenu national aujourd'hui, vous constaterez qu'elle a fort peu augmenté.

C'est dire qu'en fait il n'y a eu qu'une transformation d'une part du salaire en prestations affectées à ce qui est considéré comme prioritaire (famille, santé). Si on regarde qui paie, et qui touche, on voit du reste que ce transfert s'est fait en grande partie à l'intérieur de la classe ouvrière au détriment des travailleurs urbains qualifiés et peu chargés de famille en faveur des familles nombreuses, des travailleurs moins qualifiés, et des agriculteurs.

M. DUPONT. — Mais tout ce système est lourd et prête à des abus.

L'ECONOMISTE. — Par lourdeur, vous faites allusion aux frais de gestion des organismes sociaux. Pour la Sécurité sociale, par exemple, ces frais de gestion sont inférieurs à 5 %. On peut sûrement y faire des économies. Supposez qu'elles soient de 10 %, cela ferait un allègement de moins de 0,5 % de la dépense.

Des abus, il y en a certainement, et d'innombrables. Chacun d'entre nous a son stock d'anecdotes là-dessus. Certaines réformes du « petit risque », du « salaire unique » pourraient procurer des économies. Mais cela ne pourrait résulter que d'une action patiente et qui, n'en doutez pas, provoquerait beaucoup de cris.

Sans doute peut-on penser que, dans un pays qui doit, comme le nôtre, faire un grand effort, la part du salaire indirect, non directement lié à un effort actuel de production, est excessive par rapport à celle du salaire direct.

On peut, sur ce point, avoir de façon valable des avis divergents. Mais ce qui est certain, c'est que si vous diminuez la somme de ces deux reve-

du budget

C'EST VOUS

nus (directs et indirects), l'austérité plus grande ne sera pas celle d'un Etat mythique et dévorant, ce sera notamment la vôtre, car si je ne me trompe, vous avez des enfants et vous êtes assuré social.

M. DUPONT. — Mis à part les abus et les fraudes qui chiffrent certainement plus que vous ne paraissez le penser, j'admets à la rigueur qu'il soit difficile de couper trop fort dans les dépenses publiques.

Mais vous ne m'en direz pas autant pour les subventions à l'économie. Tout cela ne profite qu'aux « gros » qui pourraient très bien s'en passer.

« La S.N.C.F. coûte cher »

L'ECONOMISTE. — Voyons cela de plus près. Sur un total de subventions d'environ 430 milliards, il y en a environ 120 qui vont à l'agriculture, 150 à la S.N.C.F., 58 aux exportateurs ; le reste, plus faible, à divers emplois. Si l'on creuse un peu l'usage de ces subventions, on s'aperçoit que la suppression de chaque subvention aurait un effet immédiat sur les prix, la production ou l'exportation.

Par exemple, la S.N.C.F. a doté la France du meilleur réseau ferroviaire du monde, et cela en comprimant sans cesse ses effectifs. Cette réussite technique est du reste assez générale dans les grands nationalisés (comme par exemple à l'Electricité de France). D'où vient donc leur déficit ?

Dans l'ensemble, du bas niveau de leurs tarifs et de leurs sujétions de services publics.

Supposons que demain la S.N.C.F. ferme toutes ses lignes non rentables, je voudrais voir votre tête quand vous vous présenteriez au guichet en demandant un billet pour une localité non desservie.

Remonter les tarifs pour équilibrer l'exploitation, cela risque dans certains cas de détourner du trafic vers des transports routiers qui peuvent consentir de meilleurs prix parce qu'ils ne paient pas dans la même proportion les frais des lignes non rentables, et celles de leur infrastructure (routes).

Cela veut dire aussi que des industries qui, au cours de l'histoire, se sont localisées loin de leurs matières premières ou de leurs débouchés sur la base des anciens tarifs, devraient remonter leurs prix de vente ou seraient obligées d'aller, à grand frais, construire ailleurs leurs usines et les maisons de leurs ouvriers.

De sorte que l'on peut dire :

— que la subvention à la S.N.C.F. est une subvention à ses clients (voyageurs) ou aux acheteurs de ses clients (pratiquement et de façon diffuse, tout le monde) ;

— que cette subvention est l'expression de structures économiques souvent critiquables (mauvaise coordination du rail et de la route, mauvaise localisation des industries), mais lentes à remanier.

Derrière la plupart des ubventions, vous retrouverez aussi des malformations profondes de l'économie. Prenez l'aide à l'exportation en 1956. Le blé est acheté sur le marché intérieur 3.400 francs, alors que son prix mondial est de 2.200 francs. Presque tous les ans, la récolte est excédentaire. Si l'on veut que ne soient pas jetés sur les routes des centaines de milliers de petits paysans qui produisent cher, il faut financer la différence entre le prix intérieur et le prix mondial pour pouvoir exporter. L'aide à l'exportation agricole a coûté en 1956 une somme de l'ordre de 60 milliards.

M. DUPONT. — Toutes ces subventions constituent peut-être la rançon d'erreurs passées qu'il faudra longtemps pour réparer. Mais toutes ces dépenses d'équipement que fait l'Etat, rien ne nous y contraint. Celles-là, on peut décider de s'en passer.

L'ECONOMISTE. — Non ! certaines dépenses résultent aussi du passé. Les autres, qui préparent l'avenir, sont celles-là mêmes qui amorcent le redressement économique.

Pour le passé, constatons que la réparation des dommages de guerre a encore coûté, en 1956, 221 milliards.

L'équipement a, en 1956, coûté 1.012 milliards aux finances publiques. Là-dessus, l'équipement administratif proprement dit constitue à peine 31 milliards. Les plus gros morceaux sont constitués par l'agriculture qui a bénéficié de 110 milliards pour se moderniser, le logement et l'urbanisme qui ont consommé 202 milliards, les investissements outre-mer qui se sont élevés à 193 milliards, les investissements énergétiques qui ont coûté 167 milliards, les équipements culturels 81 milliards.

Bien sûr, on peut couper dans tout cela.

Mais cela veut dire : moins de logements pour les Français, des coupures de courant dans les années à venir, une régression du niveau de vie dans l'outre-mer (avec toutes les dépenses militaires que ce genre de phénomène entraîne), une stagnation des prix de revient dans l'agriculture, avec toutes les subventions à l'exportation que cela implique.

Couper dans les investissements, c'est certainement le plus facile, c'est ce qui crie le moins. Mais c'est aussi sacrifier l'avenir. Notre seule chance de nous en tirer est sans doute de couper n'importe où *sauf là*. Sans doute peut-on mieux orienter certains investissements, mais à part certaines opérations somptuaires ou moins utiles, c'est là le secteur qu'il faut développer à tout prix.

M. DUPONT : A l'État de donner l'exemple : supprimer des fonctionnaires, couper les subventions, résorber les dépenses...

L'ÉTAT : Voici mes comptes. Choisissez.

« Pas l'armée, tout de même... »

M. DUPONT. — Il reste le plus gros morceau : les dépenses militaires. C'est peut-être là que vous voulez en venir...

L'ECONOMISTE. — Je ne veux en venir nulle part. Je fournis simplement les réponses chiffrées à vos questions, la réalité derrière les mythes.

Les dépenses militaires sont très fortes. Pour ne reprendre que le chiffre budgétaire (qui a été dépassé), elles ont été en 1956 de 1.303 milliards (soit 32 % du budget). A ce niveau, ce sont proportionnellement les plus lourdes que l'on ait connues pendant toute l'histoire de France.

En 1913, elles constituaient 3,6 % de notre revenu national. En 1938, elles atteignaient 8,5 %. En 1956, leur montant les situe à environ 10 % du revenu national. Elles sont énormes aussi par rapport à celles d'autres pays.

M. DUPONT. — On ne peut guère les diminuer.

L'ECONOMISTE. — Il y a sûrement, dans l'armée comme ailleurs, des réformes souhaitables, des gaspillages à éviter.

Mais ce taux de dépenses est lié à une politique d'ensemble qui, si elle n'est pas modifiée, ne permet sûrement pas, en effet, de grandes amputations de crédit.

« Alors, que peut-on faire ? »

M. DUPONT. — Finalement, si je vous écoute, on ne peut rien faire. Il n'y a qu'à laisser les choses aller.

L'ECONOMISTE. — Si c'est là l'impression que je vous ai donnée, je me suis bien mal fait comprendre.

Tout ce que j'ai voulu, c'est vous faire toucher de façon un peu concrète les faits suivants :

1° Vous vous faites une idée sommaire du train de vie de l'Etat. Au sens où vous l'entendez (« les fonctionnaires »), le coût strict des services civils constitue moins d'un cinquième du budget (18 %). Les interventions économiques et sociales (qui sont les transferts) sont plus fortes (21 %), l'équipement financier sur fonds public est presque aussi fort (16 %).

A elles seules, les dépenses militaires font plus d'un tiers du budget (32 %);

2° Il y a sans aucun doute des réformes à engager pour améliorer les services publics, les nationalisés, l'armée. Ces réformes doivent être effectuées autant dans un but d'efficacité que d'économies. Leur rendement est lent, et il n'est pas sûr que ces réformes entraîneraient de sérieuses économies ;

3° D'immenses fractions des dépenses publiques sont consacrées à pallier des distorsions de l'économie.

Cela ne veut pas dire qu'il ne faille rien faire, mais que l'action à mener est autant et plus économique que financière et budgétaire. La coordination du rail et de la route, la réorientation des productions agricoles, l'augmentation de la productivité dans l'agriculture, le commerce et l'industrie sont des éléments de redressement des finances publiques, encore plus que le contraire n'est vrai.

Ce sont là des actions de longue durée, et c'est une raison supplémentaire, non pour les différer, mais pour les engager vite et fort ;

4° En dehors de l'entretien de ses fonctionnaires, l'Etat ne consomme rien. Il ne fait que prélever aux uns pour distribuer aux autres (ou aux mêmes). Derrière chaque dépense de l'Etat, il y a des gens qui touchent — et souvent pour des raisons valables (ou en tout cas difficiles et longues à modifier).

Opposer l'austérité de l'Etat à celle de la nation est donc une idée de Gribouille. Le fond du problème est que chacun est prêt à voir amputer ce que touchent les autres ;

5° Le redressement des finances publiques n'est donc pas seulement, ni même principalement, un problème technique. C'est un problème politique.

Politique dans ses buts : définir une politique extérieure et d'outre-mer qui permette une diminution des dépenses militaires, engager une politique économique de fonds qui autorise la réduction des subventions. Politique dans ses moyens : seul un gouvernement assez fort pour répartir justement et imposer les sacrifices peut amorcer le redressement. Et seule une opinion éclairée, en accord avec les objectifs poursuivis et les moyens proposés, peut donner de la force à un gouvernement.

M. DUPONT. — Pour ce qui est de vos raisonnements techniques, vous m'avez convaincu. Pour ce qui est des chances politiques de les voir mettre en œuvre, je suis plus sceptique.

L'ECONOMISTE. — Et moi donc !

LA SEMAINE

L'ACTIVITE diplomatique tourne autour des deux problèmes essentiels qui doivent être évoqués devant les Nations Unies en septembre-octobre : l'Algérie et le désarmement.

● Aux Etats-Unis, on parle de plus en plus du problème algérien. Joseph Alsop vient de révéler dans le « New York Herald Tribune » que M. Foster Dulles a insisté auprès de M. Louis Joxe, secrétaire général du Quai d'Orsay, lors de la visite de ce dernier à Washington, pour que la France fasse « des propositions assez sérieuses pour offrir des chances de paix ». Il remarque que les Etats-Unis paraissent agir de concert avec l'Angleterre où, pour la première fois, un journal, le « Daily Herald », publie un article favorable à la rébellion algérienne. L'ancien candidat à la Maison Blanche, M. Adlai Stevenson, a déclaré que l'indépendance de l'Algérie serait, aujourd'hui, le chaos. Le « Washington Post » estime que les deux camps se renforcent. La revue de l'Institut Naval — organe d'étude de la US Navy — préconise l'autonomie.

● Le secrétaire d'Etat américain, M. Dulles, est arrivé à Londres mardi pour relancer les négociations sur le désarmement. Le gouvernement américain désire marquer l'importance qu'il attache à ce problème et priver la Russie d'un succès de propagande. Un point, en tout cas, aura été acquis à Londres : un accord russo-américain, tacite mais précis, pour interdire le « club atomique » à tout nouveau candidat.

● Au Moyen-Orient, la guerre d'Oman se poursuit dans la confusion, les Britanniques hésitant à entrer, même indirectement, en conflit avec le protégé des Américains: Ibn Séoud d'Arabie.

● En Argentine, en conseillant à ses partisans d'émettre un vote blanc, l'ex-président Peron a prouvé qu'il conservait encore une grande influence (25 % des votants), mais il a empêché les partis libéraux de se regrouper contre les oligarchies foncières. Celles-ci ont obtenu de la consultation électorale ce qu'elles souhaitaient : une réforme du système des élections qui assurera leur triomphe en février.

ETATS - UNIS

Un ambassadeur est né

● *Un homme d'affaires américain peu connu, M. Gluck, est devenu célèbre en quelques heures : son histoire indigne l'Amérique.*

LE 26 juin, le président Eisenhower a nommé M. Maxwell H. Gluck ambassadeur des Etats-Unis à Ceylan. M. Gluck possède une chaîne de cent quarante magasins à travers tout le pays. Il élève « de très beaux chevaux » dans sa ferme de Lexington, dans le Kentucky, et bien que le centre de ses affaires soit dans l'Ohio, il a un appartement à New York.

Le 2 juillet, il était convoqué par la commission des affaires étrangères du Sénat pour prouver ses aptitudes à son nouveau poste d'ambassadeur à Ceylan. La commission vient de publier le mot à mot de cet « examen » que la presse américaine a aussitôt reproduit en l'accompagnant des commentaires les plus sévères. Cette sévérité s'explique par les extraits suivants du dialogue.

LE SÉNATEUR FULBRIGHT (démocrate, Arkansas). — Combien avez-vous donné au parti républicain pour l'élection présidentielle de 1956 ?

GLUCK. — Eh bien ! je ne saurais pas le dire exactement, mais ma participation a été effective.

FULBRIGHT. — Combien ?

GLUCK. — Voyons, je dirais, l'un dans l'autre, 20.000 à 30.000 dollars. (La sous-commission du Sénat chargée de ces question chiffre sa contribution à 26.500 dollars.)

FULBRIGHT. — Quels sont les problèmes dont vous pensez pouvoir vous occuper à Ceylan ?

GLUCK. — L'un des problèmes, ce sont les gens de là-bas. Il me semble que je peux... je crois que... je peux établir... à moins que — encore... à moins que j'aie à faire quelque chose que je n'ai jamais fait auparavant — de bonnes relations et des sentiments amicaux à l'égard des Etats-Unis.

FULBRIGHT. — Avez-vous remarqué le dernier rapport de la commission des Nations Unies sur la Hongrie ?

GLUCK. — Non.

(A.P.)

(U.P.)

LE PRÉSIDENT COLONEL CASTILLO ARMAS (1)
Une brève carrière contre le « communisme »

FULBRIGHT. — Combien avez-vous donné en 1952 ?

GLUCK. — Moins que cela ; je ne sais plus exactement, mais j'ai donné pas mal d'argent.

FULBRIGHT. — Voyons, vous êtes un homme d'affaires, vous savez ce que vous faites de votre argent. Vous pouvez sûrement dire combien environ vous avez donné ?

GLUCK. — Je dirais 10.000 dollars environ.

FULBRIGHT. — Si vous avez donné 30.000 dollars en 1956, ne trouvez-vous pas que Ceylan est un poste bien éloigné pour une telle contribution ? Celui qui a été nommé en Belgique n'a donné que 11.000 dollars. (J. Clifford Folger, banquier à Washington.)

GLUCK. — Je ne peux pas admettre que cela soit la principale raison de ma nomination.

FULBRIGHT. — Quelle en est, selon vous, la raison ?

GLUCK. — Eh bien ! mon désir de trouver quelque chose d'intéressant à faire dans la fonction publique.

FULBRIGHT. — Vous ne l'avez pas lu dans les journaux ?

GLUCK. — Je ne me souviens pas de ce rapport.

FULBRIGHT. — Savez-vous quel pays est membre de la commission qui a rédigé ce rapport ? (Ceylan est l'un des cinq pays représentés dans cette commission.)

GLUCK. — Non, monsieur.

FULBRIGHT. — Connaissez-vous notre ambassadeur en Inde ? (Ellsworth Bunker, précédemment chef de la Croix-Rouge américaine.)

GLUCK. — Je connais John Sherman Cooper, le précédent ambassadeur.

FULBRIGHT. — Savez-vous qui est premier ministre de l'Inde ?

GLUCK. — Oui, mais je ne peux pas prononcer son nom.

FULBRIGHT. — Savez-vous qui est premier ministre de Ceylan ?

GLUCK. — Son nom ne m'est pas familier. Je ne peux pas me le rappeler maintenant. Mais l'ambassadeur Crowe (précédent ambassadeur à Ceylan) m'a fait une liste de tous les gens importants là-bas et nous les avons passés en revue. J'ai un tableau de tous les ambassadeurs et officiels américains en d'autres pays et il m'a fait également une sorte de petite biographie sur chacun d'entre eux, avec son opinion sur eux.

La commission a délibéré et voté. Les sénateurs républicains Alexandre Wiley et Alexandre Smith, avec les procurations de Capehart et de Aiken, ont voté pour la confirmation de la nomination de Gluck. Le sénateur Fulbright a voté contre. Le président Théodore Green, dernier sénateur présent, n'a pas pris part au vote.

Le lendemain, sans débat, la nomination de M. Gluck a été confirmée par le Sénat. Le « Washington Post » s'est borné à enregistrer cette information en publiant le dialogue de M. Gluck et du sénateur Fulbright sous le titre éloquent : « Un ambassadeur est né ».

AMÉRIQUE LATINE

Un dictateur s'en va

● *L'assassin du président - colonel Castillo s'est suicidé. Mais où est le vrai coupable ?*

DANS le palais présidentiel de Ciudad Guatemala, grosse bâtisse néo-baroque croulant sous ses marbres, le président et Mme Castillo allaient passer, vendredi soir, à la salle à manger, lorsqu'un garde présidentiel, après avoir présenté son arme, abaissa son fusil et tira quatre coups. La carrière présidentielle de Carlos Castillo Armas, commencée dans le sang, finissait dans le sang.

Le garde, Romero Vasquez Sanchez, se donna aussitôt la mort. Il portait sur lui, affirment les autorités, « une lettre timbrée de Moscou » et établissant qu'il avait agi « sur ordre soviétique ».

Le communisme a bon dos, au Guatemala. On l'y découvrit pour la première fois en 1952, lorsque le président Jacobo Arbenz Guzman tenta de réaliser la réforme agraire dont la promesse lui avait valu, l'année d'avant, 70 % des suffrages. Il expropria d'abord les domaines en friche des féodaux fonciers qui, représentant 2 % de la population, possédaient 75 % des terres. Il releva ensuite de 70 à 420 francs le salaire journalier des peones. Puis il racheta, pour leur valeur déclarée au fisc, 85.000 hectares laissés en friche par la « United Fruit Company » (U.F.) de Boston, qui possédait 10 % des surfaces cultivables du Guatemala.

M. Spruille Braden, président de la « United Fruit » et directeur de la section « Amérique latine » au Département d'Etat à Washington, tint alors la preuve irréfutable que le président Arbenz était un agent communiste. Le bruit s'en répandit aux Etats-Unis, sans convaincre grand monde tout d'abord.

Un démocrate

Arbenz, un an plus tôt, avait en effet été acclamé par les Etats-Unis comme un démocrate exemplaire. Il était l'un des dirigeants de la révolution qui, en 1944, mit fin à la dictature sanglante et imbécile du général Ubico. De même que son prédécesseur, le « général » analphabète Cabrera, Ubico avait fait la fortune de la « United Fruit ». Grâce à lui, celle-ci possédait tous les ports, bateaux, centrales électriques, chemins de fer (parmi les plus chers et les plus mauvais du monde), télégraphes et téléphones du pays, sa propre police et 35.000 peones. Grâce à Ubico, et bien que la population eût augmenté de 40 % sous son « règne », pas une seule école n'avait été construite ; le mot « obrero » (ouvrier) était interdit. Les mouchards, la police et la censure régnaient. De la « United Fruit » on murmurait : « *Elle vend les bananes au prix fort et achète les politiciens au rabais.* »

A peine Arbenz avait-il promulgué sa réforme agraire que des stocks d'armes apparurent dans les ports (propriété de l'U.F.) et aux mains de l'opposition guatémaltèque. L'armée régulière, elle, ne pouvait se procurer le moindre pistolet ; quand elle réussissait à acheter des armes étrangères, celles-ci étaient tantôt saisies en mer, tantôt mises sous embargo dans les ports.

Pendant ce temps, au Honduras voisin, présidé par M. Galvez, ancien avocat de la « United Fruit », le colonel Carlos Castillo, ex-commandant de l'aviation guatémaltèque, recrutait 5.000 mercenaires, dont un bon nombre de soldats « prêtés » par les armées hondurienne et nicaraguayenne. Castillo avait fui son pays après un putsch avorté. Il jouissait, comme l'écrivait le « New York Times », « du soutien moral et — officieusement — de l'aide matérielle des Etats-Unis ».

Quand le président Arbenz, en

(1) La première photo a été prise au Honduras au moment où le colonel préparait son coup d'Etat; la seconde au Guatemala après la réussite.

Un voyage inédit !
LA CHINE
EN 21 JOURS
en collaboration avec AIR-FRANCE et AEROFLOT
PROCHAIN DÉPART 1er SEPTEMBRE
Prix par personne de Paris à Paris : 660.000 fr.
ENVOI GRATUIT DU DEPLIANT ILLUSTRE
C.F.T., 18, place de la Madeleine
PARIS-8e RIC. 77-09

GANTS OLLA TETINES
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

désespoir de cause, achète une cargaison d'armes en Pologne, la preuve de sa collusion avec le communisme international devient éclatante aux yeux des Américains. En prévision de la guerre nationale qu'il sent venir, Arbenz abandonne la direction des syndicats ouvriers et paysans aux deux organisateurs les plus capables : ce sont des communistes avoués.

« Les Guatémaltèques, écrivait encore le « New York Times », ne sont pas près d'oublier les affaires florissantes que la United Fruit faisait sous la dictature d'Ubico. Ils ne voient dans nos avertissements contre le communisme qu'une astuce pour perpétuer la domination de l'U. F. »

Le 18 juin 1954, le colonel Castillo envahit le Guatemala, soutenu par une aviation moderne de fabrication américaine. Il faut une semaine au Conseil de Sécurité pour se saisir de la plainte guatémaltèque ; c'est pour l'ajourner, par 5 voix (dont celles de la France et de l'Angleterre) contre 4.

Arbenz, en dépit de la pression des syndicalistes, n'ose armer les ouvriers et les paysans : l'armée régulière ne le tolérerait pas. Mais l'armée régulière se bat sans conviction contre l'un de ses anciens chefs. Le colonel Castillo triomphe après dix jours de « campagne ». Il est élu président pour une période indéterminée. Trois cents personnes sont exécutées, les prisons sont bondées ; l'émigration des intellectuels est si massive que Castillo doit importer des juristes américains pour préparer les réformes.

Vote oral

Il fait dissoudre les syndicats, abroge la réforme agraire, interdit les partis politiques, rend les terres expropriées aux féodaux, augmente de 150 % le taux des fermages, bloque les salaires et laisse le prix des vivres augmenter de 500 %.

La nouvelle spoliation des paysans provoque une chute brusque de la production agricole. Le pays est au bord de la famine. Des crédits américains (35 milliards de francs en trois ans) permettent l'achat de céréales. L'importation de celles-ci devient le monopole des anciens associés du ministre des Finances Areales. Un dénommé Bolanos achète 5.000 tonnes de maïs piqué à 5 *cents* le kilo, les revend 15 *cents* et envoie un chèque de 25.000 dollars au président Castillo.

Pour faire confirmer son pouvoir, celui-ci fait organiser des élections d'un genre nouveau : liste unique et vote oral, sous le regard de la police. Il obtient 99 % des suffrages.

Deux ans après la « libération » du Guatemala par le colonel Castillo, l'hebdomadaire *Time* écrit : « Loin d'aller vers la démocratie comme on l'avait espéré le Guatemala glisse rapidement vers une dictature qui suscite l'opposition dans tous les milieux, puis écrase ses critiques sous prétexte d'anticommunisme. Les paysans sont dépossédés. Les syndicats sont mis en sommeil (l'organisateur choisi par l'A.F.L. américaine était arrêté comme « communiste »). Une douzaine d'organisations policières emploient l'interrogatoire au troisième degré. On arrête les gens qui critiquent le président (ou dont on croit qu'ils le critiquent). La vieille corruption des républiques bananières éclabousse le gouvernement jusqu'au sommet. »

Révolte

Périodiquement, les étudiants se livrent à des manifestations hostiles. Il y a un an, la police faisait feu sur eux, en tuant quatre et en blessant dix-sept. Le mois dernier, on en arrêta une douzaine. Comme communistes, bien entendu.

Il y a deux ans, lorsque le très catholique et démocratique Don Pepe Figueres, président de Costa-Rica, réclama le partage des bénéfices de la United Fruit, son pays fut envahi par le Nicaragua, avec l'aide du Venezuela, au nom de la lutte contre le communisme.

Le dictateur du Nicaragua, Tacho Somoza, a été assassiné depuis. Le dictateur de la Colombie, le général Rojas Pinilla, a été chassé du pouvoir. Le dictateur Odria, au Pérou, de même. Les étudiants cubains se soulèvent (certains ont pris le maquis, sous la conduite de Fidel Castro) contre la dictature de Battista. Le Département d'Etat fait ouvrir une enquête sur les agissements du général Trujillo, dictateur de la République dominicaine, soupçonné d'avoir fait enlever des Etats-Unis le Dr Galindez, l'un de ses impitoyables critiques, et d'avoir fait disparaître une jeune Américaine dont il avait loué les services.

L'assassinat du colonel Castillo apparaît donc comme un nouvel épisode de la révolte générale contre le despotisme en Amérique latine. Cette révolte jouit de larges appuis aux Etats-Unis. Elle y compte également des adversaires influents, prompts à l'imputer au « communisme international ».

Il est vrai qu'il n'y a pas si longtemps, le Néo Destour, en Tunisie, et l'Istiqlal, au Maroc, étaient, eux aussi, présentés aux Français comme des organisations para-communistes.

Michel BOSQUET.

LA PREMIÈRE PAGE DU NUMÉRO SPÉCIAL DE LA « PRAVDA »
Une fenêtre sur l'autre monde

U. R. S. S.

Qui sera contaminé ?

● ***Les dirigeants soviétiques attendent beaucoup du festival mondial de la Jeunesse de Moscou. Ils risquent d'être comblés.***

DIMANCHE 28 juillet, à 11 h. 45, au croisement de la chaussée de Iaroslavl et de la rue d'Ostankino, à Moscou, dans un étourdissant vacarme de fanfares, un cortège de camions transportant trente mille jeunes venus de cent vingt-deux pays s'ébranlait pour parcourir toutes les rues de la capitale soviétique avant d'arriver au stade Lénine où fut célébrée l'ouverture du VI[e] Festival international de la Jeunesse. Cent mille Moscovites et les plus hauts dirigeants de l'Union Soviétique qui attendaient au stade l'arrivée des jeunes délégués durent patienter plus d'une heure car l'enthousiasme de la foule russe ralentit d'une façon imprévue la progression du cortège. Tout Moscou était dans les rues et de toutes les fenêtres et de tous les balcons des fleurs tombaient en pluie multicolore sur les visiteurs.

Les meilleurs

Après un défilé de tous les délégués, dans l'ordre alphabétique, et les discours des représentants des jeunes des cinq continents, le président de l'U.R.S.S., Vorochilov, a salué au nom du gouvernement soviétique les jeunes citoyens de l'univers :

> « *Au cours du festival, vous apprendrez bien des choses sur la vie de la jeunesse soviétique. Vous verrez que notre peuple, le gouvernement soviétique, notre glorieux parti communiste font beaucoup pour leur jeunesse, pour son développement physique et spirituel* », a-t-il dit en conclusion de son discours.

Les 400 journalistes étrangers présents au stade Lénine ont immédiatement signalé le caractère de propagande de cette intervention.

Le discours du président de l'U.R.S.S., ainsi que toutes les manifestations sportives et culturelles qui se déroulent pendant les deux semaines du festival ont en effet pour but d'exhiber devant les jeunes délégués étrangers la santé physique et morale des jeunes Soviétiques, les conditions heureuses de leur vie et leur supériorité par rapport à leurs contemporains des autres pays. Les meilleurs artistes russes ont été mobilisés pour des représentations artistiques de toutes sortes, jusqu'à la fameuse Galina Oulanova, la meilleure ballerine du monde, qui, bien qu'elle ne soit plus tout à fait jeune, a dansé au cours d'une soirée au stade Dynamo. Dans les compétitions sportives, également, les Russes qui présentent leurs meilleures équipes dans tous les domaines ne peuvent craindre les adversaires de fortune venus de l'Occident et sont assurés d'enlever presque toutes les médailles d'or.

Mais ces médailles auront un revers. Jamais la capitale soviétique n'a vu tant d'étrangers dans ses rues transformées en kermesse permanente. Jamais les Moscovites et les jeunes Soviétiques venus des quinze républiques fédérales de l'U.R.S.S. n'ont eu l'occasion de discuter — et aussi de s'amuser — avec de jeunes étrangers qui, communistes ou non, leur ont ouvert une fenêtre sur un monde qu'ils connaissent si peu et si mal.

Quelle surprise pour ce jeune Soviétique qui, voyant pour la première fois de sa vie un noir, a couru derrière lui d'abord pour admirer la couleur de sa peau, puis, dans un grand élan de solidarité, lui a fait comprendre par l'intermédiaire d'un interprète sa foi dans la victoire prochaine des forces du progrès qui libérera les peuples de couleur, et qui en réponse se vit expliquer que le délégué noir venait du Ghana qui est déjà un pays indépendant...

Déjà, les deux semaines de festival bouleversent complètement les habitudes de vie des 70.000 jeunes Soviétiques qui y participent. Dans cette ville, la plus puritaine du monde, qu'est Moscou, ils se sont rapidement habitués à s'embrasser librement dans les rues.

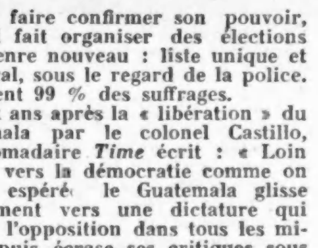
De même, malgré les avertissements théoriques de la « Pravda » sur les méfaits du jazz et plus particulièrement du « rock and roll », ils se sont laissé entraîner dans une véritable frénésie en écoutant l'orchestre anglais de Jeff Ellison qui n'a probablement jamais été tant applaudi qu'à Moscou !

La contagion

Dans les clubs de la jeunesse de l'université Lomonossov, les étudiants soviétiques rencontreront 300 de leurs camarades français et presque autant d'Anglo-Saxons, dont la plupart ne sont guère communistes.

Il y a deux ans, à la même époque, les jeunes de cent quatorze pays ont participé au V[e] Festival de la Jeunesse à Varsovie, et les jeunes Polonais qui, un an plus tard, ont poussé la déstalinisation jusqu'à la révolution gomulkiste, disent aujourd'hui que ces deux semaines de « kermesse joyeuse » qu'ils ont vécue avec leurs camarades de tous les pays leur ont fait comprendre plus de vérités que tous les rapports Kroutchev.

Cette année, les organisateurs soviétiques ont fait un effort extraordinaire pour rendre le festival encore plus joyeux, plus amical et plus grandiose. Ils ne manqueront pas de gagner ainsi l'amitié de ceux qu'ils accueillent aujourd'hui si chaleureusement, mais les jeunes Soviétiques en profiteront aussi pour élargir leur propre horizon mental et apprendre sur les autres pays ce qu'on ne leur enseigne pas à l'école et qu'on ne trouve pas dans les livres.



FOIRE D'ÉCHANTILLONS ET D'ARTICLES TECHNIQUES
Carnets de légitimation officiels :
★ Représentation en France de la Foire de Leipzig
73, Champs-Elysées - Paris 8[e] - Tél. BAL. 42-04
★ Chambres de commerce de Paris et des principales villes de France.
FOIRE DE LEIPZIG
1 - 8 Septembre 1957
LEIPZIGER MESSEAMT - LEIPZIG C. 1. HAINSTRASSE 18

« L'Express » publiera la semaine prochaine la suite du grand reportage de Paul Johnson :
L'AMÉRIQUE VA-T-ELLE GAGNER AU MOYEN-ORIENT ?

LA SEMAINE

Voici quelques informations qui vous ont peut-être échappé cette semaine si vous êtes en vacances :

● DRAME. Pascal Gélin, 14 mois, fils de Sylvie et de Daniel Gélin, a succombé après une nuit de lutte contre la mort. Il avait avalé, pendant une seconde d'inattention de sa nurse, quatre cachets d'un médicament puissant contre les rhumatismes. Quatre heures après, il entrait en convulsions. Un médecin, alerté par la gouvernante inquiète, avait dit : *« Si ça ne va pas, retéléphonez-moi. »* Mais au moment où les symptômes d'empoisonnement apparurent, il était trop tard.

C'est le drame total, pur, affreux. Sylvie et Daniel Gélin s'étaient absentés pour la journée. Ils rentrèrent pour trouver Pascal, agonisant, à l'hôpital. Leur enfant, charmant, était le symbole d'un bonheur arraché par une jeune femme obstinée au désordre, où Daniel Gélin ruinait son talent lorsqu'elle le rencontra. La gouvernante adorait l'enfant qu'elle soignait depuis sa naissance.

« Je ne peux pas lui en vouloir, a murmuré Sylvie Gélin. *Mais faites que je ne la revoie jamais. »*

● TRANSACTIONS. Les parents de l'international junior de football Herbin, ont cédé leur fils à l'équipe de Saint-Etienne. Herbin est maintenant à la disposition des clubs « pro » jusqu'à l'âge de 36 ans. La Ligue Nationale de Football s'inquiète de la régularité de la transaction.

● REVENANTS. Garry Davis, créateur du mouvement des Citoyens du Monde, a été arrêté en Allemagne : le « Passeport mondial n° 1 » qu'il s'est délivré à lui-même n'a pas été jugé valable.

● CATASTROPHES. Un tremblement de terre a secoué le Mexique. Quarante immeubles se sont écroulés à Mexico où, selon les témoins, « les gratte-ciel dansaient comme des serpents ». 70 morts au moins à Mexico et beaucoup plus en province. Au Japon le premier bilan des inondations s'établit ainsi : 592 morts, 408 disparus, 3.683 blessés.

● MÉTÉO. Une nouvelle qui réchauffe le cœur : avec ses 17 degrés (à Paris) la journée de lundi a été le 29 juillet le plus froid depuis que les températures sont enregistrées. La météo nous promet un nouveau rafraîchissement vers le 8 août.

● CIEL. Les avions d'Air France ont parcouru l'an dernier 77 millions de kilomètres, soit près de 2.000 fois le tour de la terre.

● LEÇONS. A partir de la rentrée d'octobre le code de la route sera inscrit au programme de toutes les écoles de France.

● GRÈVES. Les banques ont rouvert leurs grilles lundi matin. Quelques interruptions du travail sont encore signalées : les employés veulent ainsi appuyer les discussions concernant le paiement des journées de grève.

● VOYAGES. Quatre jeunes gens qui, il y a trois ans, étaient partis, à bord du 12 mètres « Moana », avec 40.000 francs en poche, ont regagné la France après avoir fait le tour du monde. Des coups de canon ont salué leur arrivée à Saint-Tropez.

● JEUNESSE. Trente-trois mille scouts originaires de 83 pays ont assisté le 1er août à l'ouverture du « Jamboree » international de Sutton Park, près de Birmingham. Le cinquantenaire du scoutisme et le centième anniversaire de la naissance de son créateur, lord Baden Powell, ont été célébrés en cette occasion. A Moscou, au Festival mondial de la jeunesse, les Soviétiques Stepanov et Kachkarov ont sauté 2 m. 13 en hauteur.

● FAITS DIVERS : Le professeur André Josserand, 57 ans, titulaire de la chaire de bactériologie de la Faculté de Médecine de Lyon, a été mortellement blessé par son fils à qui il reprochait son échec à un examen.

MÉDECINE

● *800 psychanalystes réunis à Paris cherchent à renouveler leur jeune science.*

Des techniques nouvelles

UNE vieille dame chaussée de sandales, coiffée comme un homme qui porterait le cheveu long, à la poète, parle d'une voix étonnamment jeune et fraîche à l'assemblée la plus sage, la plus tranquille qui soit. C'est Anna Freud s'adressant aux psychanalystes du monte entier réunis à la Maison de la Chimie. La salle est pleine pour écouter cette femme qui porte le nom d'un des quelques hommes qui ont donné au XXe siècle sa physionomie singulière. Pleine d'hommes et de femmes parmi lesquels on chercherait en vain un visage tourmenté, creusé par l'inquiétude ou même fatigué. Les psychanalystes sont une publicité vivante pour leur science. Calmes, détendus, ils écoutent avec cette attention non passionnée qu'ils se doivent d'accorder à leurs malades, sans qu'on puisse deviner si ce qu'on leur dit les intéresse ou les révolte.

(Haraud.)

ANNA FREUD ET LE DR NACHT
Fidélité au Maître

Cette impression est, il est vrai, celle que donnent souvent les touristes américains. Or les Américains sont ici et de très loin les plus nombreux. La liste des délégués des U.S.A. occupe 6 pages au programme — celle des Anglais 2 pages 1/2, celle des Français 2 pages (c'est-à-dire 90 participants environ). Encore ceux-ci, puissance invitante, n'ont pas eu à se déplacer beaucoup car la presque totalité des psychanalystes français exercent dans la Seine.

Mais cette mobilisation, le fait que ce congrès, le vingtième, se passe à Paris, n'empêchent pas que ce soit un congrès de langue anglaise. Sur 60 orateurs inscrits 42 sont anglo-saxons (25 Américains, 17 Anglais).

A la recherche de recettes

Ce congrès est à prédominance américaine, et ce n'est pas sans intérêt car la psychanalyse américaine a pris visage particulier.

Dominée par les émigrés des pays de langue allemande où elle est née, elle a dû cependant s'acclimater en Amérique et prendre là-bas un aspect qui lui permette d'être acceptée et de répondre à la demande. Il y a donc une tendance américaine à la simplification, à la standardisation sous forme de « recettes », parfaitement souhaitable du point de vue pratique, quand on sait la longueur et le prix d'une psychanalyse classique.

Mais est-ce possible ? La découverte freudienne d'un univers inconscient, avec son langage propre, venant faire irruption et s'exprimer sous une forme déguisée s'accommode-t-elle de techniques qui ne seraient plus les siennes propres ? Peut-on conserver l'ensemble des concepts freudiens et être infidèle aux techniques exposées par Freud ? Peut-on imaginer une psychothérapie (au sens large) d'inspiration freudienne ?

« Oui », répond le congrès qui se propose de définir des « nouvelles techniques psychanalytiques », étudiées en particulier dans le rapport du Dr Loevenstein.

Ces nouvelles techniques, exposées, par ailleurs, dans un livre récemment paru (*Psychanalyse d'aujourd'hui*), mettent surtout l'accent sur la situation vécue de la cure analytique, le dialogue analysé-analyste au cours duquel s'actualise sous une forme nouvelle le conflit qui est à l'origine de la névrose. Par la correction progressive, à l'intérieur de cette relation entre ces deux personnes, se guérit la névrose par une « rééducation émotionnelle ». « On ne guérit pas en se souvenant, on se souvient en guérissant » (Alexander).

Dans cette perspective l'analyste joue un rôle considérable. Le Dr Nacht peut dire que ce qui importe « ce n'est pas ce que l'analyste dit ou fait mais ce qu'il est ».

On est là assez loin de l'image classique de l'analyste miroir révélateur, chargé de déchiffrer le langage significatif de l'inconscient, d'en dégager la vérité libératrice.

Les Français divisés

Cela explique l'aspect un peu surprenant de la délégation française. En effet, en sont absents aussi bien le prof. Lagache et le Dr Juliette Favez-Boutonnier qui enseignent la psychanalyse à la Sorbonne, que le Dr Lacan qui l'enseigne à la clinique des maladies mentales de Sainte-Anne. Seul est signalé comme organisme d'enseignement l'Institut de Psychanalyse dirigé par le Dr Nacht, organisateur du congrès.

La psychanalyse française est divisée. On ne peut pas dire qu'elle le soit sur des détails techniques seulement, tant il est vrai que la technique est inséparable de la doctrine. On ne peut pas dire non plus que ce divorce n'est qu'une question de personne car on imagine mal que, chez un psychanalyste, ce qu'il *pense* et ce qu'il *est* puissent s'opposer.

Ce qui est certain, c'est que les deux écoles françaises se réclament de leur fidélité au Maître. Le hall du congrès s'ouvre sur un immense portrait de lui, on y vend une médaille commémorative. Parmi les participants les plus illustres on note les noms de sa fille, Anna Freud, ou de Jones, son plus ancien disciple vivant, détenteur de ses papiers personnels, auteur d'une biographie attendue, de Mélanie Klein, vétéran de cette jeune science, avec son aspect bonhomme et sévère de gouvernante d'enfants.

Mélanie Klein et Anna Freud sont les chefs de file des deux tendances qui divisent aussi la société anglaise, une mais très divisée. Les dissentiments ne sont, en effet, pas l'apanage des Français. Un psychanalyste anglais célèbre, Glover, ayant démissionné pour protester, s'est retrouvé seul et a dû adhérer à la société suisse.

L'étude de l'enfant

Mais, sans doute, ces discussions sont-elles inévitables. Après les découvertes extraordinaires de Freud il restait beaucoup à faire et il était fatal que toutes les recherches ne soient pas faites dans le même sens. L'une de celles sur lesquelles le congrès a le plus insisté, est l'observation directe de l'enfant. Il semblait tout naturel, en effet, puisque les névroses de l'adulte remontent à l'enfance, de rechercher dans celle-ci la genèse des conflits qui leur donneront plus tard naissance. Mais il est incontestable que l'observation de l'enfant, à la lumière des grands concepts freudiens, peut en même temps qu'elle les éclaire et les confirme, jeter de nouvelles clartés sur la genèse de la personnalité, dès les premières semaines de la vie.

Pour Freud les événements de l'enfance qui se révèlent plus tard traumatisants ne l'étaient pas forcément au moment où ils ont eu lieu. Il n'y a pas un lien aussi net de cause à effet entre l'événement de l'enfance et la névrose de l'adulte, mais une signification acquise par cet événement au cours de la vie de l'individu.

Qu'il s'agisse des grands thèmes du renouvellement de la technique, de l'étude de l'enfant, ou de communications plus limitées sur la constipation de l'enfant ou l'utilisation « multiple » du rêve, sur la dentition, ou sur la stérilité et l'envie, ce qui marque ce congrès c'est une tendance à renouveler la psychanalyse. Pour certains, ce renouvellement glisse vers la trahison et l'infidélité à la méthode de Freud (voire vers cette soif de pouvoir qui, au dire du Maître, est le plus sûr moyen d'en manquer les fins). De 1902 où Freud envoyait des cartes postales pour convoquer les quatre médecins amis (Stekel, Adler, Reidler et Kahame) qui constituaient alors toute la psychanalyse à aujourd'hui, à ce premier congrès parisien avec ses 800 délégués, les psychanalystes n'ont cessé de se séparer sur différentes questions. L'avenir nous dira qui a raison de ceux qui aujourd'hui sont en désaccord.

Dr KNOCK.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Pendant toute la durée de l'été, L'EXPRESS sera naturellement mis en vente dans toutes les stations touristiques.

Cependant, si vous voulez être certain de trouver L'EXPRESS chaque semaine, nous vous proposons des abonnements de vacances aux prix suivants :

2 SEMAINES	200 fr.
3 SEMAINES	300 —
1 MOIS	400 —
2 MOIS	650 —
3 MOIS	750 —

Règlement à L'EXPRESS, 37, Champs-Elysées
soit par chèque bancaire, soit par virement postal au C.C.P 7378-19 Paris

La grande enquête de Germaine Tillion

L'OR DU DIABLE EN ALGÉRIE

Germaine Tillion, ethnologue, vient de publier aux Editions de Minuit une plaquette, « L'Algérie en 1957 », qu'elle a écrite à l'origine pour éclairer ses camarades de l'Association nationale des Déportés et Internés de la Résistance sur les données du drame algérien.

GERMAINE TILLION

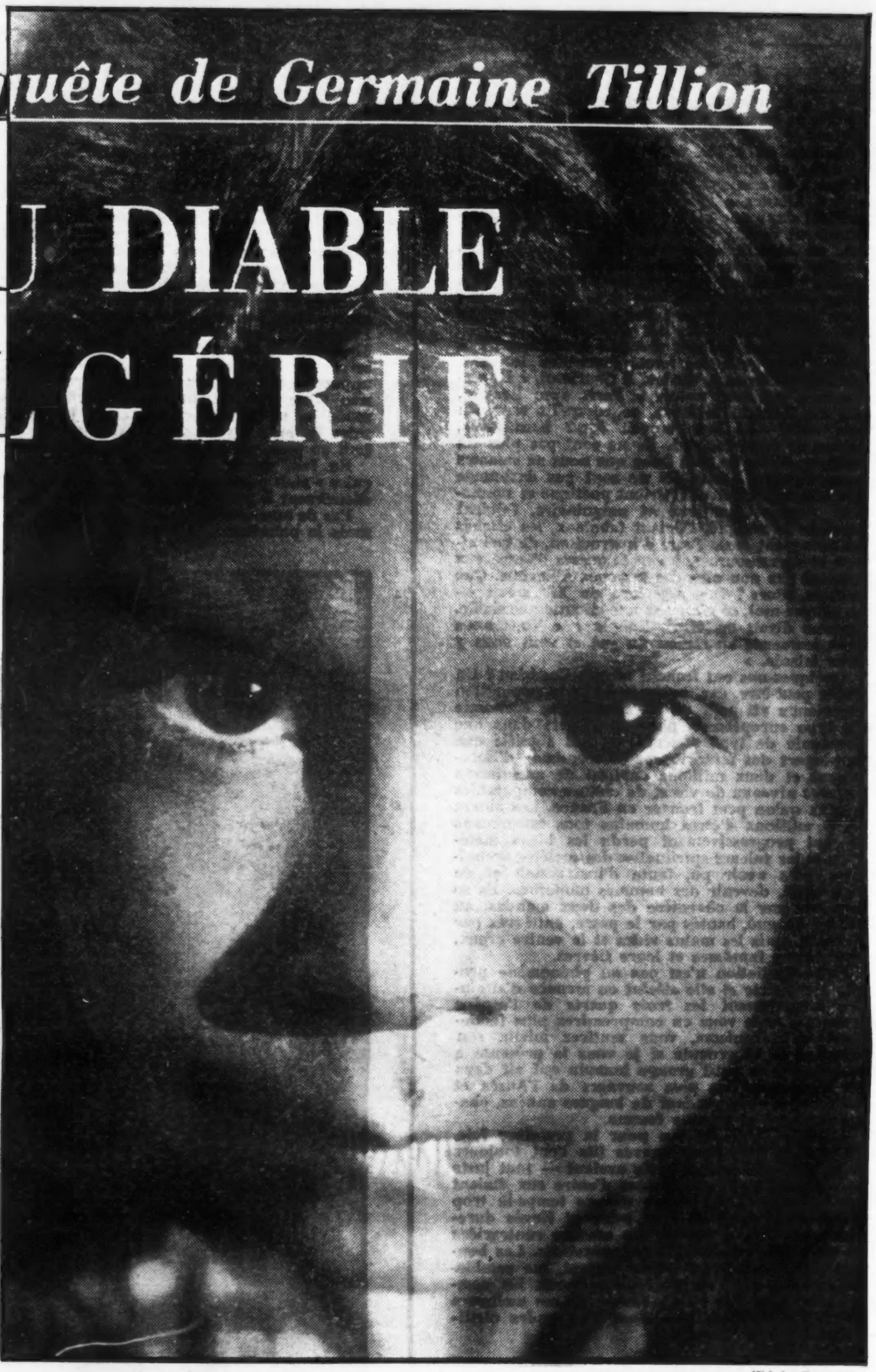
Cet ouvrage, très remarquable par la connaissance concrète et originale que l'auteur possède de l'Algérie et des problèmes de colonisation, aboutit à des conclusions graves.

Il annonce, en effet, outre l'échec de la colonisation devenue « clochardisation », le naufrage de l'Algérie si la France n'y consent pas, entre autres sacrifices, des investissements de l'ordre de 2 000 milliards en cinq ans.

Germaine Tillion n'effleure pas l'aspect politique du problème algérien.

En possession de cet ouvrage, avant sa parution en librairie, nous avons hésité, en dépit de sa clarté et de l'intérêt qu'il présente, à en publier les « bonnes feuilles », tant il est cruel dans son exposé et pessimiste dans les perspectives qu'il ouvre.

Mais la distorsion à laquelle certains de ses commentateurs l'ont soumis pour justifier la poursuite de la guerre d'Algérie, exige que les thèses de Germaine Tillion soient connues avec exactitude. En voici l'essentiel, dans une synthèse qui s'efforce de ne trahir à aucun moment par le raccourci la pensée de l'auteur.



(Régis Roustan.)

UNE PETITE ALGÉRIENNE DES AURÈS
Quelques-uns ont franchi le gué

RIEN n'est moins « simple » que le drame algérien et soyez sûr qu'il n'est simple pour personne, sauf peut-être pour quelques cervelles microscopiques — d'ailleurs équitablement distribuées de part et d'autre de toutes les frontières. Mis à part les heureux détenteurs de ces cervelles-là, il n'y a pas un acteur de la tragédie qui ne soit déchiré entre les options les plus contradictoires, aussi bien dans les camps de fellagha que dans les nôtres.

Sur un point, cependant, tous les nationalistes sont d'accord : c'est qu'il leur faudra un jour, d'une manière ou d'une autre, collaborer avec la France. Tous les Français que j'ai interrogés sont de leur côté d'accord sur un autre point : celui des devoirs que nous avons contractés vis-à-vis des Algériens, parce qu'ils ont versé leur sang pour nous dans trois guerres, parce qu'ils partagent notre destin depuis 130 ans. J'ajouterai : parce que nous avons un peu contribué, sans le vouloir et sans le savoir — par des méfaits inconscients et des bienfaits maladroits — à les enfoncer dans l'impasse où ils se trouvent aujourd'hui.

Dans un pays immense, mais pauvre, vivent neuf à dix millions d'habitants dont la plus grande partie (un peu plus de 8 millions) pratique la religion musulmane, tandis que les autres (un peu plus d'un million) ne la pratiquent pas. Avec un mode d'exploitation archaïque, ce pays peut nourrir entre deux et trois millions d'individus.

Les musulmans sont souvent appelés « indigènes ». Ce mot m'agace, car en France, personne ne m'appelle « indigène », bien que je le sois autant qu'on puisse l'être, attachée à ce qu'il y a de plus suranné, voire absurde, dans les vieilleries de notre héritage.

Les seconds, on les appelle les « colons ». On entend par là : un propriétaire terrien d'origine européenne. Or, il y a en Algérie, sur environ 1.200.000 non-musulmans, exactement 19.400 colons au sens strict, dont 7.432 possèdent moins de 10 hectares et sont de très pauvres gens. Les autres — beaucoup plus d'un million d'êtres humains — sont des ouvriers spécialisés, des fonctionnaires, des employés, des chauffeurs de taxi, des infirmières, des ingénieurs, des commerçants, des chefs d'entreprise, et leur ensemble représente plus des trois quarts de l'infrastructure économique du pays.

> **Comme l'or du diable, tout ce qu'on donne aux Algériens se transforme entre leurs mains en feuilles sèches.**

Lorsque je parle des habitants de l'Algérie, je les appelle des Algériens et je me sens incapable d'en maudire et d'en injurier une catégorie quelconque, car je comprends les uns et les autres et je considère qu'ils ont, les uns et les autres, des droits sur nous.

Lorsqu'on vous parlera, à propos du drame d'Algérie, de « guerre sainte », de « fanatisme musulman », n'évoquez pas une espèce de sauvagerie intrinsèque et, par essence, incompatible avec ce « cartésianisme », ce « rationalisme » dont nous faisons un si écœurant étalage, mais prenez un livre d'histoire et considérez les contemporains de Montaigne ou même de Descartes et vous verrez que la haine religieuse qui a opposé les chrétiens catholiques et les chrétiens protestants était plus furibonde, plus sanguinaire, plus fanatique, plus « intrinsèquement sauvage » que celle qui peut exister aujourd'hui entre les communautés musulmane et chrétienne d'Afrique. Pourquoi ? Parce que fanatisme et férocité sont des faits sociaux qui tiennent au niveau culturel d'une population et non à la nature de sa religion. Il peut y avoir des musulmans fanatiques (car les pauvres gens n'ont guère eu l'occasion d'apprendre la mesure ni même d'apprendre tout court), mais le fanatisme ne fait pas plus partie intégrante de l'Islam que la croisade contre les Albigeois ou les procès de sorcellerie ne sont, par essence, constitutifs de la chrétienté.

Le niveau de civilisation, en revanche, est un élément actif du comportement, mais c'est une délicate entreprise de l'évaluer, surtout quand il s'agit d'illettrés. Doser les influences qu'ils ont subies n'est pas moins délicat.

→

Au moment de l'avant-dernier recensement, les musulmans âgés de 20 à 60 ans étaient 1.600.000. De ceux-là, quelques-uns qui dépassaient la cinquantaine avaient fait la guerre de 1914-18 ; les moins de quarante ans, eux, avaient pu être mobilisés en 1939, voire prisonniers, évadés ; d'autres, ou quelquefois les mêmes, avaient participé à la campagne de France, à celle d'Indochine. Ajoutez à cela 400.000 hommes qui travaillent dans nos usines et se renouvellent régulièrement depuis dix ans et demandez-vous quel est, en Algérie, le pourcentage des musulmans adultes qui ont traversé la Méditerranée. La moitié ? Le tiers ? Les deux tiers ? Sûrement plus dans certaines régions que dans d'autres, mais c'est précisément dans celles où ils sont la majorité que l'insurrection est née.

Ces hommes qui ont travaillé à Billancourt, à Saint-Denis, dans les hauts fourneaux lorrains, qui ont combattu à Verdun, à Charleroi, à Monte-Cassino, qui sont entrés à Paris avec Leclerc, qui ont franchi le Rhin, est-ce qu'ils sont, ou non, sortis de leur moyen âge ? Musulmans, certes, et fervents, mais ils ne sont pas plus les contemporains de Sidi Ocha que nous ne sommes ceux de saint Louis. Ils ne sont pas davantage des hommes d'Orient (l'Orient poétique et somnolent, l'Orient fanatique et sanguinaire, l'Orient fataliste et résigné, l'Orient fabuleux, les clichés ne manquent pas). Faute d'instruction, de technicité et de ressources, les trois quarts d'entre eux ne sont pas non plus des hommes d'Europe. Que sont-ils, alors ? Des Algériens du XXe siècle — et, croyez-moi, ce n'est pas une situation enviable. Comme disait un vieux Kabyle : « Vous nous avez emmenés au milieu du gué et vous nous y avez laissés. »

Quelques-uns ont franchi le gué. Combien ? Un quart peut-être, car, prise en bloc, la population algérienne vit pour un tiers dans une économie de type européen et pour deux tiers dans une économie de type africain, ce qui signifie que la plupart des minoritaires (descendants d'Européens) et deux millions environ de musulmans ont des niveaux de vie et de culture comparables à ceux qu'on peut trouver en France. Les autres — 6 millions d'êtres humains tous musulmans — ont progressivement perdu les biens matériels et les valeurs spirituelles des sociétés archaïques sans avoir pu, faute d'instruction et de technicité, devenir des hommes modernes. Ils se trouvent sur la charnière des deux mondes, au milieu du gué, hantés par le passé, enfiévrés par l'avenir, mais les mains vides et le ventre creux, entre leurs fantômes et leurs fièvres.

Cette spoliation n'est pas un phénomène propre à l'Algérie et elle atteint ou menace d'atteindre actuellement les trois quarts de l'espèce humaine, mais vous en comprendrez plus facilement le mécanisme, vous sentirez mieux son injustice et sa cruauté si je vous la présente à l'échelon d'un petit groupe humain qui vit dans les montagnes les plus sauvages de l'Aurès et dont j'ai connu, pendant de longues années, chaque homme et chaque femme.

Lorsque je les ai vus pour la première fois, ils étaient tous très pauvres (ils l'ont toujours été). Mais normalement, ils avaient — tout juste — de quoi manger. Certains d'entre eux étaient malheureux et j'ai connu dès ce temps-là trop d'enfants séparés de leur mère et élevés durement par des marâtres, des amours contrariées et un nombre hallucinant d'assassinats. Les bonheurs individuels et privés étaient, me semble-t-il, encore plus rares que chez nous. En compensation, je n'ai jamais rencontré ces malheurs profonds, irrémédiables, dont les grandes civilisations ont le secret.

En quinze ans ils deviennent des clochards

Ces gens avaient aussi des vertus, des chances raisonnables de bonheur, de la bonhomie, de la cordialité, de la malice. Ils se maintenaient dans un assez bon équilibre, grâce à l'entraide illimitée qui liait entre eux les habitants d'un village ou d'un groupe de tentes, à la fierté qu'ils ressentaient tous de cette union, au plaisir extrême qu'ils prenaient à jouer de mauvais tours à leurs voisins et à l'inefficacité relative de ces mauvais tours. Je me souviens en particulier de deux tribus, ennemies de longue date, et d'une de leurs petites guerres à laquelle j'ai assisté. Au bout de trois jours d'une bataille ininterrompue au cours de laquelle on s'était tiré dessus à satiété, il y a eu en tout et pour tout un homme blessé et une brebis tuée. Le marabout le plus proche servit d'intermédiaire et tout le monde se mit d'accord pour faire la paix et pour cacher l'affaire non seulement aux lointains messieurs de la préfectorale, mais aussi aux deux caïds du secteur. Mais comme on s'était amusé, de part et d'autre !

Je les ai quittés dans la dernière semaine de mai 1940.

Quand je les ai retrouvés, entre décembre 1954 et mars 1955, j'ai été atterrée par le changement survenu chez eux en moins de quinze ans et que je ne puis exprimer que par ce mot : « Clochardisation ». Ces hommes qui, il y a quinze ans, vivaient sobrement, mais décemment et dans des conditions à peu près identiques pour tous, étaient maintenant scindés en deux groupes inégaux : dans le moins nombreux, l'aisance, il est vrai, était plus grande qu'autrefois, mais dans l'autre, plus personne ne savait comment il mangerait entre décembre et juin. Jadis, après une bonne récolte, le plus pauvre en répartissait l'excédent sur les trois années suivantes — car une expérience millénaire avait appris à tous la prévoyance — et maintenant, neuf familles sur dix vivaient au jour le jour.

Comment expliquer cela ?

Les explications abondent, mais beaucoup ne valent pas cher. Il y a celle-ci, classique : « Ils sont imprévoyants... ce sont de grands enfants... le fatalisme musulman... » Malheureusement, j'étais là il y a quinze ans et j'ai connu les mêmes hommes, ni imprévoyants, ni fatalistes, ni « grands enfants », mais au contraire pleins de sagesse, d'expérience et d'ingéniosité.

Autre explication, classique elle aussi : le colonialisme, vieux croquemitaine. Malheureusement encore, il n'y a jamais eu de colon, ni hier ni aujourd'hui, à moins de 100 kilomètres à la ronde et seuls le vent de sable et les chèvres peuvent être accusés d'une diminution de la surface des terres cultivables. La présence française brillait apparemment par son absence : pas de colons, une école sans instituteur, une route vide, ni médecin, ni infirmier, ni aucune sorte d'émissaire de la « civilisation ». Quelques intentions tout au plus, mais non suivies d'effets.

En fait, quelle erreur ! La « présence française » était partout, invisible, mais omniprésente, distribuant à pleines mains le Bien et le Mal.

Pas de tournées médicales régulières, c'est vrai, mais le paludisme, le typhus exanthématique et

(Viollet.)

DEUX PETITS MUSULMANS
Tout juste de quoi manger

la typhoïde qui dévastaient encore la région il y a quinze ans ont à peu près disparu sans que les gens du pays aient même remarqué le passage des blouses blanches. Des spécialistes ont circonscrit les zones impaludées, le D.D.T. avait fait le reste. Dans la période antérieure, c'était la peste et le choléra qui, par les soins invisibles de nos médecins, avaient fait une sortie discrète. A peu près en même temps, les famines mortelles et les guerres de tribus, surveillées de loin par les services préfectoraux, allaient rejoindre les vieilles légendes du passé.

Quel tableau idyllique : pas de colon, pas de fonctionnaire, mais la paix règne, la santé s'améliore, les poux disparaissent (avec le typhus), les moustiques également (avec le paludisme) et quand survient une vraie famine — pas la faim qui fait mal au ventre, mais celle qui fait mourir — les hauts fonctionnaires se déplacent pour faire distribuer de la farine ou du riz. Est-ce cela, la colonisation ? Oui, c'est parfois cela, qui n'est pas aussi anodin ou inoffensif qu'il semble.

En 1830, lorsque nos ancêtres ont traversé la mer pour venger un coup d'éventail, l'Algérie était un pays archaïque. La France aussi. Depuis lors, la face du monde a changé et la guerre de 1870 a sans doute été la dernière guerre du moyen âge.

La nouvelle ère a commencé non pas avec la fission de l'atome, mais avec le développement du machinisme, l'intensité et la rapidité des transports et des échanges, les grandes découvertes médicales. Tout cela — suppression *mondiale* des épidémies, commercialisation *mondiale* des richesses, diffusion *mondiale* des idées, des découvertes et des événements — a eu pour conséquence de transformer le milieu biologique humain sur toute la terre.

Une partie des hommes s'est adaptée au nouveau milieu et en a tiré des avantages considérables ; les autres n'y sont pas parvenus immédiatement et se sont mis à prendre du retard, de telle sorte que chaque année il est un peu plus difficile pour eux de rattraper les premiers. Un des symptômes de ce retard est une augmentation démesurée de la population et c'est pourquoi, prenant l'effet pour la cause, la plupart des gens, surtout dans les pays anglo-saxons, préconisent pour les peuples misérables le contrôle des naissances. Mais conseiller le contrôle des naissances aux pays sous-développés est une blague sinistre.

Les populations inadaptées ont des civilisations agricoles archaïques ; les populations adaptées ont des civilisations de type industriel résolument tournées vers l'avenir. A chacune des deux civilisations correspond un type de natalité différent et dans les deux cas ce type de natalité est lié à l'ensemble des exigences sociales des deux sociétés. Prêcher la natalité biologique dans un milieu universitaire parisien, new-yorkais ou moscovite serait aussi absurde que de prôner le contrôle des naissances dans une population archaïque. D'autre part, dès que les deux sociétés sont en contact, elles tendent à avoir le même type de mortalité. Il en résulte, pour les groupes archaïques, un accroissement démesuré et brutal de leur population.

Les belles histoires de la « chlorella »

De même que les deux civilisations ont chacune un type de natalité distinct, elles ont également des types de production essentiellement différents.

Dans les sociétés archaïques, où les hommes se multiplient au maximum, les ressources restent plus ou moins stationnaires, ayant même tendance à diminuer lorsqu'elles ont atteint un plafond auquel elles parviennent vite. Le résultat est inévitablement une baisse tragique, régulière, inexorable du niveau de vie.

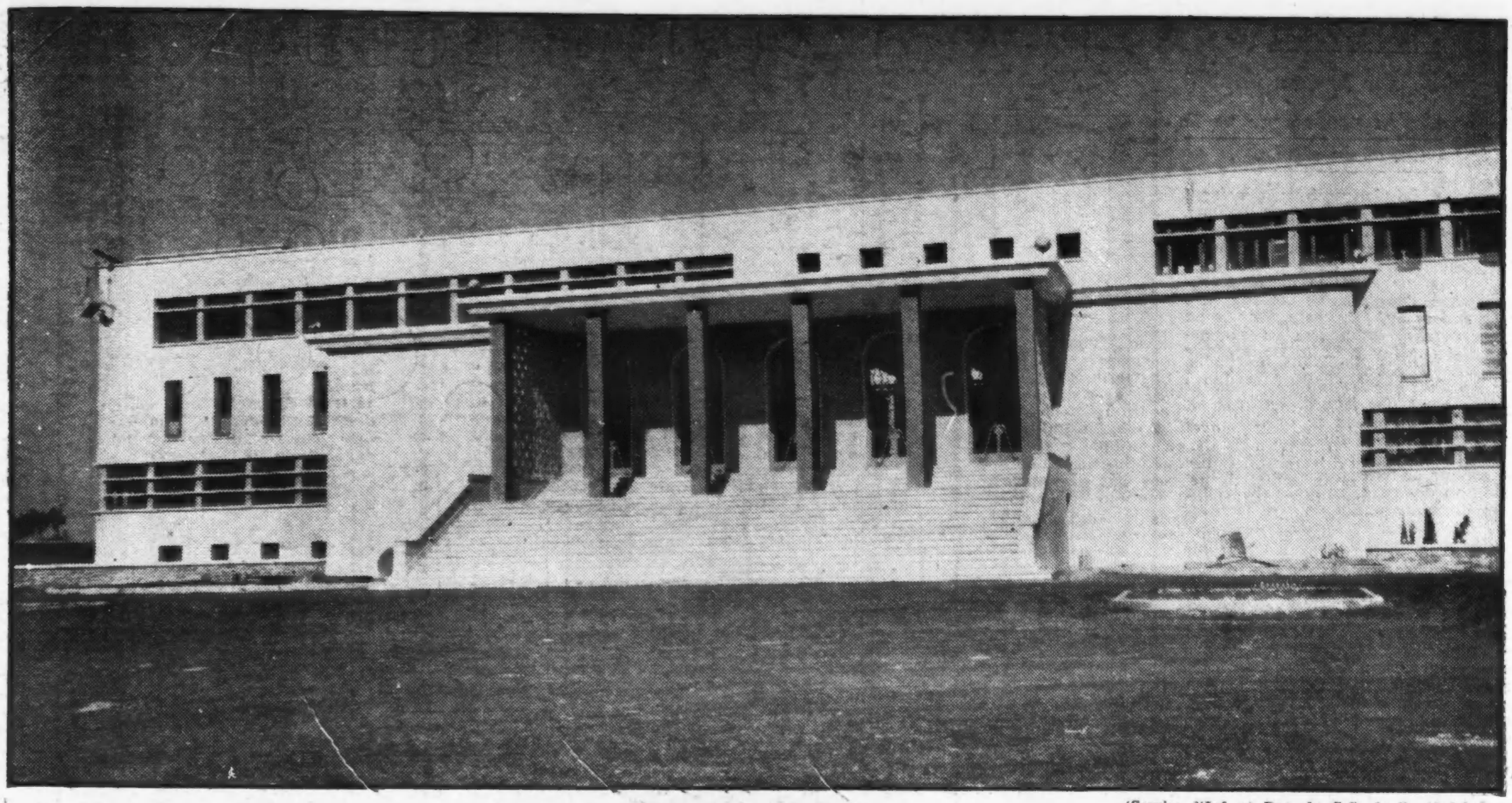
Au contraire, dans les civilisations industrielles, l'augmentation des richesses est rapide et, autant qu'on puisse en juger, illimitée, tandis que le nombre des hommes varie peu et souvent même pas assez. D'où une élévation constante et substantielle du niveau de vie.

Ici les richesses croissent et pas les hommes ; là ce sont les hommes qui augmentent et pas les richesses. Et l'on constate que le niveau de vie baisse encore plus vite dans les pays dits sous-développés qu'il n'augmente dans les zones évoluées.

L'accroissement brutal, anormal, de la population, la diminution parallèle des ressources, l'effondrement de l'économie, le contact avec la supériorité décourageante des mécaniques étrangères, ont pour résultat de faire chavirer les civilisations archaïques qui subissent cet assaut. Tout, maintenant, s'effondre ou va s'effondrer : les arts, les techniques et toutes les ingénieuses coutumes qui permettaient à un groupe humain de vivre à peu près en paix.

Le plus grand forfait du XVIIIe siècle me semble avoir été la traite des noirs et le colonialisme représente à mes yeux celui du XIXe siècle. Mais le crime de notre temps sera la « clochardisation » des trois quarts de l'espèce humaine qui est en cours sur toute la surface de la terre.

L'antiesclavagisme a été l'alibi du colonialisme (il l'est encore parfois) et je me demande si l'anticolonialisme n'est pas en train de devenir l'alibi de la « clochardisation ». Non pas que le colonialisme soit tout à fait mort — il est seulement moribond — ni qu'il n'ait pas aggravé la situation des pays où il a sévi, mais il n'est pas seul responsable de leur misère et à l'heure actuelle, par exemple, la situation alimentaire dans les régions d'Algérie où il n'y a jamais eu de colons apparait comme un peu plus alarmante pour les indigents que dans celles où les colons sont en nombre. Le « colon » est, par rapport au « colonisé », quelque chose comme l'insuline pour le diabétique, à la fois le signe de sa maladie et son palliatif temporaire. Supprimer l'insuline



LE LYCÉE DE BEN AKNOUN (*)
400 milliards par an pendant cinq ans

(Service d'Inf. et Doc. du G.G. de l' Algérie.)

avant d'avoir guéri le diabète, c'est tuer le malade ; dire que la santé consiste à prendre de l'insuline, ce serait se moquer du monde.

La plupart de nos journaux détaillent complaisamment à leurs lecteurs les perspectives d'avenir enchanteresses que la science nous permet maintenant d'envisager. Pour les lecteurs de ces journaux, en effet, elles n'ont rien de déraisonnable, car — comme le dit en d'autres termes l'Evangile — celui qui a un vélo recevra un jour son auto, celui qui possède une glacière peut espérer acquérir un réfrigérateur. Mais à celui qui n'a rien, on prendra même ce qu'il croit avoir.

Je n'ai jamais lu sans rage les belles histoires qu'on r a c o n t e sur la chlorella (une algue alimentaire dont le prix de revient sera infime), car je crois fermement que dans cinquante ans le plus pauvre des Français aura autant qu'il en voudra des denrées plus plaisantes et se moquera bien de la chlorella. Quant aux autres, les hommes sans école, les hommes sans terre, les hommes sans métier, ceux dont le nombre double tous les vingt ans (mais avec la chlorella il triplera), essayez d'imaginer leur sort et leur avenir, accroupis sur leur fumier entre la distribution — nécessairement gratuite — de chlorella et celle de D.D.T.

Avec ou sans chlorella (celle-ci n'est qu'un symbole), *aucun pays au monde ne peut désormais faire l'économie de l'école et du métier*, et c'est une erreur de croire que les grands périls des peuples dits « sous-développés » sont des périls exclusivement alimentaires ou exclusivement démographiques que des petits « trucs » faciles (méthode Ogino, éducation de base ou chlorella) vont permettre de surmonter. Ce qui, précisément, rend si ardus les problèmes qu'ils posent, c'est qu'ils demandent pour être résolus le passage d'un système dans un autre, *c'est-à-dire rien de moins qu'une mutation*. Celle-ci exige un idéal d'existence entièrement différent de celui que présente encore à l'individu la société où il vit. Elle exige également des options (c'est-à-dire des sacrifices), des efforts énergiques et suivis, de la discipline, en un mot : de l'espoir. Des gens doctes vous diront que pour de mystérieuses raisons, certaines catégories de populations sont incapables d'effort, d'ambition, de discipline. C'est très douteux. En revanche, il est évident qu'elles n'ont pas la plus petite chance actuellement d'atteindre l'idéal de vie qu'on leur propose et que dans leur cas, *la solution raisonnable* (celle que nous adopterions si nous étions à leur place), *c'est le morne abandon ou la révolte inconditionnelle*. Rien d'autre n'est possible dans le monde qui leur est fait.

Un journaliste, dans un reportage sur le Moyen-Orient, parle de la « haine pathologique » que les gens de cette région éprouvent pour tout ce qui est occidental.

N'est-ce pas légitime ? Comme l'or du diable, tout ce que nous leur donnons se transforme entre leurs mains en feuilles sèches. Cette haine impuissante et désespérée est l'unique refuge d'hommes qui n'ont même pas la possibilité de se révolter contre cette crasse gangréneuse que devient notre civilisation lorsqu'elle leur parvient.

On ne désire pas ce qu'on ignore et, dans les cavernes aurignaciennes, nos ancêtres sont morts sans avoir souffert de l'absence de radio ou de chauffage central. Mais l'Algérie est probablement le pays où coexistent le plus constamment les connaissances directes et personnelles d'un certain nombre de privilèges (instruction, droit politique, structure familiale évoluée, possibilité d'améliorer une situation) avec l'impossibilité pratique de les acquérir. De tous ces biens dont nous bénéficions avec indifférence, les Algériens sont frustrés, en connaissance de cause, avec une immense amertume.

Nos journaux se plaisent à comparer les niveaux de vie algériens avec ceux d'Egypte ou d'Arabie (1). Eh oui ! on est un peu moins pauvre à Alger ou à Constantine que sur les rives de la mer Rouge, mais, sur les rives de la mer Rouge, on ne sait pas ce que c'est que l'aisance, la liberté ou même le simple bien-être de manger tous les jours à sa faim, et surtout on ne sait pas que ce bien-être est une chose commune et ordinaire que des peuples entiers possèdent, sans avoir même conscience d'être des privilégiés.

D'autres peuples vivent, apparemment, sans réaction, entre la sous-alimentation chronique et la famine mortelle, mais ils n'ont jamais connu autre chose, ils n'ont jamais eu l'occasion d'espérer.

Pour que la barque algérienne surnage

Bien des signes permettent de penser que la distorsion sociale algérienne est, en un sens, moins grave que celle d'autres populations encore paisibles, autrement dit : à l'énorme écart économique qui sépare les deux groupes de population ne correspond pas un écart social de même ampleur. Pour s'en rendre compte, il n'est que d'observer avec quelle aisance des hommes (et même des groupes d'hommes) du secteur indigent passent dans le secteur prospère dès qu'une occasion favorable leur en donne la possibilité. Le malheur des Algériens n'est pas fatal, leur déchéance sociale et économique n'est pas inéluctable. Il n'est que plus désespérant de suivre les péripéties du drame actuel, où tout est mis en œuvre, de toutes parts, pour rendre sans remède ce malheur et cette déchéance.

Du côté français, on trouve, chez les uns, le désir de conserver certains privilèges et, chez d'autres, celui de se décharger d'une lourde hypothèque financière. Le premier vœu est un rêve suranné ; le second condamne sans rémission l'Algérie au pire destin. Mais si l'on ignore un peu trop, en France, les besoins et les aspirations des masses algériennes, la réciproque est vraie et les dirigeants nationalistes agissent comme s'ils ignoraient à la fois les exigences impérieuses de leurs propres troupes et les réactions de la masse française. Ils ne se rendent pas compte, en particulier, de l'ampleur des sacrifices que leur pays exige pour simplement subsister — et « simplement subsister » signifie, pour l'Algérie, différer une échéance funeste. Ils ne se rendent pas compte non plus que les travailleurs algériens ne sont que trop aisément remplaçables en France, alors qu'inversement ils n'ont à peu près aucune chance de trouver de l'embauche ailleurs. Et, surtout, ils considèrent comme un succès l'écœurement de la majorité des Français en présence du conflit actuel. Cet écœurement est cependant redoutable, car le même sentiment qui refuse d'envoyer des soldats sur le sol algérien refusera à ce sol les milliards et les techniciens dont il a besoin et interdira aux hommes d'Algérie l'accès de nos usines.

Or un fait qui, à mes yeux, domine le problème, c'est que l'Algérie est irrémédiablement perdue, à moins que, d'une façon ou d'une autre, elle ne parvienne à conserver le privilège exclusif dont elle a disposé déjà sur le marché du travail français (ce qui n'est pas compatible, du moins à l'échelon franco-algérien, avec une union nord-africaine et peut-être même pas avec l'Eurafrique) (2). A ce privilège, elle devra ajouter, dans le plus bref délai, un minimum de 300.000 emplois supplémentaires, ce qui (avec la scolarisation totale et une réforme agraire rationnelle) suppose plus de 2.000 milliards d'investissements, répartis sur quatre ou cinq ans (soit 400 milliards par an environ ; à peu de chose près, ce que nous coûte la guerre).

Une partie importante de cette somme énorme ne peut être fournie que par la France, car il s'agit des investissements à fonds perdus qu'exigent les écoles, l'infrastructure économique, des réformes agraires rationnelles. A la condition que ces investissements aient lieu, il n'est pas exclu que des capitaux privés, français ou étrangers, affluent alors. (...)

C'est précisément parce que je connais, aime et respecte le patrimoine moral et religieux de l'Algérie, et que j'ai mesuré l'avidité intelligente que sa jeunesse tourne vers l'avenir que je suis convaincue de l'apport réciproque qu'ils peuvent espérer de nous, et nous d'eux. Qu'ont-ils à gagner à s'entendre avec nous ? Rien de moins qu'un destin d'homme, le bonheur et la dignité de leurs enfants — au lieu de cet effrayant déclin qui les guette, et qui est d'abord économique, puis social, puis biologique. Et alors, probablement, sans remède.

Quant aux mirifiques gisements de ceci ou de cela, c'est la prime qui sera donnée, par-dessus le marché, à la communauté franco-algérienne si elle parvient à voir le jour. Dans le cas contraire, croyez-moi, ils ne vaudront pas cher, les gisements mirifiques... Et même les grandes compagnies internationales pourraient faire une mauvaise affaire en y risquant leurs mises...

Peut-être est-ce beaucoup nous demander, peut-être est-ce beaucoup demander à l'élite algérienne, mais si, ni d'un côté ni de l'autre, on ne peut ou ne veut rien concéder, alors hâtons-nous de faire ici une place à tous ceux que nous voulons sauver en Algérie, à quelque sang ou quelque religion qu'ils appartiennent, car la barque algérienne ne tient plus la mer.

(1) *Revenu moyen d'un Algérien, par an : 54.000 fr. ; d'un Italien du Sud : 50.000 fr. ; d'un Egyptien : 40.000 fr. ; d'un Hindou : 25.000 fr. ; d'un Arabe du Yemen : 14.000 fr.* (...)

(*) Département d'Alger.

(2) *En revanche, du strict point de vue dont il est question ici (et qui est tout simplement : manger), on peut admettre des séries de cercles concentriques avec, au premier degré, une union France-Algérie qui, au deuxième degré, peut entrer dans toutes les combinaisons qu'on voudra bien imaginer : Nord-Afrique, Eurafrique, Eurafroamérique. Le seul point essentiel, c'est que si, dans une des combinaisons en question, l'Algérie se trouve avec nous dans des rapports juridiquement identiques à ceux d'un autre pays surpeuplé et sous-développé, l'espoir d'acheminer l'Algérie vers le niveau industriel sera tué net.*

JEUNESSE

La grève sur le tas

● *Un professeur parle du mal du siècle.*

- *LES journalistes décrivent les jeunes générations, pour l'édification des moins jeunes, un peu comme ils décriraient les grands fauves de l'Afrique centrale ou bien encore l'abominable homme des neiges qui fréquente, à ce qu'on prétend, les pentes de l'Himalaya... Il y a là le signe d'une incompréhension radicale, la preuve que les adultes se sentent séparés des jeunes gens par un fossé qu'ils ne se croient plus capables de franchir...*

Ainsi s'exprimait M. J.-P. Reynaud, professeur de lettres, le jour de la distribution des prix, au lycée de jeunes filles de Monaco. Un de nos lecteurs qui, après avoir lu l'article de Roger Vadim sur le mal de la jeunesse, nous écrivait pour nous donner son sentiment à ce propos, nous a signalé ce discours de M. Reynaud

Voici un passage de ce discours :

« Les événements de ce siècle ont trop clairement montré la faillite des valeurs sur lesquelles les générations précédentes ont vécu ; démonstration par l'absurde, c'est le cas de le dire, mais cette absurdité, hélas ! n'est pas, comme en mathématiques, une hypothèse gratuite de l'esprit. C'est donc d'un désarroi précis que procède le trouble où nous voyons se débattre la jeunesse contemporaine : désarroi de celui qui croit découvrir qu'il n'a plus autour de lui pour se conduire ni tradition morale ni claire vision du monde, de celui qui se sent abandonné à lui-même et pour ainsi dire orphelin, sans racines, sans ancêtres, sans guides, libre sans doute mais comme peut l'être un navire qui s'en va à la dérive. Tout ce qu'on croyait solide s'est brisé, toutes les routes, couvertes de décombres, sont devenues méconnaissables. Au milieu d'un tel chaos, n'est-ce pas d'abord une réaction saine que de vouloir rompre à jamais avec un passé dont les ruines sont encore visibles à tous les yeux ?

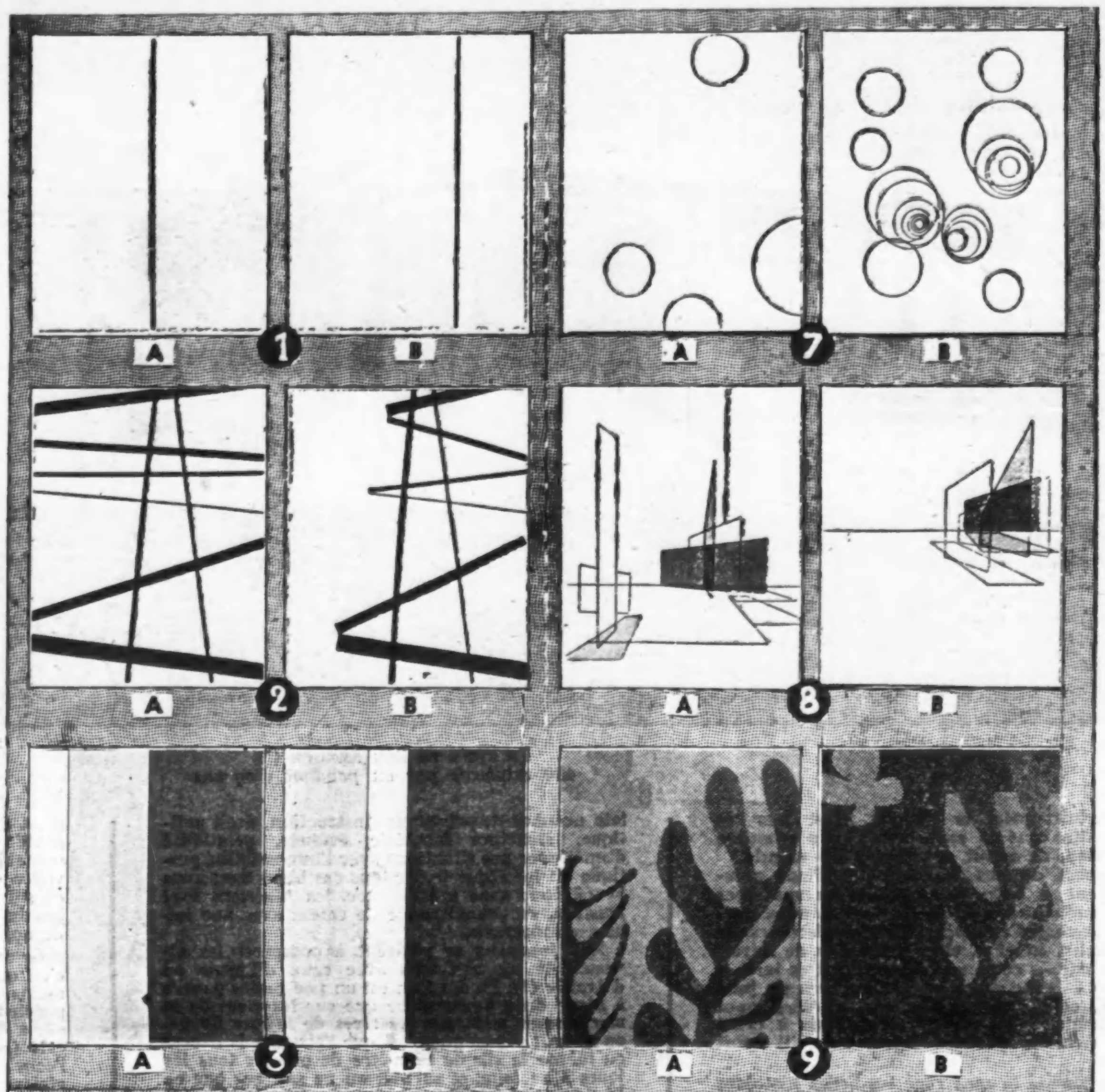
Un monde à la Sagan

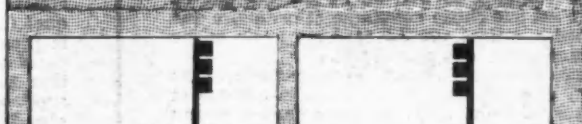
« Voilà pourtant la source de la plupart des extravagances que déplorent les adultes. Ne me faites pas dire que je les approuve. Mais peut-être est-il plus utile ici d'expliquer et de chercher à comprendre que de porter des jugements moraux. Extravaguer, en somme, et si l'on se réfère à l'étymologie du mot, c'est vouloir se mettre à l'écart des routes où tout le monde s'est tenu, c'est aussi rechercher des chemins nouveaux. Loin de vouloir dénoncer comme frivole la conduite de nos jeunes gens, je ne puis m'empêcher d'y déceler comme un dessein profond dont la plupart sans doute n'ont pas même conscience : j'y vois le désir de se séparer du monde des adultes, fatalement lié dans leur esprit au souvenir des catastrophes, le refus de participer à la fête sanglante, la volonté de se dégager au lieu de s'engager, en un mot l'exigence d'une pureté privée du contenu qui aime mieux se couper les mains que se les salir, mais qui, faute d'autre chose, tâche en attendant de se suffire à elle-même.

« Porter des tenues qu'on appelle je ne sais trop pourquoi existentialistes, rester prostré aux terrasses des cafés jusqu'à ce qu'abrutissement s'ensuive, se mouvoir dans un univers mythique de surprise-parties arrosées de Scotch, bref, essayer de réaliser au mieux le monde romanesque de Françoise Sagan, cela ne s'appelle pas vivre, déclarent les esprits chagrins.

« Pour une fois, les esprits chagrins ont vu parfaitement juste : vivre comme dans les romans de Françoise Sagan, c'est très exactement cesser de vivre. Il est grand temps de comprendre que depuis des années la jeunesse a cessé de vivre, parce qu'elle ne voit plus très nettement quel sens cela peut bien avoir ; elle a suspendu l'existence un peu comme les bons vieux philosophes sceptiques déclaraient qu'ils suspendaient leur jugement. Tout s'explique (et en même temps le succès d'un anarchisme facile à la manière des chansons de Brassens, l'ironie perpétuelle, la brutalité feinte, la paralysie sentimentale qui procèdent de la peur d'être dupe, c'est-à-dire du refus de vivre), oui, tout s'explique si nous songeons tout simplement que la grève sur le tas est la forme la plus aiguë, la manifestation la plus éclatante de la révolte. »

AVEZ-VOUS DU GOUT ?





1 Le décor de notre vie quotidienne évolue avec une rapidité que certains trouvent déconcertante : les architectes nous proposent des immeubles aux façades de verre, les décorateurs donnent le « style italien » aux cafés, les ébénistes étudient des meubles fonctionnels.

Ce nouveau style, qui est celui du monde de demain, êtes-vous prêts à l'accepter, vous séduit-il, ou, au contraire, parce qu'il vous heurte, le rejetez-vous en bloc sans pouvoir faire la discrimination entre le beau et le laid, entre le permanent et les modes ?

Le jeu que nous vous proposons cette semaine vous permettra de découvrir si vous avez le « goût fondamental ». Il a été mis au point par un groupe de spécialistes de l'esthétique industrielle dont le métier est justement de dessiner le monde de demain.

Il y a ici neuf groupes de deux dessins (A et B). Dans chaque groupe, choisissez l'image qui vous plaît le plus.

En page 17, vous trouverez le choix des spécialistes de l'esthétique.

Si huit ou neuf de vos choix sont semblables à ceux des spécialistes de l'esthétique, non seulement vous êtes tourné vers l'avenir, mais vous avez le sens de l'équilibre des masses.

A moins de cinq, vous pouvez être un collectionneur avisé. Vous ne créerez jamais du neuf et vous souffrirez peut-être dans le monde de demain.

50.000 frs à gagner pour des pastiches

2 Vous avez peut-être déjà joué avec nous au jeu des pastiches. Il vous avait amusés. Recommençons, voulez-vous ?

Nous vous proposons, cette fois, de nous décrire, à la manière de votre écrivain favori, un aspect de vos vacances : celles que vous prenez, que vous prendrez... ou que vous voudriez prendre... Presque tous les écrivains ont eu des faiblesses pour ce genre de récit : vacances, voyages. Proust s'est arrêté à Cabourg, mais Gide est allé jusqu'au Congo, Giono a raconté l'Italie, Malraux la Chine... Et Françoise Sagan la Côte d'Azur.

Deux pages dactylographiées à double interligne doivent suffire pour donner la preuve de votre talent de pasticheur.

Les cinq meilleurs textes, qui doivent parvenir au Service Jeu de *L'Express*, 91, avenue des Champs-Elysées, Paris, avant le 14 août, vaudront à leur auteur une récompense de 10.000 fr.

MODE

● *La haute couture est en danger. L'Etat la sauvera-t-il ?*

De pénibles contradictions

CHANEL a donné sa démission de la Chambre syndicale de la couture parce qu'elle refuse de se plier à la règle que ses membres s'imposent : interdire la reproduction des modèles avant un délai d'un mois.

Egalement dissidents, Givenchy et Balenciaga qui considèrent qu'ils défendent mieux leurs intérêts personnels en reprenant la liberté des francs-tireurs.

Les intérêts de la haute couture sont, indiscutablement, en péril : cette industrie nationale se débat dans de difficiles contradictions.

Ses prix de revient, qui vont subir une nouvelle hausse puisqu'il s'agit d'une industrie de luxe, sont tels qu'après avoir éloigné la clientèle particulière ils refroidissent maintenant les étrangers.

Mais, en même temps, les marges bénéficiaires sont trop réduites pour qu'elle rémunère convenablement son personnel.

Le rôle de la Chambre syndicale de la Couture parisienne, fondée en 1868 par un certain M. Despaigne, couturier, présidée aujourd'hui par Raymond Barbas (Patou) et groupant plus de 700 adhérents, est donc multiple : apprentissage, problèmes sociaux, questions économiques, rapports avec la presse, exportations, propriété artistique.

Que certains de ses membres s'en détachent ne signifie pas qu'elle remplit mal son office, mais peut-être qu'il n'y a plus d'avenir collectif pour la haute couture parisienne.

Moins de midinettes

Un des grands sujets d'inquiétude est la très nette régression de l'apprentissage. Etre « midinette » n'a plus rien de romanesque de nos jours. Avant la signature, le 22 juillet dernier, de l'accord entre les organisations ouvrières et patronales, une ouvrière qualifiée ayant six ans de métier au moins gagnait 180 francs l'heure. Elle touche maintenant 210 francs l'heure et elle est presque toujours réduite au chômage deux mois par an, pendant la morte saison.

La Chambre syndicale et les syndicats ouvriers viennent d'obtenir — après *cinq ans* de discussions — et plus de quatre-vingts réunions — des améliorations appréciables :

● Les heures d'examen du C.A.P. seront à la charge de l'employeur.

● Les apprenties ne seront plus employées comme « garçons de courses », ce qui arrivait souvent.

● Les ouvrières auront enfin droit aux congés exceptionnels pour événements de famille, ce qui leur avait toujours été refusé. Selon les termes de la formule officielle, il sera accordé « pour mariage du salarié : 3 jours ; pour décès du conjoint ou d'un enfant : 2 jours ».

● Une « prime de collection » de 5.000 francs sera versée à toutes leurs ouvrières premières mains qualifiées par les maisons présentant « au moins 25 modèles sur mannequins vivants », et cela deux fois par an.

● Enfin des augmentations de salaires seront consenties.

Des comptes à faire

Mais certaines maisons de couture ont déjà averti les organisations syndicales qu'elles seraient pratiquement dans l'impossibilité d'honorer ces augmentations qui équivalent pour elles à des dépenses supplémentaires de 9 à 10 millions pour une année.

Les exportations de la haute couture rapportent à la France près de quatre milliards en devises par an. Mais la concurrence des pays voisins (Espagne, Italie), s'ajoutant à la hausse des prix et à la pénurie de main-d'œuvre spécialisée, risque de les enrayer sérieusement.

Les efforts de propagande collective de la couture parisienne mis en pratique depuis une dizaine d'années

(Paris-Match.)

COCO CHANEL AU TRAVAIL
Les francs-tireurs se multiplient

— présentations de collections en Angleterre, Australie, Afrique du Sud, Amérique, expositions du « Théâtre de la Mode » au Louvre en 1945 et à la Princess Gallery de Londres — ne suffiront bientôt plus à éviter la diminution de ces exportations.

Un service de la Chambre syndicale supervise les accords commerciaux, un autre a pour mission de poursuivre à travers le monde entier les contre-facteurs.

Mais est-ce suffisant ? La structure même de la haute couture ne deviendrait-elle pas incompatible avec l'époque ?

A l'Etat de faire ses comptes et de savoir s'il faut, dans l'intérêt général, procéder au sauvetage collectif de la haute couture par des subventions et des détaxations, ou laisser se poursuivre les naufrages individuels avec tout ce que cela comporte de dangers dans un métier où le meilleur créateur n'est pas forcément le mieux armé pour la compétition industrielle.

FABRIQUE
DE
BIJOUTERIE FANTAISIE
BRACELETS MÉTALLIQUES
POUR MONTRES
*
J. CHATENOUD ET Cie
ANNECY (France)
Téléphone 23-70 (2 lignes)
PARIS : 109, rue de Turenne
Téléphone : TURbigo 92-76
*
Bracelets J. C. C.
Bracelets de qualité

VACANCES

● *Cent huit trains supplémentaires sont partis jeudi. Pour réaliser ce tour de force des mois de travail ont été nécessaires.*

Un casse-tête et sa solution

A 20 h. 15, le Paris-Côte d'Azur supplémentaire s'ébranla. Pour les voyageurs qui s'installaient dans leurs compartiments, s'allongeaient sur leurs couchettes, ou qui, jouant des coudes le long des couloirs, se dirigeaient vers le wagon-restaurant, ce départ n'avait rien de plus étonnant qu'un habituel départ en vacances.

Pour le mécanicien et son aide qui allaient conduire le convoi jusqu'à Lyon, ce voyage faisait presque partie de la routine.

Un détail, pourtant, demeurait présent à l'esprit des deux hommes : devant eux, à cinq minutes, le « normal » fonçait vers Lyon ; derrière eux, à sept minutes, le « ter » allait les suivre.

Cette nuit du 1er au 2 août 1957 serait peut-être la plus chargée de l'année : sur certains tronçons de ligne, l'encombrement serait tel que les 195 trains normaux et les 108 trains supplémentaires lancés dans la journée se suivraient presque comme les voitures sur l'autoroute un lundi de Pâques (deux ou trois minutes d'intervalle seulement entre certains convois).

La minute de vérité

Cette seconde précise, celle où le train le plus « couru » de l'année part pour le plus grand voyage, un jour de très grande pointe, c'est pour les cheminots l'instant de la vérité, la seconde où ils donnent la preuve qu'ils sont parvenus une fois de plus à réaliser l'irréalisable, à trouver une solution à un problème insoluble.

Il y a de longues semaines, il est vrai, qu'ils se préparent à l'épreuve. Plus de dix services ont peiné pour insérer, dans le programme normal, les trains supplémentaires, les trains de bagages et les trains vides qu'il faut faire revenir plus vite à leur point de départ pour que leur utilisation soit meilleure.

C'est au lendemain de la Pentecôte que l'on met la dernière main aux plans qui permettront aux voyageurs, en juillet et août, de trouver une place dans le train de leur choix.

Dans les « services du mouvement » de chaque région et à la « Direction du mouvement », les spécialistes sortent de leurs chemises les dossiers où sont rangés les plans des années précédentes et les critiques qu'ont pu formuler les chefs de gare.

Ces notes servent à bâtir un programme. Il faut encore tenir compte de la tendance générale de l'année (en 1957, par exemple, il y a 4 % de voyageurs de plus qu'en 1956) et, surtout, prendre en considération les indications des services de location qui permettent de prévoir quelle sera « la demande ».

Lorsqu'elle aura fixé le nombre de convois supplémentaires qu'elle compte lancer sur les rails, la « Direction du mouvement » s'adresse aux « divisions du mouvement » (il y en a cinq, chacune correspondant à une région ferroviaire).

A la règle graduée

Pour la région ferroviaire dont la matrice est la gare de Lyon, « jour de pointe » veut dire : départ de 55.000 personnes dans 81 trains (les trains de banlieue ne sont pas compris dans ce chiffre), dont 57 entre 18 et 24 heures.

A la « division du mouvement », on calcule le nombre de voitures et de locomotives qui seront nécessaires. Pendant ce temps, on prépare au stylo-bille et à la règle graduée le programme de la mise en marche des trains supplémentaires. Tout ce travail est alors envoyé au centre d'études des gares de départ. A la gare de Lyon, c'est un CS 2. (Les cheminots répondent ainsi à des initiales aussi variées et laconiques que celles d'un fichier de contre-espionnage). Ce CS 2 est un capitaine de navigations abstraites. Il n'avance qu'avec des règles millimétrées et des équerres transparentes sur la carte sacro-sainte où sont tracés les cheminements des trains. La vie de centaines de voyageurs dépend du graphique d'occupation des voies qu'il établit.

Avec ce graphique prend fin la phase purement intellectuelle de la préparation du grand départ. Le programme de base est diffusé dans les gares, il va falloir maintenant partir à la recherche des locomotives et des voitures qui composeront les trains. A la « direction du mouvement », chaque voiture possède une fiche qui permet de la suivre heure par heure. Par téléphone ou par télégramme, les informations arrivent sur les quelque huit mille voitures dont dispose la S.N.C.F.

Les réserves sont vidées

Les réserves sont vidées, dans les ateliers de réparation on met les bouchées doubles pour garder immobilisé le moins de matériel possible.

Plus d'une semaine avant les jours de pointe, la liste des trains supplémentaires est communiquée à ceux qui auront la charge de les composer matériellement.

L'heure H arrive enfin.

Pour la région Sud-Est, le jour du départ de trains supplémentaires, le téléphone grésille dans les bureaux du poste R de Conflans, à l'entrée des voies de fosse.

La gare de Lyon confirme ses instructions au chef de poste qui les ventile aussitôt aux différents services. Les leviers du poste d'aiguillage se baissent et se lèvent.

Un convoi vide, remorqué par une locomotive du dépôt, s'engage sur une voie de fosse pour y passer la visite. Dans la fosse, une équipe de spécialistes l'attend. Ces hommes vissent, dévissent, revissent, huilent, frappent avec des marteaux de fer pour apprécier la résonance des roues. Tous les dessous du train sont minutieusement examinés. Au moment où les résultats de la visite sont consignés à la craie sur un tableau de contrôle, l'équipe des nettoyeurs s'est déjà emparée du convoi. Derrière l'homme ou la femme de ménage, passe le préposé aux couchettes suivi par un contrôleur qui accrochera sur les porte-bagages quelques centaines de tickets garde-place (dans les gares de Paris, on en accroche parfois 50.000 dans une seule journée).

Il ne reste plus qu'à visser les panneaux indicateurs de direction sur chaque flanc des wagons. Et le train peut partir vers la gare de Lyon avec la nonchalance d'un athlète qui s'apprête à courir le 100 mètres.

A la gare, les messageries-départ s'occupent de ceux qui ne partent pas mais qui se font représenter par un colis. La courbe d'abondance des colis suit de très près celle des voyageurs. Le service des bagages connaît aussi

→

Solution du jeu « Avez-vous du goût ? »

VOICI les préférences des techniciens de l'esthétique qui ont mis ce jeu au point : 1B - 2A - 3B - 4A - 5A - 6A - 7B - 8A - 9A.

la fièvre (des trains spéciaux de bagages sont composés les jours d'affluence). Il faut encore faire le plein d'eau... éplucher les pommes de terre au wagon-restaurant... indiquer sur le panneau d'affichage la voie où le train prendra place...

Poste de commandement

Pour la foule qui envahit le hall de la gare, le train s'atteint, comme la sainteté, par paliers successifs : le guichet d'abord, l'accès aux quais ensuite, et la rituelle question au personnage qui a une sacoche en cuir sur le ventre : « Où est donc mon wagon ? »

Au poste de commandement, le chef de gare suit toutes les variations du trafic en partance. Le régulateur commande, les yeux fixés sur la carte placée devant lui et le tableau lumineux à sa droite, la manœuvre qui doit harmoniser le passage des trains de banlieue et de grandes lignes. Le surveillant du circuit de Bourgogne et l'agent qui établit la liaison avec la section Bourbonnais sont déjà à leur place.

Entre le poste de commandement et les différents trains qui partent par instants à quatre minutes d'intervalle, il y a encore un service : le poste 1. Il groupe cinq bureaux, outre celui du responsable. Deux sont réservés aux communications téléphoniques — celles qui viennent du haut et celles qui viennent du bas. Dans un troisième, le speaker dont les interventions s'achèvent par l'habituel « En voiture, s'il vous plaît ». Le quatrième est plus qu'un bureau : trois aiguilleurs face à un clavier de plusieurs mètres, ici, tirent sur leurs leviers.

Le train supplémentaire part.

Il est parti.

Pendant ce temps, dans le cinquième bureau, un technicien libère et occupe les voies de départ, à coups de graphiques sur sa carte.

Pendant ce temps, aussi, à la gare de Lyon-Perrache, une équipe de mécaniciens s'apprête déjà à prendre en charge la motrice du Paris-Côte d'Azur supplémentaire et à la reconduire vers Paris sans qu'une minute soit perdue.

Dans le train, les voyageurs consultent les prévisions météorologiques et mâchonnent un dernier sandwich...

SPORTS

Les raisons d'un progrès

● *Trois records mondiaux viennent d'être battus. Où s'arrêteront les athlètes ?*

TROIS records du monde d'athlétisme viennent d'être améliorés : celui du saut en hauteur par le Soviétique Stepanov, celui du 1 500 mètres par le Tchécoslovaque Jungwirth et celui du mile par l'Anglais Ibbotson. Pourtant, l'année 1957, venant après celle des Jeux Olympiques, aurait pu marquer un temps mort dans la progression des records. En fait, *cette* progression est constante. L'homme qui court, qui saute et qui lance — c'est-à-dire qui effectue des gestes naturels — améliore sans cesse ses performances.

Quelques performances montrent l'évolution des principaux records mondiaux d'athlétisme en dix années, de 1947 à aujourd'hui : 100 *mètres*, 10"2 (Owens, U.S.A.) en 1947, 10"1 (Williams et Murchison, U.S.A.) en 1957 ; 10 000 *mètres*, 29'35"4 (Heino, Finlande) en 1947, 28'30"4 (Kuts, U.R.S.S.) cette année ; *saut en hauteur*, 2,12 m (Davis, U.S.A.) il y a dix ans, 2,16 m (Stepanov, U.R.S.S.) aujourd'hui.

Tous les records ont progressé, sauf un seul, celui du saut en longueur, que détient le noir américain Jesse Owens depuis 1936. Cette exception confirme d'ailleurs la règle, puisque le saut en longueur est une spécialité un peu délaissée qu'Owens, recordman du monde de sprint, pratiqua comme complément. Il est probable que si les grands sprinters modernes, Sime ou Morrow, s'entraînaient au saut en longueur, ils amélioreraient le vieux record d'Owens.

Mais tous les autres records ont bougé : du sprint, du demi-fond (près de 5" au 1 500 mètres), du fond (Kuts met plus d'une minute de moins qu'Heino à courir le 10 000 mètres !), des haies et de tous les concours. Le saut en hauteur, qui paraissait être une spécialité américaine, appartient maintenant à un Russe, Stepanov, avec un bond extraordinaire de 2,16 m.

Comment s'expliquer une pareille progression ? Quand l'homme pourra-t-il donc dire qu'il a atteint ses véritables limites ?

1 *La sélection des athlètes est de plus en plus importante.* Avant la guerre, le 5 000 et le 10 000 mètres, par exemple, étaient des spécialités scandinaves, particulièrement finlandaises. A la suite du Tchèque Zatopek, les Anglais (Pirie, Ibbotson), les Hongrois (Kovacs), les Russes (Kuts), les Polonais, les Australiens, les Français (Mimoun) ont rivalisé sur ces distances.

2 *Les méthodes d'entraînement sont de plus en plus poussées.* Les Suédois et Zatopek ont été les précurseurs d'un entraînement intense. Un athlète comme Kuts parcourt chaque jour plus de 20 kilomètres, en faisant alterner les « rushes » courts et longs. L'organisme est ainsi préparé graduellement au seul effort véritable qui est celui de la compétition.

3 *Chaque fois qu'un nouveau record est battu, l'optique des athlètes se modifie.* Ce qui paraissait impossible devient possible. Cet élément psychologique est beaucoup plus important qu'on ne pense.

4 Enfin, *la technique et le matériel s'améliorent.* C'est ainsi que le recordman du saut en hauteur, Stepanov, a progressé d'une manière stupéfiante en modernisant son style. Les progrès en javelot sont dus en partie à l'invention d'un engin mieux équilibré (javelot Held).

C'est pourquoi on peut répondre à la question sur les limites humaines : *Non, l'homme ne se connaîtra sans doute jamais ses limites.*

(Intercontinentale.)

Milko Skofic et sa mère (1)
Un rôle en or

(1) Gina Lollobrigida.

JE, TU, IL...

● Jean Coupé, parachutiste d'essai, a battu le record du monde du saut en chute libre sans inhalateur. Il a sauté d'une hauteur de 7.500 mètres et n'a ouvert son parachute qu'à 450 mètres du sol (précédent record : Léo Valentin, 6.300 mètres) et est tombé en chute libre pendant 143 secondes. Jean Coupé a dit : « *Maintenant je vais m'entraîner pour battre le record* (9.000 *mètres*) *du saut avec inhalateur.* »

● Paule Voland, vingt ans, première danseuse de l'Opéra d'Alger, a annoncé ses fiançailles avec Jacques Anquetil, vingt-trois ans, cycliste, rencontré en novembre alors qu'il était en Algérie avec le bataillon de Joinville. Interrogé, Anquetil a dit : « Je connais très bien Mlle Voland, mais je ne pense pas du tout à me marier. »

● Milko Skofic est né au Dr Milko Skofic et à son épouse Gina Lollobrigida, comédienne. Il pèse 6 livres et mesure 49 centimètres, a les yeux bleus et des cheveux noirs. Trois télégrammes toutes les cinq minutes ont, pendant quarante-huit heures, transmis, du monde entier, les félicitations à l'heureuse mère qui a déclaré qu'elle a l'intention d'allaiter son fils. Le même jour deux Lollobrigida sont nés à Rome : homonymie.

● Joseph Wedler, vingt-trois ans, qui s'était déclaré coupable du meurtre, en 1954 à New York, de Marilyn Sheppard et dont les aveux n'avaient pas été pris en considération, vient de renouveler sa confession. Les avocats du Dr Sheppard, condamné à la réclusion à vie pour ce crime, espèrent, à nouveau, pouvoir faire réviser le procès. Ils affirment qu'un mystérieux témoin peut corroborer les dires de Wedler.

Lancelot en vacances

IMPORTÉ D'ANGLETERRE

PERDU dans les brumes du Nord, cerné par les pêcheurs de Boulogne et les bourgeois de Calais, Le Touquet s'est voué aux industriels de Roubaix, aux filateurs de Lille, aux familles nombreuses de Tourcoing et surtout aux Anglais de Londres.

Un avion Bristol fait le trafic, déversant ou remportant toutes les vingt minutes sa cargaison de « misses » laiteuses, de « majors » moustachus, d'Hillmans « conduite à droite », et de parapluies géants.

Le spectacle permanent de ces débarquements pour Paris-Plage (Le Touquet s'appelle aussi Paris-Plage, surnom plus « sexy » à l'intention des Anglais) accompagné d'une tasse de thé dans le salon vitré de l'aéroport est encore une des plus amusantes distractions de cette station balnéaire, où il n'est guère question de se baigner.

Non que la plage ne soit belle, ou la piscine chauffée, mais le vent par rafales et la dignité du lieu empêchent d'y penser. Ici, l'on s'habille de cachemire, de flanelle ou de tweed, et les maillots de bain fabriqués dans ces matières n'existent pas encore. En revanche, le port de la casquette écossaise et de la canne de golf s'inscrit dans le paysage au même titre que les gazons d'un vert agressif entretenus chaque jour par la pluie providentielle.

Car personne au Touquet ne se plaint de la pluie : elle est entrée dans les mœurs, il n'y a pas à discuter.

TOURISTES sportifs, chevauchant dans les dunes, chassant le canard dans les marais, s'ébattant sur les courts de tennis, arpentant le golf, mais aussi touristes assoiffés après tant d'exercices.

Le Pimm's number one, importé tout fait d'Angleterre en même temps que ses consommateurs, coule à flots chez Algy.

Algy, célèbre clown de Londres, s'était aussi importé lui-même, pour ouvrir ce bar accueillant. Maintenant, sa veuve poursuit la mission en recevant les compatriotes égarés en cette terre étrangère, « across the Channel », et en cultivant la fleur de bourrache introuvable en France, et indispensable à la décoration d'un Pimm's digne de ce nom.

Sur les murs, des photos de Townsend, de Churchill, d'Eden prises au Touquet contribuent à l'acclimatation des Anglais. Il y a même des filets au-dessus des tables. Où pourraient-ils sans cela ranger leurs chapeaux melons ?

Chez Flavio, l'ambiance est plus méridionale. Le patron serait même un peu familier. Sept jeunes lords aux cheveux bien plaqués de chaque côté de leurs raies bien droites, boivent leur whisky en frétillant d'émotion dans leur smoking : « Ça, c'est la France ! ! »

LE casino aussi c'est la France. Ils feront tout à l'heure une petite visite méthodique, soldée en livres sterling, ils admirent en passant la villa « Banco » achetée une nuit par un heureux joueur, qui la vendit au matin, malheureux.

Ces « motels » à l'américaine où l'on couche avec sa voiture, et juste à côté, ces enfants misérables logés dans les cavernes du Mur de l'Atlantique pas encore détruit, c'est aussi la France...

LANCELOT.

ETABLISSEMENTS
HIRIGOYEN
St-VINCENT-de-TYROSSE
☆
CHAUSSURES
DE QUALITÉ
Mixte - Good-year
Californian

La dernière représentation de Malaparte

par Claude ARTHAUD

Claude Arthaud avait été invitée pour un long voyage en Chine. Elle y est restée trois mois et a ramené d'innombrables photos dont elle est en train de faire un livre. A Pékin, la veille de son départ pour la Mongolie, elle a appris par hasard que Malaparte se trouvait également dans la capitale chinoise. C'est cette rencontre qu'elle raconte. Le lendemain, après que ce grand comédien de la littérature eut joué devant cette jeune femme, ce qui devait être sa dernière représentation, il entrait, mourant, à l'hôpital.

MALAPARTE ? Chambre 403, au fond du couloir. 403 ! je m'étonnais de lire quelque chose d'immédiatement compréhensible en Chine.

Je frappai. Une voix répondit en quatre langues : « Entrez ! » L'homme nous tournait le dos, la tête appuyée sur la bavette de dentelle d'un dossier de velours rouge. Il venait juste de se rasseoir, puisque nous l'avions vu, du bout du couloir, entrouvrir la porte, alors que nous arrivions après lui avoir été annoncés.

— **Qui est-ce ?** dit-il.

A cet accueil si bien préparé, je faillis répondre : « Moi » ! Mais quoi, l'homme était célèbre, il était habitué à de la déférence, je lui en donnai. Il se leva, vint lentement vers nous, eut un bref regard sur sa chambre :

— **C'est ce qu'ils avaient de mieux, excusez-moi.**

Il revint à sa machine, tapa deux mots, deux bruits secs, deux points d'une phrase. Il était soigné, très soigné, sa chemise coupée chez un bon chemisier de Rome, son pantalon à Londres peut-être ; il polissait ses ongles, cela se voyait, il portait des chaussettes blanches, il sentait fortement la lavande. Pour un homme non prévenu, Malaparte était un vieux beau ; pour une femme, c'était un homme qui n'était pas vraiment ce qu'on appelle « un homme à femmes », cabotin sans aucun doute, mais trop intelligent pour ne pas le savoir et en jouer à bon escient, pour le plaisir de mystifier un peu son entourage. La machine à écrire claqua encore une fois, le chariot buta.

— **La Chine m'a très bien reçu,** dit-il, comme un fait d'évidence.

Pouvait-on recevoir Malaparte autrement qu'avec des délégations de petits Chinois chargés de dahlias et de roses ? Et si tous les invités de la Chine étaient reçus ainsi, cela n'avait pas d'importance. On comprenait tout de suite, avec cet homme, que le soleil ne brillait que pour lui.

— *Et qu'est-ce qui vous a le plus frappé ?*

— **Les prisons.**

Le ton était définitif, puis légèrement surpris :

— **Vous n'avez pas été frappés par les prisons ? On voit que vous n'avez jamais été en prison en Europe. Ici, il y a des fleurs à toutes les fenêtres ! Vous n'avez jamais été en cellule, vous ! Vous ne savez pas ce qu'on donnerait pour voir un rosier grimper aux barreaux ! Moi, j'ai été en cellule, à l'Aura Cœli, et la cellule, c'est affreux !**

Il inclina la tête sur son gilet de daim jaune. Une énorme larme, puis une seconde plus petite glissèrent lentement sur sa joue ; c'était un homme effondré qui se souvenait et qui pleurait silencieusement d'un seul œil.

Malaparte sortit un mouchoir de sa poche. Une odeur de lavande et d'ambre se répandit dans la pièce ; quelques secondes plus tard, c'était intenable.

— **Ce mouchoir n'est-il pas ravissant ? Il est d'une petite batiste si fine ! Je l'ai découvert parmi des milliers au marché. Personne ne l'avait remarqué, il a fallu que je passe !**

On me dira : oui, Malaparte

Malaparte essuya sa larme, rentra son mouchoir dans sa poche.

— **Oui, la prison c'est affreux, les pas des gardiens dans les couloirs la nuit, les fusillades dans la cour au petit matin, je ne pouvais plus manger, je ne dormais pas, je n'étais plus un homme. Alors, un matin, j'ai appelé mon gardien, je lui ai demandé du papier, de quoi écrire, je me suis assis et j'ai écrit...**

Il y eut un grand silence.

— **J'ai écrit « Duce ». Je voulais demander ma grâce à Mussolini. Le gardien regarda par-dessus mon épaule : « Ce n'est pas la peine, Malaparte, « Il » ne les lit jamais, son secrétaire les enferme dans un coffre, tu perds ton temps. » J'étais désespéré. J'ai déchiré la feuille. Mais le gardien me dit. « Malaparte, je dois déposer au greffe toutes les feuilles qui entrent dans les cellules. »**

« Alors, que faire ? » dis-je.

« Eh bien ! enlève le petit morceau où tu as écrit « Duce », mange-le. »

« Et je mangeai le petit papier. »

Malaparte réunit les doigts de sa main droite, plia son poignet en direction de sa bouche. Il dévorait par souvenir le petit carré de papier sur lequel était écrit « Duce » et sa bouche s'écroulait.

— **Le morceau ne passait pas, j'avais honte. Mais, plus tard, quand j'ai vu Nenni, il m'a dit : « Malaparte, nous avons tous fait cela ! »**

Un grand Italien entra en criant :

— *Malaparte !*

Celui-ci pianota avec impatience, visiblement exaspéré d'être interrompu.

— *Bon,* dit le grand Italien, *je reviendrai. Aujourd'hui, ça se voit, tu parles de toi ! Je reviens demain ! Tchao...*

Il repartit aussi vite qu'il était entré.

— **Un fou, dit Malaparte. Un fou qui veut vendre ma statue bon marché en plâtre dans toute la Chine, avec celles de Kroutchev et de Staline ! Allons, venez déjeuner...**

— *Mais...*

— **Venez déjeuner ! Je suis seul.**

Voulait-il dire : je suis seul en Chine depuis deux semaines, j'ai besoin d'une audience, j'en ai une, je ne la lâche plus ?

La salle à manger du Shi-Sho Hôtel était glaciale. Des colonnes gigantesques soutenaient un plafond laqué d'or, des lanternes de bois noir étaient chargées de glands rouges et de verres dépolis où folâtraient des absaras de Tun Huang empêtrés dans leurs voiles.

— **J'ai réuni des histoires sur Staline, vous savez, c'était un homme terrible, il se levait tard dans la journée, il travaillait toute la nuit jusqu'à 2 heures du matin. Quand il avait besoin de se détendre, le Père du peuple décrochait son téléphone, appelait un des membres du Præsidium et lui disait : « Camarade, je viens de recevoir un rapport de police sur toi, il paraît que tu me trahis. » L'autre bredouillait quelque**

(Tempo.)

CURZIO MALAPARTE EN 1915, A L'AGE DE 16 ANS, DANS L'UNIFORME DE LA LÉGION GARIBALDI.

Staline et le moine

chose au bout du fil, Staline répondait : « Viens immédiatement à mon bureau ou je t'envoie chercher. » Quand le malheureux arrivait en tremblant, il le recevait avec un grand éclat de rire, une claque dans le dos et allait lui chercher une bouteille de vodka. D'ailleurs, Staline n'avait pas d'amis... Si, Staline avait un ami qu'il n'avait pas revu depuis très longtemps. Vous savez que dans sa jeunesse il avait été dans un séminaire pour faire ses études religieuses. Dans sa classe, il y avait un élève qu'il aimait beaucoup, mais qu'il n'avait pas revu depuis ses succès politiques. Staline, un soir, appela un de ses secrétaires :

« Retrouve-moi cet homme. »

« Le lendemain, son secrétaire lui annonça que l'homme qu'il cherchait était dans un couvent aux environs de Moscou. Alors Staline lui écrivit une lettre lui demandant de venir le voir ; l'ami avait peur, il alla trouver son Supérieur, il lui demanda ce qu'il devait faire. « Puisque Staline le veut... puisqu'il te demande, tu dois y aller. »

« Mais dans quel habit ? répondit le moine ; puis-je me présenter devant Staline en costume religieux ? Cela pourrait paraître une injure. »

« C'est vrai », dit le Supérieur, il hésita, réfléchit et le lendemain décida que le moine irait voir Staline en civil.

A l'heure qui était marquée dans la lettre, l'ami de Staline se présenta au Kremlin pour être reçu par le Père du peuple. Staline le regarda entrer.

Malaparte s'arrêta net.

— **Staline se leva et montra le ciel avec sa main. Il se mit à hurler : « Alors ! pourquoi n'as-tu pas gardé ta robe ? Tu me crains plus que Lui ! Je ne veux pas te voir, va-t-en ! »**

Malaparte se tut, travaillant de la fourchette le caramel brûlant d'une assiette de beignets, essayant de l'enrouler comme des spaghettis.

— **Ah ! dit-il, dégoûté, en abandonnant sa fourchette, il n'y a plus de littérature ! Tous les écrivains tournent en rond, tirent les mêmes ficelles et qu'est-ce que ça donne ? Cela !**

Il montra l'écheveau de sucre abandonné dans son assiette.

— **La littérature occidentale a perdu le sens de la grandeur, elle est allergique ; tous les Occidentaux sont allergiques, l'art est allergique.**

— *A votre avis, qu'est-ce qui a de la grandeur à l'heure actuelle ?* demandai-je. *Qu'allez-vous écrire ?*

— **Je vais aller à Moscou et là on va me dire : « Malaparte, qu'est-ce que tu veux ? » Et je dirai : « Est-ce que vous avez des « dachas » (maisons de campagne) préfabriquées ? » On me dira : « Oui, Malaparte. » Et je dirai : « Est-ce que vous pouvez me donner un chien ? » On me dira : « Oui, Malaparte ! » « Est-ce que vous pouvez me donner un fusil ? » On me dira : « Oui, Malaparte ! » Alors je me ferai installer dans les terres vierges de Sibérie avec ma dacha préfabriquée, mon chien et mon fusil, je m'installerai dans ce pays désertique ; je demanderai à quel jour et à quelle heure arriveront les pionniers qui viendront peupler la terre vierge. A l'heure dite, je serai là... et j'attendrai... Au jour dit, je verrai une grande colonne de poussière s'élever sur l'horizon, alors je sortirai de ma dacha, je m'installerai avec ma table et mes papiers et je noterai tout, je noterai l'arrivée de ces hommes et de ces femmes, leurs premières joies, leurs premières peines, et j'écrirai le premier crime et le premier adultère, et j'assisterai à la création du monde, et j'écrirai ce que personne n'a jamais écrit depuis la Bible : « L'Histoire des terres vierges de Sibérie ».**

J'ai froid, Je ne veux pas mourir

Malaparte repoussa sa chaise en arrière. Il n'y avait aucune marée montante de pionniers, aucune colonne de fumée, le mur du restaurant était tendu d'un rectangle de satin blanc ignoblement broché de chrysanthèmes jaunes et violets. On parla chinoiseries. Malaparte voulait connaître des antiquaires de Pékin.

— **Je voudrais offrir une turquoise,** dit-il, **une « très importante » turquoise. Je dois faire un cadeau à une femme. Où pourrais-je la trouver ? Pouvez-vous m'accompagner ?**

Il nous laissa pour aller s'habiller, redescendit par le grand escalier, précédant de trois mètres son interprète. L'escalier était long, majestueux, couvert d'une moquette rouge retenue par des baguettes de cuivre, les mains courantes étaient si épaisses qu'on ne pouvait refermer la main sur elles. Malaparte avait trouvé très naturellement le centre de la carpette rouge et il s'y maintenait. Un bonnet d'astrakan noir le grandissait de quarante centimètres, un pardessus de chevron gris et noir pincé à la taille, un col garni de loutre de rivière lui donnaient la silhouette de ces plénipotentiaires d'Europe centrale des années 1840.

— **Me voilà !** dit-il.

Il entra chez les antiquaires avec la désinvolture méprisante des Européens d'avant la République populaire. L'étonnant, chez lui, c'était bien cette forme d'inconscience ou de courage. Alors que tous les Européens se sentaient dans la dépendance de l'Etat qui invite, alors que tous les invités de la Chine se conformaient à l'expression de cette déférence inquiète que l'on a pour un hôte extrêmement aimable, lui, Malaparte, s'invitait. Il parlait haut, l'invité de la Chine parlait bas ; il riait fort, l'invité se tenait tranquille dans un coin ; il tapait du poing sur les tables des restaurants pour raconter une histoire de Staline, les autres ne parlaient que de la Chine.

L'antiquaire parut retrouver en lui un « client d'avant guerre ». Malaparte regarda les turquoises comme des petits cailloux méprisables, fit dire par son interprète « qu'on déballe tout » et, le tout déballé, il eut l'air de s'en désintéresser totalement. Quand un Thibétain de passage pour le congrès du 1er octobre en choisit une, il déclara :

— **C'est celle-là que je veux !**

Il y eut un malaise. Le marchand proposa un prix exorbitant. Malaparte la reposa. Ah ! non, et de nouveau il eut l'air tout à fait distrait, il acheta la première venue, la glissa dans sa poche, tout d'un coup il avait l'air soucieux, nous allions sortir et cet homme qui de toute la journée n'avait pas cessé de dire « moi », de faire figure devant nous, la perdit.

Il s'assit, grelottant dans son gros pardessus.

— **J'ai froid,** dit-il, **je ne sais pas ce que j'ai, je ne veux pas mourir.**

Nous pensions qu'une fois de plus, il jouait la comédie, celle du désappointement d'un enfant qui se croit malade d'un jouet perdu. Nous ne devions pas le revoir, le lendemain il était mourant à l'hôpital.

L'ESPACE

L'HISTOIRE du théâtre, c'est celle de ces êtres réels — les acteurs, les décorateurs, les metteurs en scène — qui brûlent leur vie pour la prêter à des êtres imaginaires. Et c'est une histoire qui ressemble beaucoup à l'autre, où l'importance des événements et des hommes change du tout au tout si l'on regarde de très près ou d'assez loin.

En quel personnage de légende l'éternité changera-t-elle Sacha Guitry ? Il est encore trop tôt pour le dire, mais on peut déjà prévoir que nos petits-fils découvriront dans son théâtre le reflet d'une « douceur de vivre » dont notre époque nous paraît pourtant singulièrement dépourvue.

Ainsi, de 1850 à 1914, le premier volume de l'Encyclopédie du Théâtre Contemporain (que viennent d'éditer «Les Publications de France») propose à notre réflexion presque autant de révolutions de pensée que de révolutions de palais. Le ministère du théâtre change d'Antoine à Lugné-Poe, ou de Lugné-Poe à Jacques Copeau, toujours au nom du progrès, de l'art et de la vérité, comme dans les autres déclarations ministérielles : et seule peut-être la modeste proclamation de Copeau amorce une révolution en profondeur.

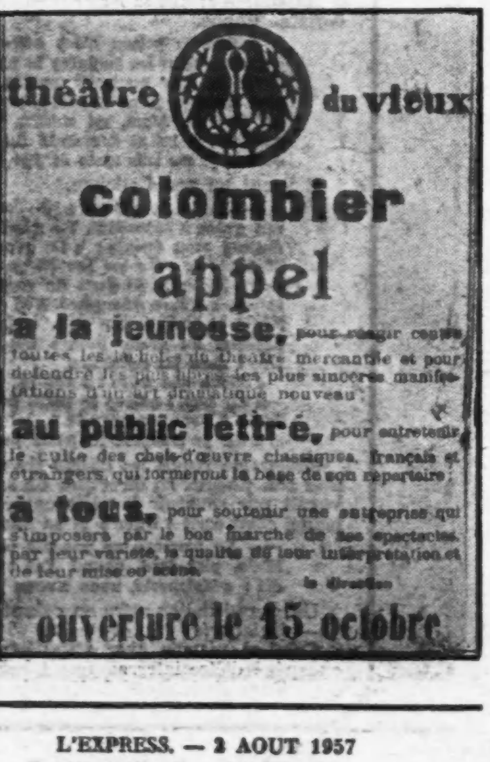
Parfois, cette histoire rend justice au passage à quelque ministre un peu négligé qui a fait voter une réforme sociale utile, une loi-cadre définitive, comme Jacques Rouché ou Firmin Gémier. Parfois, au contraire, elle remet en question telle réputation consacrée : Antoine, cet employé du gaz qui finit par se tailler un grand succès en s'abonnant Au téléphone, une médiocre pièce à effets du Grand-Guignol, a été utile en son temps. Mais comme ses mises en scène dramatiques et naturalistes feraient pâmer de rire ceux qui s'amusent quand les Frères Jacques découpent l'Entrecôte...

C'est que l'histoire du théâtre obéit, comme l'autre peut-être, au mélancolique principe du « plus ça change, plus c'est la même chose... ». M. Gilles Quéant dont l'humour n'est pas le péché mignon cependant, évoque le scandale de Thermidor où Victorien Sardou, précurseur de Bitos, s'en prenait méchamment à Robespierre, ou bien la vogue persistante de pièces napoléoniennes pour midinettes dans le quartier où l'on a joué cet hiver Un Français à Moscou. On jouait déjà Occupe-toi d'Amélie, la Mouette, les Bas-Fonds ou plutôt on les joue encore chez Barrault, Barsacq ou Sacha Pitoëff. Cette femme qui chante la Sérénade du Pavé, est-ce Eugénie Buffet ou Edith Piaf ou Cora Vaucaire ? De Max dans les arènes de Béziers, n'est-ce pas (en mieux) Hermantier dans les arènes de Nîmes ? Comme le train du théâtre Gémier précède le train de camions du T.N.P. que nous voyons souvent circuler par monts et par festivaux. Comme elle est proche en somme cette époque dont Fugère est le bon diable et Sarah la grande déesse, comme il rayonne encore ce visage de Lavallière... Quand on lit la phrase du jeune Louis Jouvet : « Il s'agit de retrouver sur la scène, libérée des accidents picturaux et optiques et de toute littérature, le sens profond de la plastique théâtrale... » on approuve, on songe, hélas! au décor de Bérard dans lequel le vieux Jouvet achevait Don Juan et on se dit que les grandes théories au théâtre ne durent pas plus que l'espace d'une soirée... D'ailleurs, ne soyons pas sceptiques, la ligne de la révolution et du progrès, à la scène comme à la ville, c'est à coup sûr celle qui va de la ligne d'Edith la Sylphe à celle de Mlle Brigitte Bardot...

Robert KANTERS.

JACQUES COPEAU ET LE MANIFESTE DU VIEUX-COLOMBIER

Avant le T.N.P., l'appel à la jeunesse



ANTOINE, OU LE THEATRE LIBRE

Avant le cinéma italien, la « tranche de vie »

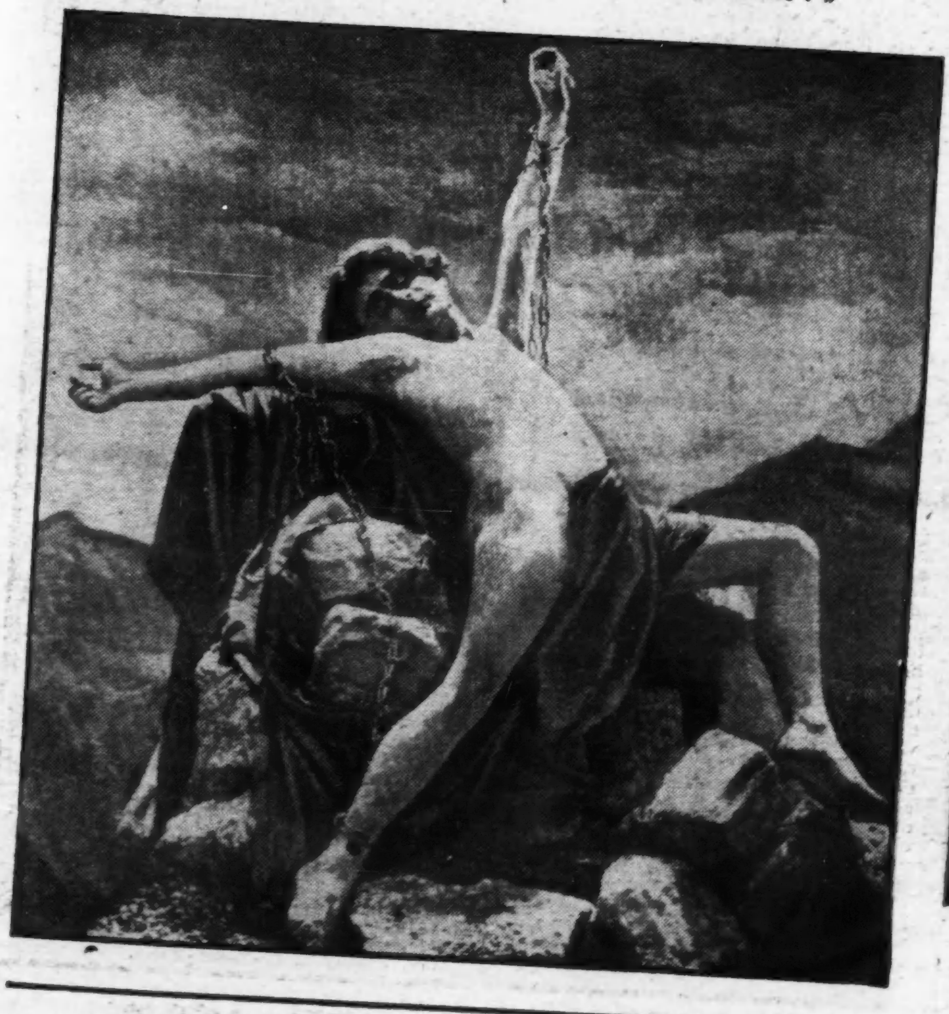
D'UNE SOIRÉE...

SARAH BERNHARDT ***(ci-dessus),***
LUCIEN FUGERE ***(ci-contre)***

ET DE MAX ***(ci-dessous)***
On disait : « Sublimes ! »,
on dit : « Eblouissants ! »

EVE LAVALLIERE

...ou Audrey Hepburn ?



EUGENIE BUFFET

...ou Edith Piaf ?

EDITH LA SYLPHE

...ou Brigitte Bardot ?

THÉATRE

Entre Grégoire et Amédée

Festival bizarre

LE THÉATRE D'ANTOINE
de Charles Prost.
LE DÉFUNT
LE SACRIFICE DU BOURREAU
de René de Obaldia, par la Compagnie Marc Legentilhomme au théâtre de Lutèce.

UNE sorte de critique dialoguée, animée et humoristique du réalisme au théâtre en un acte qui paraît bien long malgré de bonnes idées et quelques moments ingénieux ; et deux saynètes où M. René de Obaldia donne, comme dans ses livres, des échantillons de sa verve, de sa cocasserie d'imagination, de son sens du canular noir : le dialogue des deux femmes dans *Le Défunt* est souvent savoureux, alors que la seconde piécette est un peu lourdement chargée d'intentions parodiques. Cela ne vaut pas le bon Grégoire et Amédée, mais c'est meilleur que de l'Alphonse Allais moyen. Le plus bizarre, c'est peut-être que chacune de ces œuvres très courtes réussit à paraître longuette. Du moins c'est un spectacle qui, à travers la pauvreté des moyens de réalisation, témoigne d'une curiosité et d'une recherche intellectuelle.

A voir :

● **Dialogues des Carmélites** (Bernanos au théâtre) ● **Protée** (une farce de Claudel) ● **La Cantatrice chauve** (découverte d'Ionesco) ● **Irma la douce** (l'Opéra de quat' sous de Marguerite Monnot) ● **Les Hussards** (les gaietés de l'occupation).

CINÉMA

A Hollywood, les étoiles ne naissent plus : on les fabrique.

Kim « à la peau de pêche »

KIM NOVAK, « la vamp à la peau de pêche », qui est venue se faire photographier cette semaine à Paris pour les besoins de la publicité de son nouveau film *Jeanne Eagels* (en français : *Un seul amour*), a fait l'objet de quatre pleines pages dans le dernier numéro de *Time*. Quatre pages intitulées « Comment on fabrique une star » et qui ouvrent des aperçus curieux sur la façon dont Hollywood invente et lance ses vedettes.

L'histoire de Kim Novak n'a pas commencé ce jour de février 1933 où, au désespoir de ses parents — qui voulaient un garçon — elle a fait son apparition au sein d'une famille modestement attachée aux destinées des Chemins de fer du Milwaukee. Mais bien vingt ans plus tard, lorsque dans son bureau directorial, Harry Cohn, le patron de la firme Columbia, prit un coup de sang en apprenant que l'étoile de la maison, Rita Hayworth, avait claqué derrière elle la porte de ses studios. Si encore il avait pu la menacer de la remplacer par une autre ! Mais il n'avait personne...

— *Eh bien !* finit par gronder Cohn, *nous fabriquerons une autre star.*

Or, par un hasard bien heureux, quelques jours plus tard, un assistant de production de la Columbia faisait connaissance, dans une soirée à Hollywood, d'une jeune personne blonde aux yeux de chat, un peu forte, qui avait fait un peu de théâtre dans des tournées de province et qui souhaitait faire beaucoup de cinéma. Son nom : Marilyn Novak. Marilyn fut convoquée aux studios, examinée par des yeux experts et priée de repasser quand elle aurait perdu quelques kilos. Quelques semaines plus tard, les kilos perdus, on lui fit faire un bout d'essai et on lui signa, dans une joyeuse excitation, un contrat de cent dollars la semaine (35.000 francs).

Sur une peau de tigre

Marilyn fut alors l'objet des soins les plus particuliers. Des spécialistes lui redressèrent et lui blanchirent les dents, d'autres lui transformèrent les cheveux et les passèrent au blond platine, on lui donna des professeurs d'art dramatique et des professeurs de gymnastique. On la photographia allongée sur une peau de tigre. On la fit même changer de prénom. A cause d'une certaine autre blonde prénommée elle aussi Marilyn. Devenue Kim, la future star fut alors présentée au grand patron Harry Cohn qui donna son agrément.

Ce fut au tour des agents de presse d'entrer dans le jeu. On répandit dans les journaux la photo de Kim sur sa peau de tigre, on lui fit donner des interviews — alors qu'elle n'était jamais elle-même apparue dans un film. Mais les agents durent, à leur grand regret, renoncer à mettre en valeur son côté « intellectuel ». A la question : « Que lisez-vous ? » Kim se contentait de répondre : « *De la prose et de la poésie surtout* ». Elle eut beau ajouter : « *J'aime Shakespeare et les bons ouvrages de philosophie* », on décida de ne pas poursuivre dans cette voie.

Il fut convenu que Kim avait été découverte alors qu'elle faisait de la bicyclette à Beverley Hills. Kim se pliait avec une docilité extrême à tout ce qu'on lui demandait. Elle se trouvait toujours là où il fallait pour une photo et, à la dernière minute, trouvait un bouton de plus à déboutonner.

Vint le moment de jouer. Ce fut beaucoup plus dur.

Prières et fétiches

Quand elle tourna son premier film, elle avait une voix si basse qu'on n'entendait à peu près rien. Il fallut la faire se doubler elle-même. Il fallut aussi la supplier pour qu'elle acceptât de donner une gifle à Fred Mac Murray. Une heure après, elle en pleurait encore dans sa loge.

Au moment de tourner son second film, *Phffft*, elle fut prise d'une panique hystérique. On dut changer les dialogues parce qu'elle trébuchait sur tous les mots. Cependant Cohn avait trouvé concluants ses premiers essais, et il exigea de Joshua Logan de donner à sa découverte le premier « rôle » de *Picnic*. Logan, qui avait l'habitude de travailler avec les meilleurs acteurs de Broadway, protesta. En vain. « Ce sera elle ou vous », dit Cohn.

Le tournage de *Picnic* fut, pour Kim Novak, une épreuve terrible. Logan la terrorisait. Elle allait chaque soir prier dans une église, afin qu'elle ne soit pas trop mauvaise dans les prises de vues du lendemain. Elle entassait dans sa loge toutes sortes de fétiches. Logan — qu'elle ne cessait d'exaspérer en se regardant tout le temps dans la glace — était obligé de la brutaliser pour la faire pleurer.

Pendant longtemps, Harry Cohn fut considéré comme un fou pour vouloir faire de Kim une vedette. Cohn — l'ogre professionnel de Hollywood qui dit : « Amenez-moi votre femme ou votre vieille tante et je ferai la même chose d'elles » — avait pourtant vu juste. Kim Novak n'a tourné que six films, et au box-office des Etats-Unis elle est déjà la star n° 1. Elle reçoit 3.500 lettres d'admirateurs par semaine, a touché 13.000 dollars par semaine pour tourner *Jeanne Eagels*, son dernier film, où elle incarne une célèbre actrice de Broadway.

Son acharnement au travail, sa discipline, la volonté qu'elle a de réussir, risquent de finir par faire d'elle aussi une actrice.

Mais le cinéma n'a pas besoin d'actrices, si parfois il en fabrique.

KIM NOVAK
Une étoile est fabriquée

A voir :

En exclusivité :

● **Patrouille de choc** (témoignage contre la guerre) ● **L'Ami de la famille** (pour Darry Cowl) ● **Ariane** (à la manière de Lubitsch) ● **Guerre et paix** (Tolstoï quand même) ● **Le Tour du monde en 80 jours** (pour petits et grands enfants).

Nous vous rappelons :

● **Les trois font la paire** (Royal Haussmann) ● **Les Enfants du Paradis** (Royal Maillot) ● **Les Mauvaises Rencontres** (Boul' Mich') ● **Le Couple invisible** (Royale) ● **Cinquième colonne** (Pagode) ● **La Fureur de vivre** (Vendôme) ● **Mais qui a tué Harry ?** (Windsor) ● **Scarface** (Studio Bertrand) ● **Hamlet** (Champollion) ● **Mademoiselle Julie** (Noctambules).

★

Un train nommé ennui et un fric-frac qui ne casse rien.

Saison d'été

LA dernière image du *Train du dernier retour* (1) est celle d'une vague qui efface sur le sable les pas de deux amants désunis. Elle donne le ton de ce film prétentieux, plein de basse sentimentalité. Le héros : un avocat newyorkais que le hasard d'une affaire ramène dans sa Georgie natale où il retrouve avec ses souvenirs d'enfance une jeune personne qui partageait ses jeux. Elle l'aimait, elle l'aime encore, elle n'a jamais cessé d'attendre son retour, bien qu'elle ait épousé un butor enrichi pour conserver la vieille propriété de famille. On s'est donc retrouvé, on s'embrasse au clair de lune et au bord de la mer, on décide de refaire une vie ensemble. Mais le mari veille : « Et la propriété, qu'est-ce que tu en fais ? » — « C'est vrai, reconnait l'héroïne, j'allais l'oublier... »

Cette description de la veulerie de deux êtres en face de ce qu'ils affirment être l'amour, si elle avait été traitée sans hypocrisie, aurait pu donner un film curieux. Mais Philip Dunne, l'auteur de l'adaptation et de la mise en scène, est trop naïf ou trop rusé. Il n'a pas voulu entendre l'affaire de cette oreille et son seul propos est de nous faire pleurer sur le triste destin de deux amoureux sur qui s'acharnerait un « mauvais sort ».

Qu'on ajoute à cette histoire une seconde intrigue où l'on voit un vieil écrivain s'apprêter à trahir la mémoire d'un ami pour ne pas révéler que sa mère avait du sang noir et on se rendra compte de la haute tenue de ce film aux intentions moralisatrices.

Le seul intérêt de ce train nommé ennui, ce sont, malgré le manque de savoir-faire de Philip Dunne, quelques images de ce Sud que Faulkner nous a fait connaitre avec une autre violence — et aussi la présence d'une nouvelle actrice, Dana Wynter, vive, mutine, charmante.

⁂

Parmi les autres films qu'on peut manquer, mentionnons un *Fric-frac en dentelles*(2) de Guillaume Radot qui ne casse rien, s'il continue à donner à l'écran une image absurde des mœurs journalistiques. Quel dommage que l'excellente actrice qu'est Anne Vernon s'égare encore une fois dans une production de cet ordre, et quel regret de voir Darry Cowl s'user lui aussi pour si peu.

L'Espion de la dernière chance (3), ou la guerre des deuxièmes bureaux vue par les Allemands. C'est lourd, maladroit et invraisemblable, même si l'histoire est vraie.

(1) Ermitage, Vedettes, Images.
(2) George V, Cinémonde-Opéra, Palace.
(3) Marbeuf.

ARMENONVILLE
Bois de Boulogne
TOUS LES JOURS
DEJEUNERS
DINERS-DANSANTS
SOUPERS apr. le spect. jusq. 2 h. mat.
DIMANCHE THE DANSANT
avec les ORCHESTRES de José BARTEL et François VERMEILLE
BAR SAB. 92-52

Dana Wynter et Cameron Mitchell
Le prix d'une propriété de famille

MUSIQUE

● *Les frères ennemis de Bayrouth.*

De Wieland à Wolfgang

(*De notre envoyé spécial Antoine Goléa*)

LE festival wagnérien de Bayreuth s'est ouvert cette année avec une nouvelle mise en scène de *Tristan et Isolde*, due à Wolfgang Wagner.

Wolfgang est le frère cadet de Wieland ; tous deux sont les fils de Siegfried et les petits-fils de Richard Wagner. Ils dirigent depuis 1951 le festival annuel consacré exclusivement aux œuvres de leur illustre grand-père.

Les premières années, Wieland était le seul metteur en scène et directeur artistique de l'entreprise. Son frère Wolfgang ne s'occupait que de la partie administrative du festival.

Mais Wolfgang avait, lui aussi, des ambitions artistiques. D'autre part, le modernisme des mises en scène de son frère avait indisposé bien des vieux bayreuthiens, qui s'imaginaient qu'on pourrait indéfiniment continuer à mettre en scène les œuvres de leur dieu comme il y a quatre-vingts ans.

Lorsque certains menacèrent de faire supprimer les subventions sans lesquelles Bayreuth ne peut vivre, afin de punir Wieland de ses audaces, Wolfgang, en accord avec son frère, fit ses débuts de metteur en scène. Il avait des idées bien plus modérées que son frère ; sans retomber, bien sûr, dans la « ferblanterie wagnérienne » d'hilarante mémoire, il chercha des solutions intermédiaires entre la tradition et l'avant-garde. Il présenta ainsi un *Lohengrin* modérément rajeuni, et obtint un grand succès.

Pas de « couleur locale »

L'année dernière, Wieland, le casse-tout, monta *Les Maîtres Chanteurs de Nuremberg*. Ce fut son plus grand coup d'audace. La presse allemande, à peu près unanime, titra ses articles : « Les Maîtres Chanteurs sans Nuremberg ». En effet, toute « couleur locale » avait disparu ; dans la scène finale, à la place du champ des fêtes de Nuremberg, Wieland avait dressé des gradins de cirque, entourant une piste circulaire où se déroulait l'action. Cette mise en scène, très belle dans sa nouveauté et dans sa justesse psychologique, fit un énorme scandale. Audace extrême, Wieland avait engagé un chef français, André Cluytens, pour diriger l'œuvre, escomptant que celui-ci y mettrait moins de lourdeur que ses devanciers.

La première des *Maîtres Chanteurs* fut sifflée par une partie de l'assistance. Cela ne s'était jamais vu à Bayreuth. Le lendemain, au contraire, la mise en scène du *Vaisseau Fantôme*, due à Wolfgang, le modéré, alla aux nues. La chose paraissait jugée : Wieland était perdant.

Mais la roue tourne. Wolfgang a présenté cette année un *Tristan* qui a déçu tout le monde. Musicalement, sous la direction du très jeune chef Wolfgang Sawallisch, ce fut, certes, très beau, surtout grâce à la merveilleuse Suédoise Birgit Nilsson. Cette cantatrice n'a rien de « wagnérien » au mauvais sens du mot : elle est grande, mais relativement mince, elle est brune, fine de visage et elle a une voix bien plus italienne que germanique, éclatante, lumineuse, à l'aigu très facile, très souple, puissante quand il le faut, mais surtout d'une admirable douceur dans les demi-teintes. Son succès personnel a dépassé celui de tous les interprètes et aussi, de très loin, celui du metteur en scène. Plus que jamais, Wolfgang avait recherché un compromis entre le réalisme traditionnel et le symbolisme ; le résultat : beaucoup de sécheresse et d'hésitation.

Le lendemain, on reprenait *Les Maîtres Chanteurs* de Wieland. De légers changements avaient été apportés pour calmer les angoisses d'une partie du public. Ils suffirent pour déchaîner un enthousiasme général, alors que les grandes lignes de la mise en scène et des décors étaient restées inchangées.

Au pupitre, Cluytens s'imposa magnifiquement. Le lendemain, il dirigea pour la première fois *Parsifal*, avec ce sens de la mesure dans la grandeur qui, grâce à lui et à Wieland Wagner, est de plus en plus caractéristique du nouveau style de Bayreuth.

Claude Debussy, son père et ses opéras

MOINS de quarante ans après sa mort, la littérature consacrée à Debussy atteint des proportions déjà considérables. De nombreuses biographies, plusieurs études consacrées au style et au développement de son écriture, des ouvrages plus généraux auraient pu faire penser qu'aucun aspect essentiel du grand musicien ne nous restait inconnu. Mais voici que le livre de Victor I. Seroff (1) nous apporte des éléments qui orientent notre réflexion vers des régions où elle ne s'était point engagée jusqu'à présent.

La nouveauté de ces éléments s'exerce sur deux plans distincts. L'un est d'ordre strictement biographique : l'auteur s'efforce d'éclaircir les origines familiales de Debussy. C'est surtout de l'identité de son véritable père qu'il s'agit. Même si la thèse de Seroff prête à discussion, on est obligé de reconnaître qu'il y a là un problème. Et l'existence même de ce mystère nous fait saisir maints traits — jusqu'ici peu explicables — du caractère de Debussy.

L'autre élément concerne plus particulièrement l'activité créatrice du compositeur. Il s'agit surtout des préoccupations de Debussy dans le domaine de l'art lyrique. On sait, en effet, qu'après avoir composé *Pelléas et Mélisande*, notre musicien s'est efforcé pendant de longues années (on peut presque dire jusqu'à sa mort) d'écrire un nouvel opéra. Deux nouvelles d'Edgar Allan Poe, *Le Diable dans le Beffroi* et surtout *La Chute de la Maison Usher*, constituaient ses nouveaux « livrets ». La composition de ces ouvrages fut commencée relativement peu de temps après l'achèvement du premier opéra de Debussy : interrompu et repris d'innombrables fois, il ne reste aucune trace de ce travail puisque le musicien prit soin de détruire jusqu'aux moindres de ses esquisses.

Tout cela, les biographies antérieures de Debussy nous l'avaient déjà appris. Le mérite de Seroff est d'avoir su donner de cet aspect de la création debussyste une interprétation plus aiguë au travers de laquelle nous devinons un drame. Car enfin, nous n'étions pas très avancés en apprenant que Debussy n'était pas satisfait de son travail et nous restions sur notre soif en cherchant à comprendre les raisons de cette insatisfaction. Le nouvel ouvrage qui vient de s'ajouter à la bibliographie debussyste n'apporte peut-être pas de réponses définitives, mais là encore il nous fournit ample matière à réflexion.

René LEIBOWITZ.

(1) Editions Corrêa.

EXPOSITIONS

● *Si vous allez de Paris à Albi...*

Sur la route

L'ETE venu, les expositions s'évadent aussi de Paris.

En suivant un itinéraire qui va de Paris à Albi par le chemin des écoliers, les touristes amateurs de peinture pourront d'abord s'arrêter à Fontainebleau où, de Fragonard à Courbet, « Cent ans de paysage français » sont présentés à la salle des Fêtes.

Il s'agit là d'une tentative dont le but lointain, après avoir attiré l'attention du public sur Fontainebleau, est de créer un musée permanent de l' « Ecole de Barbizon », malheureusement plus connue à l'étranger qu'en France.

Les peintres de Barbizon ont, en effet, assuré la renommée mondiale de cette région. Comme Toulouse-Lautrec a confirmé celle d'Albi, dont le musée offre, cet été, l'hospitalité à Marquet dans les salles voisines de celles où l'on peut admirer la plus étonnante collection de peintures et de dessins du « Maître du Moulin-Rouge ».

En descendant sur Albi, on peut éviter Limoges et prendre une petite route qui passe par Eymoutiers (Haute-Vienne).

C'est tout près de là qu'un des jeunes maîtres de l'école dite « néo-réaliste », Paul Rebeyrolle, avait installé son atelier en rase campagne, dans une ferme abandonnée.

Il n'en fallut pas tant pour donner au maire d'Eymoutiers (3.500 habitants) l'idée d'organiser une grande exposition dans cette petite ville qui se situe à la limite de la montagne limousine et à vingt kilomètres du plateau de Millevaches.

Mme Grüber a prêté des toiles de son mari. Desnoyer, Pignon, Estève, Gromaire, Picasso, Buffet, Nicolas de Staël, Borès, Tal Coat, Matisse se sont donné rendez-vous è Eymoutiers. Ces grands noms voisinent avec ceux, moins connus, mais riches en promesses, de Lesleur, Biras ou Cuero. Sans oublier une pléiade de jeunes peintres originaires du Limousin.

De cette confrontation, une « Ecole d'Eymoutiers » naîtra-elle, comme l'école de Barbizon ou celle de Pont-Aven ?

DISQUES

Le choix de la semaine

PALESTRINA

Messe du pape Marcel. Les Chanteurs de Saint-Eustache, dir. R.P. Martin. (1 d. 30 cm, 33 t., DTX 213, Pathé.)

UNE légende voudrait que Palestrina ait composé cette messe pour défendre la cause de la musique polyphonique au Concile de Trente. Le fait est historiquement faux, mais la musique est suffisamment belle pour qu'il ait pu être vrai. D'une grande variété rythmique, faisant penser à une sorte de « registration » vocale, elle a probablement été composée avant la montée sur le trône du pape Marcel II.

Sous la direction intelligente et ferme du R.P. Martin, les Chanteurs de Saint-Eustache font preuve d'une belle homogénéité parfaitement mise en valeur par les qualités de l'enregistrement.

LE SPECTACLE QUE JE PRÉFÈRE ?
BIEN SUR L'AVEZ-VOUS DEVINÉ
C'EST CELUI DES FOLIES BERGÈRE
LE PLUS BEAU, LE PLUS RAFFINÉ

Cabarets Dancings

LE REVE Dancing du Rex - Air conditionné
2 GRANDS ORCHESTRES

Restaurants

LIDO ÉLY. 11-61
LIDO ÉLY. 11-62
LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "C'EST MAGNIFIQUE !"
de Plouis-Guérin & Fraday

On vous en parlera :

UN HOMME DE 44

Tous comptes faits

roman par Georges Conchon. Albin Michel, 268 pages, 600 fr.

Georges Conchon

Un banquier héros de roman ? A première vue, ce n'est guère exaltant. Mais on est pris dès la deuxième page, et on ne lâche le livre que sur le mot fin. C'est, minute par minute, les faits et gestes de Marc Estienne, secrétaire général d'une banque parisienne, le jour où il perd son poste. On apprend peu à peu comment il en est arrivé là, et lui aussi. Ce qui fait deux bilans parallèles : « tous comptes faits », d'un côté notre époque et le monde de la finance, de l'autre, un homme de notre époque, un héros moderne qui n'avait pas encore son roman, et qui pourrait être aussi bien inspecteur des Finances ou haut fonctionnaire, mais « jeune et brillant », comme on dit.

L'important, en effet, c'est que Marc Estienne est un « homme de 44 ». Origines provinciales modestes, études secondaires, Droit, un petit bout de guerre, Sciences Po, nègre un an d'un économiste distingué, puis la chance des lendemains de la Libération : un banquier, Jeener, le découvre, l'adopte presque, le voilà « le plus jeune secrétaire général de banque du monde ». Dix ans plus tard, Jeener est forcé de se retirer devant Drapier, le Dropper des « Grandes Lessives », premier roman de Georges Conchon. C'est le retour des hommes d'avant guerre, compromis sous l'occupation, liquidés, exilés, puis blanchis. Drapier veut à son tour liquider Estienne. Et nous voici le jour de la liquidation.

Estienne sait que tout est perdu. Depuis le départ de Jeener, il est contré en toute occasion, attaqué bassement dans des feuilles financières à la solde de Drapier, mais il refuse de céder en donnant sa démission. Il veut combattre, être « l'homme du scandale », ne serait-ce, dit-il vaguement, que « pour le principe ». Il a obtenu que le Conseil d'Administration tranche, selon les termes hypocrites de l'ordre du jour, le « différend qui oppose le Président au Secrétaire général ». En fait, il joue sa carrière et son avenir, et les manœuvres des différents groupes, les combinaisons tramées à chaque suspension de séance, les interventions, la pesanteur de la banque, rendent ce combat désespéré. Il perd son poste.

Pour peindre cette lutte décisive, Georges Conchon a refusé le pathétique facile du bon héros aux prises avec les méchants financiers. Ce qui rend Marc Estienne si attachant, c'est qu'il se lance dans la bataille sans savoir très bien ce qu'il défend, et qu'il y découvre peu à peu ce qu'il est. Il comprend soudain qu'il a vécu jusqu'alors dans l'illusion de soi-même, qu'il a cédé à la mystification du pouvoir et qu'il s'est laissé lentement absorber par le système. Ses yeux s'ouvrent : Jeener, le protecteur à qui il doit tout, est, dans son paternalisme, aussi machiavélique que Drapier ; ceux qu'il prenait pour ses plus sûrs amis le lâchent ; ceux dont il se méfiait, comme Christine, la secrétaire de Drapier, deviennent ses meilleurs alliés. C'est la fin de dix ans d'illusions.

Le récit, entrecoupé de comptes rendus de débats insérés tout crus dans le texte, serait ennuyeux comme le décor de banque qui lui sert de cadre, si les personnages n'avaient une consistance et une vérité peu communes : ils existent tous, jusqu'au plus effacé des comptables, ils parlent juste, chacun dans son style, et leurs rapports sont vrais, jamais entièrement clairs, avec les demi-mots et les malentendus de la vie. On s'enfonce dans le drame de Marc Estienne, on suit pas à pas l'éveil de sa lucidité, on le comprend, on s'identifie à lui. Il faut être un vrai romancier pour donner tant d'humanité à un univers qui s'y prête apparemment si mal. Georges Conchon réussit ce tour de force dans une langue très simple et très ferme, qui note l'essentiel et ne s'embarrasse jamais des détails psychologiques arbitraires de bien des romans contemporains. On n'avait pas lu depuis longtemps une œuvre aussi vraie.

EDITION

● *Du neuf et du cartonné dans les bibliothèques.*

Les clubs

Si l'activité des clubs de livres a, dans le courant de l'année, moins de retentissement que celle des éditeurs, c'est parce que l'éditeur découvre, le club consacre. L'éditeur est à la recherche permanente de talents nouveaux, alors que le club préfère les classiques ou les auteurs contemporains déjà célèbres.

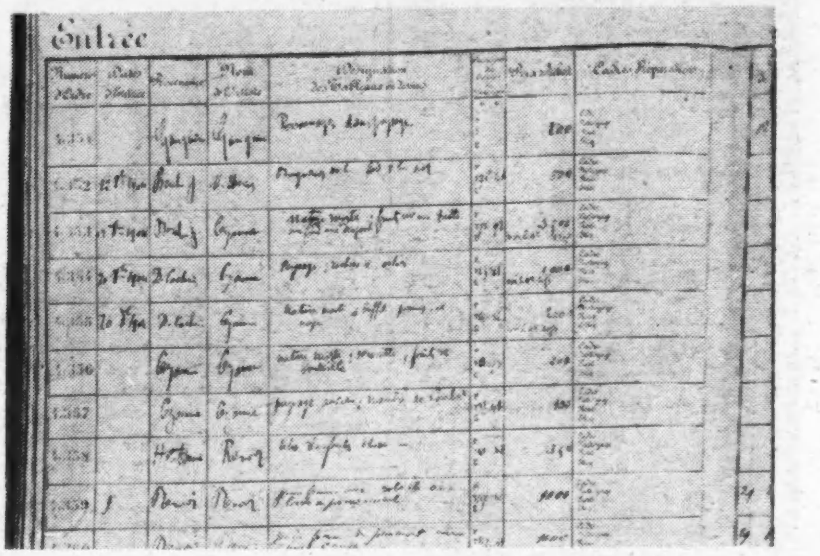
L'implantation en France des clubs est un phénomène nouveau. Aux Etats-Unis, en Allemagne, en Suisse, ils existent depuis fort longtemps, alors qu'en France, après quelques tentatives timides, vouées à un échec rapide, leur succès date de la fondation du *Club Français du Livre* en 1946. Ce club reste le plus important et compte environ 200.000 adhérents.

Chacun de ses membres s'engage à acheter au moins quatre livres par an, reliés, très soigneusement imprimés et présentés, à des prix variables, se situant un peu au-dessus du prix des livres brochés. Le club lui offre une sélection mensuelle de quatre volumes, de telle sorte que chaque adhérent peut choisir dans une production annuelle de plus de quarante volumes ses quatre livres obligatoires. La plupart des membres dépassent d'ailleurs le chiffre minimum d'achats qui leur est imposé, et il est facile de calculer que le chiffre d'affaires annuel de ce club est aussi important que celui des plus grandes maisons d'édition. Il vend directement au lecteur. Ses publications ne sont pas en vente dans les librairies.

Ce club a également franchi quelque peu la frontière découverte-consécration qui le distinguait, au début, des éditeurs, en publiant de nombreux textes originaux (V. page 25 l'article de Robert Kanters sur *L'Art magique* d'André Breton).

Deux autres clubs se sont fondés quelques années plus tard : le *Club des Libraires* et le *Club du Meilleur Livre*. Ce dernier s'est inspiré des mêmes principes que le *Club Français du Livre* avec la seule différence qu'il n'impose pas d'achats obligatoires. L'acquisition d'un seul volume rend, de plein droit, adhérent. Ce club a également publié des textes originaux et en particulier sa série passionnante des grands procès de l'histoire (Galilée, les Templiers, Jeanne d'Arc, etc.).

Le *Club des Libraires*, fondé par un certain nombre de libraires importants des plus grandes villes de France, a innové dans le domaine de la vente : les volumes publiés s'achètent chez un nombre restreint de libraires. Ce club publie également de nombreuses rééditions, dont certaines admirables, tels les *Souvenirs* d'Ambroise Vollard, remarquablement illustrés par les tableaux de tous les grands peintres découverts ou au moins lancés par ce marchand de génie. Le *Club des Libraires* ne procède à aucune vente directe.



Le livre de compte d'Ambroise Vollard en 1906.
Un Gauguin plus un Cèzanne : 400 francs

Le même principe a été adopté par six grands éditeurs (Plon, Albin Michel, Julliard, Stock, Robert Laffont, et Seuil) qui se sont coalisés pour lancer le *Club des Editeurs*. Ses livres se trouvent chez certains libraires, et ne font l'objet d'aucune vente directe. Parmi ses publications les plus importantes, citons un *Machiavel* et un *François Villon* où on trouve réunis une biographie et des extraits des œuvres principales de ces auteurs.

Le dernier venu est le *Club des Jeunes* qui vient de publier une belle édition de *Lancelot du Lac*. Ces trois derniers clubs vendent donc directement par certains libraires et le *Club du Meilleur Livre* a suivi leur exemple. De telle sorte qu'actuellement il ne reste plus que le *Club Français du Livre* qui, grâce au nombre considérable de ses adhérents, maintient le système de la vente directe.

Il convient d'ajouter que deux de ces clubs (*Club Français du Livre* et *Club du Meilleur Livre*) offrent aussi à leurs membres un choix de disques et que tous publient un bulletin de leur activité où l'on trouve d'excellents articles littéraires ; dans ce domaine, une mention spéciale est due à *L'Actualité Littéraire*, publiée par le *Club des Libraires*.

On a souvent dit que les livres brochés qui se détériorent facilement limitent la vente des livres, car l'acheteur n'a pas envie de se constituer une bibliothèque, comme le font les lecteurs américains et allemands dont tous les livres sont reliés. Ce point de vue est incomplet, car le livre broché permet, à cause de son prix relativement modique, de toucher une clientèle plus large. Mais il est indéniable que les clubs, par la qualité de la reliure, de l'illustration, de la typographie, du papier qu'ils proposent au lecteur en restant loin en-deçà du prix des éditions dites de luxe, ont apporté un élément nouveau dans la bibliothèque française.

POÉSIE

● *De Dada au surréalisme.*

Philippe Soupault

par Henri-Jacques Dupuy. Pierre Seghers, éd. Coll. Poètes d'aujourd'hui. 220 pages - 420 francs.

On sait généralement que M. Soupault a eu un rôle dans le surréalisme. On ignore, souvent, qu'il en a eu un aussi dans Dada. Et l'on se

5 romans... 5 succès

J.-M. SCOTT
L'EPOUSE DE LA MER 570 fr.
Giuseppe BERTO
LE BANDIT 510 fr.
Léonard WIBBERLEY
FEU L'INDIEN DE MADAME 480 fr.
Harold REIN
LE DERNIER METRO N'ARRIVERA JAMAIS 510 fr.
Hugo CLAUS
L'HOMME AUX MAINS VIDES 510 fr.
FASQUELLE

pour vos vacances

DOD ORSBORNE
Le danger est mon destin
traduit de l'anglais
les 1001 façons de risquer sa vie !

PEARCE GERVIS
C'est arrivé dans la Sierra Leone
traduit de l'anglais
dernier refuge de l'innocence et de la beauté

EDNA FERBER
Les américains sont comme ça...
traduit de l'américain
...pris sur le vif !

3 grandes traductions aux Éditions ALBIN MICHEL

contente de cela... Pourtant, il aurait pu être lu d'un vaste public, au moins dans ses œuvres de prose. Un essai comme *Histoire d'un Blanc*, des romans tels que *Les Frères Durandeau* ou *Les dernières nuits de Paris*, des récits de voyage sont également précieux. Dans cette partie de son œuvre, M. Soupault écrit une langue très accessible, riche, belle. Rattaché à la tradition par ses phrases longues, équilibrées, formant un discours scintillant, il possède une manière très personnelle de voir les choses.

Mais c'est la poésie qui est sa raison d'être. Il a joué dans le surréalisme un rôle de premier plan. C'est lui qui a offert au poème cette liberté dont il a parfois abusé ensuite mais qui a donné naissance à une génération de vrais poètes et qui a permis à la poésie française de se renouveler. Evidemment, il n'était pas seul.

Son activité s'est étendue à d'autres domaines : la critique, le cinéma, le théâtre. Henri-Jacques Dupuy explique avec talent sa situation particulière dans nos lettres.

CORRESPONDANCE

● ***Bernard Shaw a écrit aussi des lettres d'amour.***

L'écrivain et le médecin

ON savait que Shaw ne s'intéressait pas beaucoup aux femmes. C'est lui-même qui avait raconté qu'il avait près de quarante ans lorsqu'il avait « connu » pour la première fois une femme. L'étonnement fut donc d'autant plus grand lorsqu'on découvrit vingt lettres d'amour passionnées que Shaw avait adressées, il y a soixante-quinze ans, à une infirmière dont on sait seulement qu'elle avait des cheveux d'un roux flamboyant. Un collectionneur américain les avait aussitôt acquises pour la somme d'un million de francs.

« Bien sûr, écrit Shaw, je suis un bouffon, ma profession est de corrompre les gens pour qu'ils lisent mes singeries littéraires sur l'amour, etc. Mais avez-vous rencontré dans votre vie un seul homme qui fût plus sérieux dans ses intentions à votre égard que moi ? Vous avez éveillé chez moi un sentiment, mais moi ne vous ai-je pas fait penser ?

« Ecrivez-moi et je vous ferai la cour, pour rompre cette solitude terrible qui pèse sur moi. Je n'aime pas moi-même et parfois je ne vous aime pas, mais à certains moments nos âmes semblent réunies.

« Je me plais en écoutant de la musique, et j'ai plaisir à parler, mais je puis adoucir l'aspect sérieux de ma personne par un baiser. »

Résultat de ces déclarations d'amour : l'infirmière épousa un médecin.

NOUVELLES

● ***De brèves amours européennes, vues par le lauréat du Fémina.***

Flora d'Amsterdam

de François-Régis Bastide, Editions du Seuil, 152 pages - 500 francs.

C'EST parfois dans la nouvelle que les romanciers nous donnent sinon leur meilleur talent, du moins l'aspect le plus vrai de leur caractère et de leurs goûts. Ayant vécu en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède, s'étant occupé de ces « relations culturelles » où l'on échange Giraudoux contre Bach ou Vermeer, François-Régis Bastide semble être le spécialiste des brèves amours européennes dont le souvenir est rêveur, qu'on les ait vécues ou non. Il rejoint par là un peu Valery Larbaud.

Episode allemand : un jeune Français, Laurent, officier interprète à Hambourg, établit une solide relation sensuelle avec une jeune personne bien faite; les parents, bons bourgeois encore sous le coup de la guerre, bénissent l'aventure. Mais Waltraut a une sœur de onze ans : Marianne. Mince, des yeux limpides. Elle se met à aimer Laurent, et celui-ci, de jour en jour plus tendre, fait grandir en esprit la petite fille. Quand il doit quitter Hambourg, il comprend que le bonheur de sa vie eût été d'emmener à Paris une Marianne ayant quelques années de plus... Episode hollandais : Flora (d'Amsterdam) est une belle prostituée dont la conversation enchante le narrateur. Conversation à bâtons rompus, car il faut s'interrompre quand se présente un client. Flora a de la culture, de la distinction. Un jour, elle prie son nouvel ami de l'emmener à une grande fête où figurera ce que la Hollande a de plus raffiné. Le jeune homme promet. Il ne tiendra pas. Le préjugé gagne. L'épisode suédois est encore plus dramatique : de la neige, une maison en flammes, une jeune femme folle...

On peut reprocher à François-Régis Bastide d'avoir lu Larbaud, et surtout les conteurs du XVIII[e] siècle. Mais il le sait ; il rend légères ces influences.

MAGIE DE LA MAGIE

VOICI deux beaux ouvrages, abondamment et fort bien illustrés et qui traitent en apparence de sujets voisins. Pourtant on n'y trouve guère d'images ni de points communs, parce que dans l'univers immense et touffu de la magie, ils opèrent deux coupes à deux plans différents.

M. Seligman (1) cherche à faire l'histoire et la description des différentes formes de la magie dans le monde occidental, de la Mésopotamie et de l'Egypte jusqu'à cette Europe du XVIII[e] siècle qu'on appelait le siècle des lumières. Astrologie, alchimie, sorcellerie, cabale, chiromancie, physiognomonie, tarots, vampirisme, tout est mis sous nos yeux par des textes et des commentaires, mais aussi par d'admirables images extraites de livres anciens et parfois très rares. Vous y trouverez quelques portraits de démons « considérés comme authentiques », et d'autres moins garantis, des images du sabbat, des allégories alchimiques fort bien expliquées, des images où vous pourrez étudier la différence entre les cils d'un homme malicieux et menteur et ceux d'un homme audacieux et prétentieux, vous y verrez la signature du démon Asmodée, et le spectre de la rose tel qu'il se forme dans une cornue. M. Seligman nous rappelle que c'est à un alchimiste que nous devons l'invention du bain-marie, et il rapproche la coutume ancienne de couper les cheveux aux sorcières pour les purifier et les faire avouer avant de les brûler, de la coutume, pratiquée en France en 1944, de tondre les femmes qui avaient eu des rapports avec l'ennemi. Bref, c'est un immense et passionnant travail de compilation, conduit sans crédulité mais aussi le plus souvent sans effort de critique ou d'interprétation. C'est un miroir de la magie, miroir très fidèle mais qui ne réfléchit pas beaucoup, comme dirait Cocteau.

(Izis.)

ANDRÉ BRETON
Un miroir qui ne réfléchit pas

La salière renversée

Et c'est ici que le grand livre (2) de M. André Breton s'impose, d'abord parce qu'il prend la magie au sérieux. A l'autopsie, ou tout au moins à l'anatomie de la magie de M. Seligman, il ajoute une physiologie de la magie ; au lieu de considérer la magie en historien et en sociologue, il la considère en artiste et il l'éprouve comme vivante. Que la magie soit vivante d'ailleurs, qui pourrait le nier ? Quel est celui d'entre nous qui n'a pas rêvé d'être magicien à un moment quelconque, de posséder un pouvoir, d'exercer une action par une voie extra-scientifique, anormale ? Il y a plus de cinq mille voyantes à Paris, dont le chiffre d'affaires total peut être évalué à 50 milliards par an. Quand nous refusons de faire une place aux forces magiques, les forces magiques reviennent sous une autre forme, comme le montre M. Robert Amadou dans sa postface au livre de M. Seligman : à côté du médecin, voici le guérisseur, à côté du politicien et de l'économiste, voici le chef-mage qui draine la confiance des foules. De la superstition de la femme de ménage devant la salière renversée à l'admiration de la femme du monde devant la peinture de Mme Léonor Fini, tout est magie. Mais encore bien plus dans la poésie et dans l'art. Il est clair qu'un poème, un tableau, une œuvre quelconque n'existe que dans la mesure où elle bouleverse notre monde intérieur d'une manière aussi profonde et aussi mystérieuse que le pouvoir magique dont nous parlions à l'instant bouleverserait le monde extérieur. Tout art est magique en un sens : celui que M. Breton essaie de cerner avec beaucoup de peine et de soin, c'est celui qui, venu de la magie, y retourne, celui « qui réengendre à quelque titre la magie qui l'a engendré ».

M. Breton et son collaborateur procèdent par une double enquête : une enquête par questionnaire qui nous vaut la publication des réponses de Heidegger, Claude Lévi-Strauss, Roger Caillois, Jean Paulhan, Julien Gracq, André Pieyre de Mandiargues, etc., sur quelques rapports de l'art et de la magie ; et une enquête historique extrêmement suggestive sur l'art comme véhicule de la magie, des primitifs aux surréalistes. Sur Bosch, sur Gustave Moreau, sur vingt autres, le commentaire est toujours lumineux. L'illustration, très abondante, va des masques et des statuettes des primitifs aux œuvres contemporaines, en passant par des chefs-d'œuvres classés et classiques qui se trouvent singulièrement rafraîchis et éclairés par le voisinage. Même si l'on soupçonne dans les œuvres contemporaines une connaissance un peu trop consciente, et comme cultivée, des valeurs psychanalytiques ou ethnographiques, la continuité de l'art magique n'en est pas moins éclatante, et donc la continuité d'action de la magie.

Inventaire des exorcismes

Il ne s'agit pas, bien entendu, de croire ou de ne pas croire aux astres, aux cartes ou à la cuisine des alchimistes. Mais le travail de compilation de M. Seligman nous oblige à prendre connaissance de la magie comme d'un phénomène historique réel, de la croyance à la magie comme d'un trait psychologique permanent. Et le travail d'analyse en profondeur de M. André Breton montre qu'il y a dans l'art un réel pouvoir magique qui tient non point au « pittoresque » des sujets, mais aux lignes, aux formes, aux couleurs. Baignant dans le milieu spirituel de toutes les civilisations, de toutes les religions, il y a, ne disons pas un magicien, mais un Homme Magique. Il ne doit pas mourir, il y va de la santé de l'homme tout entier. Dans un curieux film d'anticipation japonais, *Godzilla*, on voyait les hommes chasser un dragon du fond des mers, un monstre mythologique et atomique, au moyen de compteurs Geiger. C'est une méthode qui ne peut réussir qu'au cinéma (et encore : le film n'était pas une réussite) et nous serions bien vite la proie des monstres si nous n'avions pour nous défendre les exorcismes et les prestiges dont M. André Breton, encore plus que M. Seligman, commence à dresser l'inventaire.

Robert KANTERS.

(1) *Le Miroir de la Magie*, par Kurt Seligman (Fasquelle, 3.200 fr.).

(2) *L'Art Magique*, par André Breton, avec le concours de Gérard Legrand (Club Français du Livre, 3.500 francs).

ANDRÉ KEDROS

LE LIT DE PROCUSTE

roman

“Livre nouveau... non seulement dans l'œuvre de KEDROS mais vraiment dans la littérature... cette acuité de vision... ces rapides notations psychologiques qui font mouche et témoignent de l'authenticité de l'écrivain... cette sensualité toujours lancinante.”

ANDRÉ WURMSER (Lettres Françaises)

1 volume 780 fr.

JULLIARD

Occident

WESTERN WORLD

Le premier journal sans frontières

Nouveau match transatlantique :

Erich OLLENHAUER - Dean ACHESON

L'Otan est-elle vraiment utile ?

La prochaine révolte des satellites — par le Sénateur KEFAUVER.

L'Algérie, problème occidental — par Henry GINIGER, correspondant du *New York Times* à Paris.

Un monde - ou trois ? — par Edgar ANSEL MOWRER, rédacteur en chef pour l'Amérique du Nord d'*Occident-Western World*.

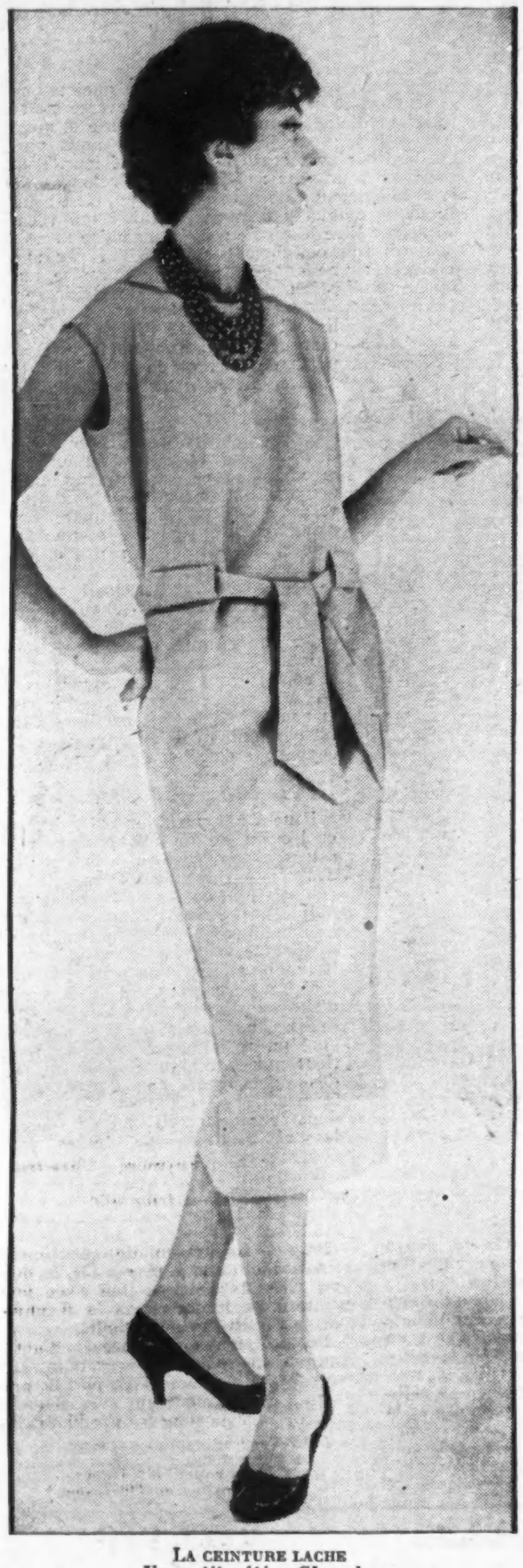
Les Ballets en Occident et en U.R.S.S. — par Olivier MERLIN, journaliste-reporter à *Paris-Match*, critique chorégraphique du *Monde*.

et les articles de Salomon WOLFF, Jean-Louis BERNARD, etc...

37, rue du Louvre, PARIS (2e) - Tél. : GUT. 94-00 - TUR. 96-80

le n° 250 fr. - Abonnement annuel 2.500 francs

En vente dans les librairies et kiosques principaux de Paris



LA CEINTURE LACHE
Un petit côté « Chanel »

UNE « SELF-MADE » ROBE

LES soirées sont longues en vacances, et les après-midi aussi quand il ne fait pas beau.

A celles qui sont capables de tenir une aiguille, de tracer une ligne droite, de se servir d'un centimètre et de faire un ourlet, Madame Express propose cette semaine une robe dessinée par CHLOE et qu'elles feront très facilement elles-mêmes en quelques heures.

C'est une robe-chemise toute simple. Quatre larges coulisses placées légèrement au-dessous de la taille lui donnent son petit côté « Chanel ». Si vous êtes grande, mince et moderne, vous porterez la ceinture lâche. Sinon elle peut se serrer à la taille en faisant blouser le corsage.

Comment la faire :

MÉTRAGE : En 90 il faut deux hauteurs (de la base du cou au bas de la jupe, plus 10 cm. pour l'ourlet et la couture d'épaule). Ce qui représente 2 m. 60 environ.

Choisissez de préférence un tissu qui n'ait pas de sens, facile à couper et à coudre. Le mieux : une cotonnade suffisamment souple pour blouser et suffisamment bon marché pour éviter tout remords si la robe est ratée.

Préparation :

C'est l'opération la plus délicate et qui demande un peu de précision.

- Plier votre tissu par moitié dans la longueur.
- Prendre un centimètre et une craie et noter (voir notre schéma) :

A) Une ligne à 6 cm. du bas pour l'ourlet.

B) Une deuxième ligne à 3 cm. de la lisière droite pour la couture de côté.

C) A partir de la ligne B prendre votre demi-tour de hanches plus 5 cm. de souplesse et noter une ligne sur le côté gauche (si vous avez 90 cm. de tour de hanche, vous compter donc 50 cm.).

D) Une ligne située à 3 cm. de la ligne C pour l'autre couture de côté.
La chute du côté gauche sera nécessaire pour la ceinture et les coulisses.

E) A partir de la ligne d'ourlet (A) noter la hauteur totale. Le tissu restant en haut servira pour la couture d'épaule.

F) Noter le milieu de la robe entre les lignes B et C.

G) Noter un point G à 15 cm. à droite du point F, c'est de ce point que partira la couture d'épaule.

H) Tracer une ligne située à 4 cm. de la ligne B et placer un point H sur cette ligne située à 3 cm. de la ligne E. La couture d'épaule ira du point G au point H.

I) Prendre 15 cm. à partir du point H vers le bas pour déterminer la longueur de l'emmanchure qui ira jusqu'à un point I situé sur la ligne B.

J) Noter le décolleté. Il sera creusé de 2 cm à partir de la ligne E pour le dos sur la ligne F et de 6 cm. pour le devant.

Mettre l'un sur l'autre pour reporter les indications du côté droit sur le côté gauche.

Montage :

Faire les coutures d'épaule et bâtir le décolleté. Bâtir également les emmanchures. Faire ensuite les coutures de côté en réservant à gauche 40 cm. sous l'emmanchure pour placer la fermeture à glissière. Bâtir l'ourlet.

Faire un essayage, si tout se place bien, piquer, régler l'ourlet sans le coudre.

Les coulisses :

Elles doivent être placées 1 cm. 1/2 sous la taille environ. Leur hauteur exacte ne peut donc être évaluée qu'au cours d'un essayage.

Elles sont faites d'un boyau de 8 cm. de large sur 5 cm. de haut plus 1 cm. de chaque côté pour les coutures, et situées à 9 ou 10 cm. de chaque côté du milieu de la robe. Elles sont cousues comme une patte de pantalon d'homme.

La ceinture :

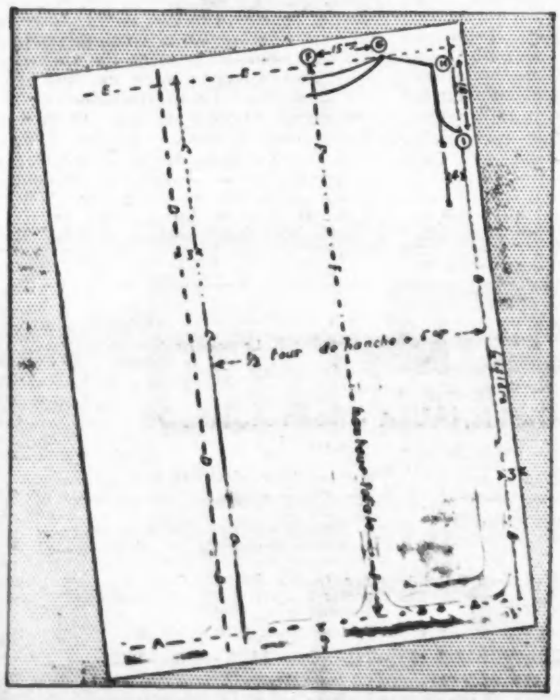
Elle a 4 cm. 1/2 de hauteur environ et 1 m. 50 de longueur. On peut, si on veut, élargir légèrement les pans dans le bas. Il est nécessaire de la faire en double.

Finition :

Les décolleté et les emmanchures sont le seul point un peu délicat de cette robe, l'arrondi nécessitant la pose d'un biais. Si vous vous en sentez totalement incapable, vous pouvez évidemment ne pas les arrondir mais cela leur enlèvera beaucoup de chic. Placer la fermeture à glissière. Enfin, terminer l'ourlet en prenant soin de serrer la ceinture à la taille si on désire porter la robe ainsi, ce qui la raccourcit inévitablement de 2 ou 3 cm.

Bonne chance ! Avec un peu de suite dans les idées et une machine à coudre, cette robe demandera cinq heures de travail environ. Sans machine à coudre, il faut bien prévoir le double, mais il est bien rare qu'il n'y ait pas dans le pays une mercière aimable acceptant d'en mettre une à votre disposition pour quelques heures.

LA CEINTURE SERRÉE (CHLOÉ)
Attention à l'ourlet



(Dambier.)

(Charpentier - *L'Express.*)

DEUX MODÈLES DE CHANEL, QUATRE POINTS DE MODE

Les manteaux se haussent du col, les fourrures allongent leurs poils — *Les jupes montrent haut la jambe, le velours noir triomphe*

COLLECTIONS

Deux certitudes

CHANEL a quitté la Chambre Syndicale. Et elle a remporté lundi une victoire psychologique. C'est à sa collection et non chez le couturier syndiqué qui présentait à la même heure, que Carmel Snow, dictatrice américaine de la mode, avait choisi d'assister.

Patou, Lanvin, Chanel, Balmain, Virginie, Pierre Cardin, Madeleine de Rauch, Guy Laroche... C'est trop et ce n'est pas assez pour dire : « Voilà la mode ». Il nous manque d'avoir vu ce que proposera Christian Dior et comment il a glissé, lui, de la mode fluide de l'été à la mode fluide de l'hiver.

Première impression : rien de changé qui soit fondamental. On demeure dans la nonchalance et le souple que certains poussent jusqu'à l'enroulé. Les manteaux se haussent du col, les robes du soir se creusent du dos, les robes de ville cernent le cou, cherchent des hanches pour s'y appuyer, négligent la taille, les fourrures allongent leur poil, les tailleurs raccourcissent leur jupe, les poches plaquent au lieu de se fendre...

Tout cela est du domaine du détail, et gravite autour du « style Chanel », que celle-ci conserve imperturbablement.

Tissus doux et mous, couleurs fortes — bleu d'hiver chez Balmain, Lanvin-Castillo, de Rauch, ocre d'hiver chez Laroche, rose d'hiver — noir de velours ou noir de crêpe, triomphant dès que tombe la nuit, il reste, de ces premières collections, deux certitudes :

1. Les femmes auront envie d'un tailleur de velours noir, mettront un col de fourrure à poils à leur manteau d'hiver, montreront haut leurs jambes, seront pudiques et modestes de face, impudiques de dos.

2. Une lutte sourde s'engage entre les « jeunes de la couture » qui voudraient faire du gai, du spirituel, du Fath en un mot, et les « anciens » qui, chacun dans sa tradition, veulent maintenir l'élégance, avec tout ce que ce mot comporte de morgue et de science.

LIVRES

Connaissance des femmes

DEUX médecins viennent de consacrer chacun un ouvrage aux femmes.

Dans « La Femme, cette inconnue de l'homme » (1), le docteur Varenne a entrepris, avec la collaboration de Gabrielle Salzy, d'étudier les motifs d'accord et de désaccord qui jalonnent la vie du couple. Peut-on réduire ces désaccords ? Les auteurs, qui empruntent à la fois à Montherlant et à Simone de Beauvoir pour initier au « mystère féminin », considèrent que bien des conflits pourraient être évités par une meilleure information réciproque des deux partenaires. Et ils s'y emploient.

Dans « La Fécondation artificielle et naturelle de la femme » (2), le docteur Georges Valensin fait avec brio le bilan de l'histoire de la fécondation, naturelle et artificielle.

Ouvrage technique autant qu'anecdotique, abondamment renseigné, il va très au-delà de son titre par la précision toute... médicale avec laquelle l'auteur aborde tous les problèmes de la procréation.

(1) Aubanel, 750 francs.
(2) Gallimard, 990 francs.

RECETTE

Le pain de thon

2 *boîtes de miettes de thon à l'huile — 1 tasse de mie de pain trempée dans du lait — 2 œufs — Persil et estragon.*

● Faire tremper la mie de pain dans du lait ● Écraser le thon avec cette mie de pain, bien travailler à la fourchette ● Battre les blancs d'œufs en neige, les incorporer à la purée de thon ● Ajouter une grosse poignée de fines herbes hachées ● Beurrer un moule et faire cuire une demi-heure au bain-marie ● Servir avec une sauce tomate.

FABRIQUE DE
SOUTIEN - GORGE
ET LINGERIE
LEJABY
à BELLEGARDE (Ain)
Tél. : 2-68
Bureaux et Dépôts 7
9, rue du Fbg-St-Honoré, PARIS
ANJ : 45-33.

Carole Paris
SPORT.COUTURE
78 AV. DES CHAMPS-ÉLYSÉES Arcades du Lido

Actuellement

SOLDES
D'ETE
EXCEPTIONNELS

PETIT-BATEAU

Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

25 JUILLET

Ce pays plus beau que n'est le mien — et qui oserait les comparer ? — cette montagne de Marseille que ma fenêtre encadre et qui, dans le soleil du réveil, devient chaque matin la « Sainte-Victoire » de Cézanne, et la mer est au loin mêlée au ciel, je ne trouverais que de pauvres mots pour les peindre. Il n'est rien dont je sois moins capable que de décrire un pays où je n'ai pas vécu enfant : d'un voyage autour du monde, je ne rapporterais pas dix lignes.

Philip Toynbee, dépêché par l' « Observer », et qui ne m'a pas trouvé à Paris, me relance ici. Il veut m'interroger sur « l'engagement » — comme si j'appartenais à une espèce en voie de disparition et dont quelques spécimens subsistent seuls en Europe...

« Carmen » au festival d'Aix-en-Provence. La presse locale dénonce une cabale des Parisiens. Mais non, il n'y a pas eu cabale. L'échec n'atteint en rien ceux à qui revient l'honneur d'une entreprise dont je ne suis pas sûr que d'autres se fussent mieux tirés. Dans un temps où Phèdre reste sans interprète, pourquoi trouverions-nous une Carmen ? Celle d'Aix, importée d'Amérique, avant même qu'elle eût ouvert la bouche, sa magnifique robe écarlate la jugeait et la condamnait : elle ne savait pas qui elle était.

Je me souviens, au Grand Théâtre de Bordeaux il y a cinquante ans, de cette Carmen qui n'était qu'une cigarière, à peine plus jolie que les autres, et dont la chemise en lambeaux découvrait une épaule meurtrie et mate comme une fleur de magnolia. Celle d'Aix, au premier acte, chante, curieusement étalée sur des marches, pareille à une énorme langouste.

Mais ce que j'attendais surtout de cette « Carmen » « désenpoussiérée », c'était un Don José qui fût enfin le Navarrais de vingt ans dont Mérimée nous raconte l'histoire. Aix, après Salzbourg, avait bien su découvrir un Don Juan gracieux et terrible. Pourquoi pas un Don José ? C'est peu de dire que l'Italien que nous avons entendu à Aix appartient à l'espèce la plus commune, disons « de Toulouse », sans vouloir offenser les Toulousains.

Les représentations les plus ternes, les plus mornes de l'Opéra-Comique, je le sais par expérience, laissent toujours à la scène finale sa grandeur sauvage. Pour la première fois, à Aix, l'envoûtement n'a pas joué et le sublime dernier accord n'a pas dissipé le malaise. Faut-il incriminer le plateau trop vaste, si vide au premier acte où il devrait être fourmillant, inutilement encombré au dernier ? Mais voici le plus étrange : ce que j'eusse approuvé sans aucun doute si l'on m'avait consulté, la suppression du dialogue non chanté, presque toujours ridicule (et qui est d'ailleurs supprimé à l'étranger), je l'ai regretté, et pour des raisons que je crois bonnes, une fois au premier acte, une autre fois au second... Mais assez parlé de « Carmen »...

27 JUILLET

De semaine en semaine, des fournées de morts se succèdent parmi les illustres. Terreur qui ne s'interrompt jamais : comme Fouquier-Tinville mêlait dans des complots inventés des hommes qui ne s'étaient jamais vus, voici que la charrette, à quelques jours d'intervalle, emporte André Chevrillon, celui de mes confrères de l'Académie qui peut-être m'inspirait le plus d'estime et qui avait choisi l'obscurité et l'oubli, et cet éclatant Sacha Guitry, paon merveilleux dont la roue, depuis un demi-siècle, se détachait sur le ciel de Paris et qui, quoi qu'il ait fait, n'a jamais quitté la scène ; Sacha Guitry pour lequel il n'y avait pas de coulisses qui ne fussent un plateau, que durant cinquante années les feux des projecteurs ont pourchassé de mariage en mariage ; il n'aura peut-être jamais prononcé une parole qui n'ait été un mot ; auteur comique et comédien à tous les instants de sa vie, chez qui la vraie maladie, la vraie souffrance, la vraie agonie, la vraie mort étonnent et paraissent plus augustes encore, comme si elles tuaient le personnage et faisaient apparaître la personne en ce Sacha, délivré enfin du vaudeville fastidieux de sa vie. Grâce à elles, il est devenu, au moment de passer à l'éternité, un homme entre les hommes. Et de fait, ce matin, à la première page du journal, le visage noble et beau qu'a sculpté sa dernière heure, est celui d'un inconnu.

Quant à savoir ce qu'il faut retenir des éloges funèbres que lui ont décernés des voix amies, une heure de lecture suffirait pour en décider. Je ne me souviens d'avoir lu aucune de ses pièces qui à la scène m'ont tant diverti. Rien ne prend sa place en littérature, même s'il s'agit de théâtre, que par le style. Sacha Guitry mérite-t-il le beau nom, que lui donne Marcel Achard, de poète comique ? (Et que je décernerais volontiers à l'auteur de « Jean de la Lune ».) Il se peut, mais il faut voir d'abord ce que ce théâtre devient, noir sur blanc.

Rien n'est si dangereux pour une œuvre théâtrale que l'esprit. Un théâtre pourrit par les « mots ». C'est ce qui a perdu celui du Boulevard où tout n'était pas mauvais ni même médiocre. Je relis encore pour mon plaisir les trois premières pièces de Maurice Donnay : « Amants », « La Douloureuse », « L'Affranchie ».

Au fond, Molière n'a pas d'esprit — de cet esprit-là — ou quand il en a, ce n'est pas toujours du plus léger. A dire vrai, le Molière que j'aime (et dont je n'ai cessé de me rapprocher, depuis ma jeunesse qui ne l'aimait pas) n'est guère drôle. Il ne me donne jamais envie de pleurer comme au Musset d' « Une soirée perdue », mais il ne me fait rire que si l'acteur y met beaucoup du sien (comme Robert Hirsch dans « Les Fourberies »)...

Ce Sacha Guitry, dont le dernier travail fut de porter à l'écran l'Histoire de France, s'est-il souvenu, au milieu des chefs-d'œuvre qui l'entouraient, du soupir de Mazarin mourant : « Il va falloir quitter tout cela ! » Ou peut-être s'est-il rappelé le dernier mot d'une princesse de France, qui avait été belle et adorée : « Fi de la vie ! Qu'on ne m'en parle plus ! » Car l'Histoire, elle aussi, fait des mots. Elle les invente : les derniers surtout, qui n'ont presque jamais été dits. L'homme meurt comme le loup : en silence.

F. M.

(*Copyright « L'Express ».*)

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61

Administration, publicité, vente :
ABONNEMENTS :
37, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. BAL. 19-68

PRIX DE VENTE AU NUMERO :

France et Afrique du Nord : **100 francs.**
Suisse : **1. fr. 90.**
Belgique : **18 francs.**
Italie : **250 lires.**

ABONNEMENTS (1 AN)

France, Union française : **3.000 francs**
Etranger : **3.700 francs**
Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, **750 fr.**

PAR AVION

4.000 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.
5.600 fr. - A.-E. F., A.-O. F.
6.500 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, **Libye.**
4.700 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.
8.200 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie.
8.600 fr. - Afrique du Sud.
9.900 fr. - Canada, Etats-Unis.
11.200 fr. - Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.
15.100 fr. - Australie, Nouvelle-Zélande.
7.300 fr. - Congo Belge, Ethiopie.

Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.

Administrateur : **J.-F. Cobience**

MARIE SUSINI
UN PAS D'HOMME
L'Express, Les Nouvelles Littéraires, La France Catholique, Les Lettres Françaises, Arts : **"Une réussite"**
Un roman 500 fr. SEUIL

dans une enquête de "l'Express"
3 grands critiques
Emile HENRIOT
Robert KANTERS
Claude ROY
ont désigné en tête des dix meilleurs livres à emporter en vacances
TANGUY
le premier roman de
MICHEL DEL CASTILLO
PRIX DES NEUF 1957
JULLIARD